

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA CONCENTRATION INDUSTRIELLE EN ALLEMAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 mars 1929, à 13 heures ½

PAR

Roger DERNIS

Président : M. OUALID, professeur

*Suffragants : { MM. LESCURE, professeur
PIROU, professeur*

PARIS

LIBRAIRIE DALLOZ

11, RUE SOUFFLOT, 11

1929

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA CONCENTRATION INDUSTRIELLE EN ALLEMAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 mars 1929, à 13 heures $\frac{1}{2}$

PAR

Roger DERNIS

Président : M. OUALID, professeur

*Suffragants : { MM. LESCURE, professeur
PIROU, professeur*

PARIS
LIBRAIRIE DALLOZ

11, RUE SOUFFLOT, 11

—
1929

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LA CONCENTRATION INDUSTRIELLE

EN ALLEMAGNE

INTRODUCTION

1. On constate que, depuis 1925, l'économie allemande fait des progrès constants. Chaque année, les résultats sont plus satisfaisants. On reconnaît qu'ils sont obtenus, grâce à un travail régulier, et à l'application de principes sains. Mais on ne cherche pas plus loin.

Pour qui a connu les difficultés causées aux entreprises privées pour l'inflation monétaire, pour qui a été averti de la liquidation des affaires qui a suivi, il fallait cependant autre chose qu'un travail normal et consciencieux pour apporter une solution à la gêne des trésoreries. Pour celui qui étudie la situation actuelle de l'industrie, il y a aussi lieu de s'étonner : comment se fait-il que certaines branches soient aux mains de deux ou trois grosses entreprises, quelquefois d'une seule ?

C'est peut-être que la concentration actuelle a été un remède aux difficultés d'autrefois.

2. S'il est prouvé qu'on n'a pas hésité à prendre des mesures radicales pour sauver les affaires encore

saines, il conviendra de rechercher au nom de quels principes on a agi et quels moyens on a trouvés d'augmenter le rendement des entreprises en limitant l'investissement des capitaux.

Le relèvement économique est parti d'un point mort pour arriver à un niveau relativement élevé. Il n'est pas possible qu'on ne trouve pas dans la politique extérieure, dans la politique commerciale, dans la politique intérieure même, des changements, des initiatives, des tendances qui lui ont été favorables.

Enfin, le retour à une certaine prospérité n'a pas été indifférent à la masse du peuple. Certes tous les problèmes sociaux ne sont pas résolus, mais ils ne se posent plus de la même manière.

3. Faut-il croire à un plan d'ensemble apportant à toutes ces questions une solution précise, dans l'espace et dans le temps ? Non. Aucun esprit ne peut régler ainsi l'avenir. Qu'il y ait eu une doctrine d'ensemble exigeant l'union des forces, la collaboration, la paix ou la trêve entre les partis opposés, c'est possible. Mais la volonté des individus a été peu de chose auprès de la force représentée par la nécessité : c'est elle qui a imposé les sacrifices, les mesures brutales, la discipline.

Tout ceci n'est peut-être qu'hypothèse. Cette étude va maintenant s'engager dans l'exposé de la réalité qui confirmera ou infirmera, mais servira de toute façon à nous rapprocher de la vérité.

Politique extérieure.

4. Depuis cinq ans, les relations extérieures de l'Allemagne se sont beaucoup améliorées, au point de vue mondial et plus particulièrement dans ses rapports avec la France. Isolée, tenue à l'écart de toutes les discussions internationales, négligée ou méprisée, la diplomatie allemande était passée au second plan et elle essayait de manœuvrer sous la protection inégale et variable de l'Angleterre ou des Etats-Unis. Il fallait abandonner cet opportunisme qui ne donnait plus de résultat, et traiter directement avec la France : on signa Locarno, on fit de nouvelles propositions à Thoiry. L'Allemagne repassa au premier plan en entrant à la Société des Nations, avec la qualité de grande puissance. Mais il reste encore un nuage dans le ciel. Pour que le peuple allemand oublie le passé, la guerre, la défaite, pour qu'il se sente complètement libre, il faut obtenir l'évacuation de la rive gauche du Rhin. Le ministre des Affaires étrangères y a, une fois de plus, travaillé à Lugano. Le vrai problème n'est du reste pas celui-là : c'est celui des Réparations. Il faut arriver à fixer le chiffre de la dette allemande ; les accords de Londres et le plan Dawes en ont facilité jusqu'ici le paiement ; mais un débiteur qui est obligé de payer préfère savoir exactement combien il doit ; l'importance de la réunion du comité des

Experts à Paris est énorme pour l'avenir économique du Reich. Un grand pas a été fait.

Politique commerciale.

5. Pour les négociations d'accords commerciaux il ne suffisait pas d'invoquer les principes de justice et de liberté, il fallait une base de discussion permettant de faire des concessions pour en obtenir en contre-partie. Les négociateurs allemands la trouvèrent dans le tarif douanier du 17 août 1925, tarif de forte protection encore plus favorable à l'industrie qu'à l'agriculture.

Ils avaient déjà conclu des accords avec les Pays-Bas, l'Esthonie, la Suisse, le Royaume-Uni en 1924. Mais ces accords n'étaient que provisoires, ils ne furent définitifs qu'après l'établissement du nouveau tarif. A partir de ce moment, le gouvernement chercha une porte à l'exportation vers l'est et une autre vers l'ouest.

6. La première ne fut qu'entr'ouverte, les négociations avec la Pologne n'aboutissant pas, seule l'U. R. S. S. convint d'un arrangement dans les termes suivants :

Article premier. — Les parties contractantes s'efforceront de développer par tous les moyens les relations commerciales entre les deux pays, de stabiliser dans toute la mesure

du possible le trafic des marchandises et de ramener au fur et à mesure des progrès de restauration économique, les importations et les exportations réciproques des deux pays au niveau d'avant-guerre, en se laissant uniquement guider par des considérations économiques.

Art. 2. — En vue de l'exercice du monopole du commerce extérieur, une délégation commerciale ayant son siège à Berlin, sera adjointe à l'ambassade de l'U. R. S. S. auprès du Reich allemand.

Art. 3. — La délégation commerciale aura pour mission :

a) De développer les relations commerciales et économiques entre l'Allemagne et l'U. R. S. S. et de représenter les intérêts de l'U. R. S. S. dans le domaine du commerce extérieur ;

b) De procéder au nom de l'U. R. S. S. à la régularisation du commerce extérieur avec l'Allemagne ;

c) De se livrer au nom de l'U. R. S. S. au commerce extérieur avec l'Allemagne.

7. La seconde porte s'ouvrit plus franchement, après la conclusion de l'accord commercial avec la France du 27 avril 1927, en vigueur depuis le 6 septembre 1927. En résumé, cet accord contient deux listes A et B des produits qui obtiennent le tarif minimum français et une liste C de ceux qui bénéficient d'un pourcentage de réduction. L'Allemagne accorde en revanche la clause de la nation la plus favorisée à un certain nombre de produits français.

En 1928, les négociations se sont poursuivies. Il a été signé un traité avec l'Afrique du Sud, le 14 décembre ; fait d'une certaine importance, puisque c'est le premier traité avec un dominion de l'empire britannique. Il y eut en outre un traité avec la Lithuanie le 30 octobre, et deux protocoles complé-

tèrent le traité franco-allemand. Le 17 octobre intervint une convention additionnelle au traité signé avec la Yougoslavie et le 17 août une convention préliminaire avec le gouvernement national de la Chine. Le 10 novembre l'Allemagne passait une convention financière avec la Roumanie.

Le gouvernement allemand a soumis au Reichsrath le 11 octobre 1928, un projet de loi qui a pour objet de fixer le moment de l'abolition intégrale des interdictions d'importation et d'exportation et de réduire certains droits du taux général de 1925, dans le sens des recommandations de la Conférence économique internationale de Genève.

Malgré la bonne orientation de cette politique, la balance commerciale 27-28 est encore déficitaire de 2.600 millions R. M. Elle est aggravée de 943 millions de monnaies étrangères transférées au titre des Réparations, et d'une augmentation des devises et des réserves en or de la Reichsbank de 433 millions. Il y a eu contre-partie 1.800 millions d'emprunts placés à l'étranger et 350 millions que font rentrer la navigation et les transports ; il reste un déficit de 1.800 millions à la balance des comptes, qu'il faut combler par d'autres moyens.

Politique intérieure.

8. La même volonté d'union et de conciliation ne s'est pas retrouvée dans la politique intérieure. Cela

se conçoit facilement ; les partis représentant des idées opposées et non pas seulement des intérêts ; les renier, c'était voter leur arrêt de mort. On n'en est pas encore arrivé là. L'idée qu'on aurait voulu faire prévaloir, c'était l'idée d'un gouvernement de grande coalition. Malgré de nombreuses tentatives, elle a échoué ; c'était normal. On l'a remplacée par un compromis ; la composition des gouvernements successifs depuis 1925 le démontre clairement.

9. Cela a permis tout de même de négliger certains intérêts particuliers au profit des intérêts généraux du Reich et notamment dans l'administration d'opérer peu à peu aux dépens des états une centralisation administrative à Berlin. Cette tendance ne fera que s'accroître ; elle correspond bien aux idées du moment. On la retrouve dans les réformes fiscales qui suppriment les impôts d'état. C'est du reste à ces querelles que se bornent les différends entre les états du sud de l'Allemagne, Bavière et Wurtemberg, et le gouvernement du Reich. L'unité de l'Allemagne n'est nullement compromise ; elle s'affirme chaque jour plus durable.

Politique sociale.

10. Nous nous attarderons davantage à l'étude du problème social, parce qu'il est plus complexe et qu'il est plus étroitement lié à la vie de l'industrie.

Jusqu'en 1926, le déséquilibre a été grave.

Il y avait une telle nécessité pour les entreprises de réduire leurs frais généraux que le moindre prétexte donnait aux industriels l'occasion de licencier des milliers d'ouvriers. L'initiative était prise par des cartels de producteurs. Ainsi le groupe nord-ouest de la fédération des industriels du fer et de l'acier recommandait à tous ses adhérents, en juillet 1925, pour atténuer les conséquences onéreuses de l'augmentation de 5 % des salaires qu'un arrêt d'arbitrage venait de rendre obligatoire de congédier une proportion correspondante de leur personnel de manière que le total des salaires payés par les usines demeure constant. Le Rheinelbe Union se proposa de licencier dès ce moment 18.000 mineurs et le Phœnix 3.000. Ce n'était qu'un prétexte, car le nombre des ouvriers licenciés a dépassé de beaucoup la proportion indiquée. En réalité, il n'y avait plus de travail à donner aux ouvriers, ils étaient devenus inutiles ; au Reich de s'en charger !

Une première crise avait atteint le marché du travail en 1924. Celle de 1925 et 1926 fut encore plus dure. Le nombre des chômeurs est passé de 364.500 en octobre 1925 à 2.031.000 en janvier 1926 et 2.055.000 en février. Autrement dit, les chômeurs qui constituaient 5 % des travailleurs en octobre ont constitué une proportion de 22 % en février 1926. Pendant ce temps, le nombre des ouvriers qui ne travaillaient qu'avec une journée de travail réduite, variait dans les mêmes proportions.

Au cours du second semestre de l'année 1926 et de l'année 1927 le chômage s'est réduit beaucoup. Le 2 septembre 1927, il était tombé à 6 %. Le marché du travail avait repris sa physionomie normale.

11. La question sociale se réduit donc à un problème de conditions du travail et à un problème du logement. On s'est beaucoup préoccupé de résoudre le second et on y arrive peu à peu. Mais le premier est toujours l'objet de conflits entre les syndicats ouvriers et les syndicats patronaux. *A priori*, toute augmentation de salaire est refusée. Il a fallu une nouvelle loi pour réduire la journée de travail de 10 heures à 8 heures. C'est la lutte entre deux forces, mais une lutte disciplinée. Elle n'a pas été toujours voulue systématiquement. Le 3 septembre 1926, à la séance du Reichsverband der deutschen Industrie, à Dresde, l'industriel Silverberg posait ouvertement la question d'un accord politique et économique entre patrons et ouvriers. Son discours reçut un accueil assez froid :

« On a accusé l'industrie « dit-il » d'avoir contribué à l'inflation en achetant du matériel moderne. Mais c'était le seul moyen pour l'industrie de lutter de nouveau sur le marché mondial. C'est la politique fiscale après l'inflation qui est restée trop dure pour l'industrie. » Puis il fait allusion à la concentration des entreprises : « Il y a eu des fusions systématiques. L'égoïsme économique n'a pas prédominé. Les syndicats et les cartels ont grandement aidé à

cette organisation. L'Etat n'a pas pu les contrarier. Il est bon que les petites entreprises demeurent. Mais il ne peut y avoir une dissémination aussi grande de travail, de matériel et d'argent.

Je crois pouvoir établir que le patronat de l'industrie s'est vu obligé de reconnaître que le remède pour l'Allemagne et l'économie allemande n'existe que dans la collaboration confiante avec la classe ouvrière, et en s'appuyant sur ce fait, des groupements patronaux de l'industrie allemande ont le courage de conclure qu'on doit admettre une politique et une responsabilité communes avec la sociale démocratie. Nous avons beaucoup à créer ensemble en Allemagne... Aucun n'a donné jusqu'à présent à l'autre de facilité pour aboutir à une collaboration féconde... Les organisations de la classe ouvrière ont sans doute abouti à des résultats. Mais ce qu'elles n'ont jamais pu faire, et ce qu'elles ne pourront jamais faire, c'est créer du travail. Cela, seuls les chefs d'entreprises peuvent le faire, s'ils savent qu'ils ont derrière eux une masse ouvrière saine de corps et d'esprit.

J'arrive à la conclusion : j'ai essayé de décrire une image comme je la voyais. Il est impossible qu'on croie que je vois des choses qui n'existent pas. Je dois prévenir cette critique. Mais il en a toujours été ainsi dans le monde ; de grandes évolutions se présentent qui d'abord ne sont saisissables qu'à certains moments et qui s'achèvent sans qu'on ait pu reconnaître une à une les étapes de leur déve-

loppement. C'est quelquefois affaire de sentiment de conclure à une grande évolution d'après quelques symptômes. C'est ainsi que se présente pour moi la question des rapports entre ouvriers et patrons. Je crois à la reconstitution de l'Allemagne et de l'économie allemande, à l'avenir de notre peuple, et parce que j'y crois, je crois à la collaboration confiante et féconde des forces que représentent dans notre pays le patronat et la classe ouvrière. »

La collaboration rêvée n'existe pas encore. Un conflit aigu s'est élevé le 1^{er} décembre 1928 dans la métallurgie ; il est en voie d'apaisement (1). Mais le problème n'est pas résolu. Nous essayerons de dire pourquoi.

Le programme économique.

12. La réaction économique s'est traduite par un ensemble de mesures, toutes liées entre elles par une même nécessité. On a voulu rendre l'industrie capable d'un gros effort et pour cela on a décidé de ne plus disperser ses forces, mais au contraire de les rassembler, de les purifier, et d'augmenter leur efficacité, par tous les moyens.

13. La concentration industrielle représente la première partie de ce programme. Il s'est agi de réunir les entreprises, de fondre ensemble leurs capi-

1. Ce conflit a été soumis à l'arbitrage du Ministre Severing, et le travail a été repris

taux, leurs organisations industrielles et commerciales, en sacrifiant les intérêts particuliers.

Certes, si brutale qu'ait été la méthode, elle n'a pu s'appliquer, que parce que le chemin était déjà préparé. L'Allemagne est, depuis longtemps, le pays des cartels, des groupements économiques et des grosses entreprises industrielles, et la guerre n'a fait qu'accélérer le mouvement. Ainsi, il existait en 1925 une grosse différence avec 1907, comme en témoigne ce tableau :

Chiffres de la concentration en 1925.

		Exploitations	Personnel	Force motrice
<i>Petites entreprises</i>	5 personnes	1.614.080	2.837.327	1.367.595 c. v.
<i>Moyennes</i>	— 50 —	205.911	2.898.756	2.382.179 —
<i>Grandes</i>	— au-dessus de 50	32.761	6.958.190	14.829.519 —
Total		1.852.752	12.694.273	18.579.293 —

Comparaison avec 1907 sur le territoire actuel de l'Allemagne

	Nombre des entreprises		Nombre du personnel	
	1907	1925	1907	1925
Petites entreprises ..	1.618.781	1.614.080	2.804.588	2.837.327
Moyennes — ..	160.091	205.911	2.305.015	2.898.756
Grandes — ..	24.994	32.761	4.673.177	6.958.190
Grandes entreprises en 1907 : 48 % du personnel de l'industrie				
—	1925 : 55 %		—	
Entreprises de plus de 1.000 personnes : 1907 : 504 = 1.175.565 personnes				
	1925 : 892 = 2.109.005		—	

Mais on a été depuis beaucoup plus loin.

Nous verrons jusqu'à quel point l'unité de moyens et d'action a été réalisée dans l'industrie du charbon, dans l'industrie sidérurgique, dans l'industrie des

produits chimiques, dans l'industrie électrotechnique. Puis nous indiquerons les mesures techniques qui ont été propres à augmenter le rendement de ces industries. Nous avons limité notre étude à ces quatre branches de la production, mais la réforme a été générale ; notre choix s'est porté sur celles dont dépend essentiellement la vie économique de l'Allemagne. Cette première partie sera traitée dans un style très concis ; sans mot inutile, parce que son but est avant tout d'établir des faits.

14. Nous montrerons comment ces faits sont nés de combinaisons diverses et d'un état de choses antérieur, dans la deuxième partie, qui traitera des moyens juridiques et financiers qui ont aidé à la réforme économique : régime fiscal et juridique des fusions, contrats de communauté d'intérêts, participations financières, syndicats ou cartels.

Notre dernière partie, qui traitera de l'interpénétration des industries, des cartels internationaux et de la rationalisation, paraîtra peut-être manquer d'unité, ou être l'expression d'une fantaisie. Mais elle est la plus utile, car elle complète et explique l'évolution économique de l'Allemagne.

Elle la complète, en ce sens qu'elle prouve que les industries, en Allemagne comme ailleurs du reste, se pénètrent les unes les autres, se mêlent et se fondent. Leur solidarité doit être connue, pour que l'on n'ignore pas toute la cohésion d'une production bien organisée et tout le profit qu'on

peut en tirer. Elle lui donne aussi toute sa valeur, par l'étude qu'elle fait des ententes internationales de l'industrie allemande avec les industries étrangères, ententes qui font comprendre que les pays européens ne peuvent vivre isolés, mais qu'eux aussi sont solidaires les uns des autres.

Elle l'explique en indiquant les principes et les nécessités de l'heure qui ont présidé à cette évolution. Mais là, nous n'anticiperons pas de peur de nous répéter.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'INDUSTRIE DU CHARBON

1. Le charbon est à la base de toute industrie. Depuis la guerre, aucun problème économique n'a peut-être donné lieu à autant de luttes, de polémiques, de convoitises. Qu'on se rappelle seulement la destinée de quelques bassins houillers que se disputèrent l'Allemagne, la France et la Pologne : la Sarre, la Haute-Silésie, la Rhur. Ces trois bassins étaient autrefois tous allemands. Nous laisserons de côté le premier qui appartient pour le moment à des capitaux français, nous devons faire une distinction entre la Haute-Silésie qui est restée allemande et celle qui est devenue polonaise ; notre étude portera donc simplement sur la Ruhr et sur quelques gisements de moindre importance.

2. La répartition géographique de la houille, en Allemagne, est assez simple ; en dehors des gise-

ments déjà cités, il n'y a guère que ceux de Basse-Silésie, de Saxe et d'Aix-la-Chapelle.

La Ruhr.

De beaucoup le plus important, le bassin de la Ruhr représente 86 % des réserves allemandes. On peut le délimiter de la façon suivante : au sud par la Ruhr, à l'ouest par le Rhin, au nord par la Lyppe, à l'est par une ligne qui joindrait Haagen à Hamm. Le charbon est de bonne qualité, riche en sous-produits, susceptible d'être transformé en coke. L'exploitation est relativement facile, à des profondeurs moyennes, sans qu'il soit trop difficile d'obtenir l'écoulement des eaux. La production annuelle représente 82 % de la production allemande. Le charbon est en grande partie transformé en coke métallurgique. Les poussières fournissent environ 3.500.000 tonnes d'agglomérés. Enfin les sous-produits obtenus sont également très importants : la valeur de la production annuelle des goudrons est d'environ 32.720.000 marks, celle des Benzols de 62.614.000 marks, celle des produits ammoniacaux de 61.987.000 marks, celle du gaz d'éclairage de 9.707.000 marks.

Goudron.....	86 % de la product. allde :	705.000 tonnes
Sulfate d'ammoniaque..	83 % —	: 290.000 tonnes
Benzol.....	83 % —	: 161.000 tonnes

Les cokeries de la Ruhr livrent à 90 communes et à plusieurs millions d'habitants, à la place des usines communales, le gaz transporté à de fortes distances : 250 km. Elles alimentent en outre toute la région d'Essen, Bochum, Muelheim, Kerwig, Hamborn.

Quoique située à cheval sur deux provinces prussiennes, Rhénanie et Westphalie, celle-ci possédant les trois-quarts des usines et un domaine houiller trois fois plus étendu, la Ruhr constitue un tout, d'abord au point de vue charbon, ensuite au point de vue du grand nombre d'autres industries.

L'importance du bassin de la Ruhr tient à sa richesse en minéral, à ses nombreuses voies de communication, à sa situation près de régions également industrielles.

La Haute-Silésie.

3. Le bassin de Haute-Silésie est peut-être d'une exploitation encore plus facile que celui de la Ruhr ; les couches sont très épaisses et d'une inclinaison faible. Elles permettent le percement de galeries hautes et larges, où l'écoulement des eaux se fait facilement. La houille ne contient pas de grisou, mais elle n'est pas susceptible d'être transformée en coke. Enfin la main d'œuvre est moins chère que dans la Ruhr. Mais les débouchés sont infiniment moins faciles : peu de voies de

communication, pas de région industrielle à proximité, éloignement de la mer. Après le partage de la Haute-Silésie, Gleiwitz devient le centre de la Haute-Silésie allemande, le siège des principales sociétés et des syndicats ; pour ne pas avoir recours au minerai polonais on a poussé le plus possible la production, qui est d'environ 22 millions de tonnes maintenant. On réussit même à faire du coke en ajoutant au charbon local du charbon de Basse-Silésie. Enfin, comme dans la Ruhr on exploite les sous-produits.

4. Le bassin de Basse-Silésie a, lui aussi, profité du partage de la Haute-Silésie. La production est néanmoins d'un autre ordre de grandeur : 5.500.000 tonnes par an, et une certaine quantité de coke.

Dans la Sarre, le charbon est médiocre ; production de 3.800.000 tonnes ; l'outillage ne s'est pas modernisé.

Le bassin d'Aix-la-Chapelle est la plus ancienne exploitation de charbon ; il est à une faible profondeur, mais il y a trop d'eau. Production de 585.000 tonnes.

Caractères de cette industrie.

5. Malgré cette netteté de la répartition géographique, il est assez difficile de parler du char-

bon comme on le ferait d'une industrie spéciale. Le temps n'est plus où les mines de charbon étaient indépendantes, où leur travail consistait seulement à extraire la houille, à préparer le minerai, à le transformer en coke et à obtenir quelques sous-produits. De même que la mine de fer ne se conçoit plus sans un haut-fourneau, l'exploitation de lignite sans une fabrique de briquettes, la mine de potasse sans une usine d'engrais, la mine de charbon est maintenant liée en vue d'une utilisation immédiate, à une usine métallurgique, à une usine électrique, à une usine à gaz, ou à une usine de produits chimiques. Cependant, si la dépendance de l'industrie minière et de l'industrie métallurgique peut-être considérée comme un principe généralement appliqué en Haute-Silésie, dans l'ouest de l'Allemagne il n'a pas pu en être ainsi partout. Mais, tout de même, si quelquefois la concentration technique, proprement industrielle, n'a pu se faire, il est assez rare que la concentration financière, elle, ne se soit pas faite ; j'entends par là qu'il est assez rare de voir des sociétés commerciales dont le but soit uniquement l'exploitation de mines de charbon.

6. Comme firmes indépendantes, il y a encore la Société Harpener Bergbau A.G. qui a une participation syndicale de 10 millions de tonnes, et la firme Hibernia A. G. qui a une participation syndicale de 6 millions de tonnes. Ce sont toutes deux des exploi-

tations de la Ruhr. Leur absorption n'est qu'une question de temps, elles n'ont pas encore été absorbées parce qu'elles étaient d'une trop grande importance et que leur bonne exploitation leur a permis de n'avoir pas à vendre leur indépendance pour continuer de vivre.

7. Nous le voyons par ces deux exemples, la concentration des entreprises est assez avancée dans l'industrie du charbon. Dans la région rhénane-westphalienne, il y a 21 sociétés qui produisent plus d'un million de tonnes. Mais ce groupement ne date pas d'hier ; déjà en 1903 le contrat de syndicat passé entre les producteurs avait eu pour effet de stimuler la concentration. Ce contrat écartait en effet la faculté d'élever le contingent de production par l'ouverture d'un nouveau puits. Le seul moyen, qui permettait alors aux entreprises d'accroître leur part à la vente était l'absorption de petites houillères, dont la participation pourrait être utilisée en faveur des acquéreurs capables d'une production plus grande. De puissantes compagnies minières achetaient de petites mines, confisquaient pour elles-mêmes la participation et arrêtaient les mines achetées.

8. Actuellement, en dehors des exemples cités plus haut, les principaux groupements propriétaires de mines dans la Rhénanie et dans la Westphalie sont : l'Etat Prussien, Haniel, Kloeckner et les Vereinigte Stahlwerke. Cette dernière société a acquis

la plupart des entreprises que le consortium Stumm avait dans la Ruhr, celles que la Rombacher Hütte possédait à Bochum, Bendorf et Rendsburg, et elle vient d'acheter la Charlottenhütte. En outre, elle possède les mines de ses actionnaires : Phoenix, Thyssen, Rheinische Union. Mais, nous en reparlerons en étudiant l'industrie sidérurgique.

9. En Haute-Silésie, les concessions de mines avaient été accordées à titre de privilèges seigneuriaux et elles étaient d'une étendue beaucoup plus grande que dans la Ruhr. Quand vint la loi établissant la liberté des mines, les privilèges subsistèrent, permettant aux propriétaires d'être soustraits à l'impôt. Ces magnats purent donc à peu de frais acheter les mines libres, d'où une concentration beaucoup plus rapide. La métallurgie se lia ensuite intimement aux mines de charbon. Les entreprises y sont toutes mixtes : Kattowitzer A. G. für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberschlesische Eisenbedarfs A. G. Ceci est encore plus vrai de la métallurgie du zinc, dans laquelle il faut 8 tonnes de charbon pour obtenir une tonne de zinc.

10. Ainsi une nouvelle physionomie de l'industrie du charbon se dessine de plus en plus. Elle n'est plus le but, elle est le moyen, elle constitue les préliminaires d'une autre industrie. La richesse du charbon ne consiste pas tant dans le minerai lui-même comme combustible, mais surtout dans toutes

les transformations qu'il peut recevoir, toutes les sources d'énergie qu'on peut en tirer, toutes les substances qu'on peut en extraire. Et à ce point de vue la chimie fait chaque jour des progrès.

11. La structure de l'industrie charbonnière allemande se présente donc sous la forme suivante : d'une part quelques sociétés purement minières dont l'effort consiste à extraire du charbon dans les meilleures conditions possibles pour le vendre à des consommateurs allemands ou étrangers ; d'autre part des sociétés qui possèdent des mines de charbon pour leur utilisation propre et qui n'ont à vendre que le surplus qu'elles ne peuvent utiliser. Cette seconde forme se répand toujours davantage, elle a été favorisée dans la période d'inflation.

Si l'industrie du charbon n'est pas en Allemagne une industrie très florissante, cela tient à une crise mondiale et à l'intervention de l'Etat dans la fixation des prix de vente.

CHAPITRE II

L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

Considérations générales.

1. Si nous nous sommes contentés dans l'étude de l'industrie du charbon de vues générales, sans entrer dans le détail du fonctionnement des sociétés productrices, nous ne pourrons faire de même avec l'industrie sidérurgique. Après avoir exposé l'aspect d'ensemble qu'offre actuellement la sidérurgie en Allemagne, il nous faudra donner une idée de la grande Société qui groupe 80 p. 100 de la production du fer et de l'acier de ce pays : la Société anonyme des Acieries Réunies (Veréinigte Shahlwerke Aktiengesellschaft).

2. Une première concentration, surtout géographique, s'est opérée après la guerre. L'Allemagne avait perdu ses mines de Lorraine, une partie des mines de la Sarre, les mines du Luxembourg, une partie des mines de Haute-Silésie. La répartition de la production d'acier devait se modifier. L'industrie du fer allait se concentrer autour des mines de charbon, autour des bassins houillers : dans la

Ruhr, dans la Haute-Silésie, dans la Saxe et dans la Basse-Silésie. Finie la collaboration étroite entre la Ruhr et la Lorraine, l'une fournissant le fer et l'autre le charbon, chacun pour soi, chacun chez soi. Cette collaboration renaîtra plus tard, mais sous une forme très différente.

Elle renaîtra sous forme de Réparations. La métallurgie française a besoin de coke et de charbon, et les prestations en nature lui sont un excellent moyen de se procurer ces matières premières. D'octobre 1927 à octobre 1928, elle a importé 183 millions de marks, de charbon, coke et lignite. La collaboration entre la Ruhr et la Lorraine existe donc toujours, mais au lieu d'être directe, elle résulte de contrats.

On distingue dans la métallurgie deux catégories d'industries : l'industrie productrice et l'industrie transformatrice. C'est la première surtout qui s'était développée à proximité des mines de fer. A présent toutes deux se sont réunies à proximité des mines de charbon ou de lignite.

D'où viendra le minerai de fer ? D'abord il en existe près du charbon. Sans doute en Haute-Silésie est-il très pauvre mais on prend d'abord ce qu'on a sous la main. Il en viendra aussi, comme avant la guerre mais en plus grande quantité, de Suède, d'Espagne, d'Algérie ; même sur les côtes de la Mer du Nord, l'industrie traditionnelle subsiste, important fer et charbon.

Enfin, au lieu d'employer les fours Thomas qui

nécessitent du minerai, comme on le faisait jusque là, on aura recours de plus en plus aux fours Siemens-Martin dont la matière première est la ferraille, les déchets et débris de fer.

Ainsi la production ne souffrira pas trop. Elle rattrapera rapidement son chiffre d'avant-guerre ; les territoires perdus produisaient 7 millions de tonnes de fonte et 6 millions de tonnes d'acier. En 1925, l'accroissement des entreprises a permis de combler ce déficit.

3. Une autre forme de la concentration est la centralisation syndicale. Elle existait depuis longtemps, mais avait été presque abandonnée après la guerre, tout au moins très négligée. La Fédération des Aciéries (die Rohstahlgemeinschaft) reparait le 1^{er} novembre 1924. En quelques mots, son but est de répartir et de limiter la production, en sanctionnant ses décisions par des amendes.

Pour faire comprendre ce que nous disons des participations syndicales par la suite, et pour compléter ce que nous avons déjà énoncé : à savoir que l'industrie a su augmenter beaucoup sa production, nous faisons suivre ces lignes d'un tableau qui indique la production des principales entreprises en 1913, en 1922, et le chiffre de participation qui leur a été fixé en 1924.

Konzern	Production		Participation
	1913	1922	1924
Stinnes.....	952.700	1.047.450	1.580.640(1)
Krupp.....	1.505.600	1.074.200	1.580.640
Phoenix.....	1.487.400	1.276.000	1.580.640
Thyssen.....	1.114.800	1.106.100	1.580.640
Haniel.....	855.300	825.800	911.832
Klockner.....	92.600	154.200	787.808
Rheinische.....	694.100	747.700	940.800
Mannesmann.....	235.600	242.300	337.980
Hoesch.....	603.600	631.400	911.892

Enfin il y a une concentration financière. Elle s'était déjà annoncée pendant l'inflation ; il y a eu de nombreuses combinaisons, telles que celle constituée par Hugo Stinnes entre sa firme Deutsch-Luxembourg et les entreprises de Gelsenkirchen et du Bochumer Verein. Je cite cet exemple parce qu'il a subsisté, mais il y en a beaucoup d'autres qui n'ont vécu que quelques mois.

Depuis 1925, la concentration financière a pris une autre figure. On a cherché à constituer un bloc métallurgique qui aurait compris toute l'industrie située dans la région westphalo-rhénane. Les difficultés rencontrées ont fait dévier le projet vers une solution d'abord moins complète, puisque certaines firmes restaient en dehors de la combinaison, puis d'une étendue plus grande, puisqu'elle ne s'est pas cantonnée dans l'ouest de l'Allemagne mais qu'elle a englobé le centre et même l'est.

1. Remarquer l'identité du chiffre de participation des quatre premiers firmes. On peut en tirer des conclusions.

C'est de ce dernier mouvement que nous nous occuperons surtout, puisque c'est le seul qui soit vraiment nouveau. Que représente-t-il au juste ? Que vaut-il ?

4. Parmi les entreprises de la Ruhr qui n'ont pas suivi le mouvement, il y a la firme Krupp (1), l'ancienne fabrique de canons, qui est devenue une fabrique de machines. Après un moment difficile au cours des années 1925 et 1926, sa situation s'est très améliorée, comme le montre le bilan de 1927 ; la marge des bénéfices s'élève à 13 millions pour un capital de 100 millions de marks. C'est une entreprise de famille qui a tenu à garder son indépendance. On peut dire la même chose de Kloeckner et de Hoesch. Par contre, les entreprises de Haute-Silésie sont toutes indirectement contrôlées par les Vereinigte Stahlwerke.

La Société Anonyme des Vereinigte Stahlwerke.

6. Les Journaux et les auteurs allemands imprégnés de grandiloquence, ont donné à la Société Anonyme des Acieries Réunies plusieurs dénominations qui sont synonymes mais qui ont parfois l'inconvénient de tromper sur la véritable nature de ce

1. Nous ne pouvons étudier cette firme ici, parce qu'elle est restée en dehors du mouvement de concentration. Nous tâcherons d'en dire quelques mots à la fin de cette étude.

groupement. On l'appelle tantôt le trust de l'acier (der Stahltrust), tantôt l'union de l'acier (der Stahlverein), tantôt le cartel de la Ruhr, tantôt le Trust de la Ruhr. La plupart de ces appellations sont inexactes : nous nous servirons simplement soit du vrai nom les Vereinigte Stahlwerke, soit d'un nom plus commode : le Stahlverein.

Constitution.

7. Cette Société fut fondée le 1^{er} avril 1926. En réalité, le contrat ne fut signé que le 5 mai, il comportait efficacité rétroactive au 1^{er} avril. Le siège social est à Dusseldorf.

Les négociations remontent au mois de décembre 1925. Elles aboutissent le 14 janvier 1926 à la fondation d'une Société d'études en vue de la formation d'une union des producteurs d'acier de l'ouest de l'Allemagne. La chose traîna encore quelques mois, temps nécessaire pour discuter du nombre des associés et de leurs apports, et pour obtenir du gouvernement une réduction de l'impôt de fusion, alors de 2 p. 100.

Aux Vereinigte Stahlwerke. A. G. fut attribuée l'initiative de la production et de la vente des entreprises fusionnées qui sont : Thyssen, Rheinelbe-Union, Phoenix et Rheinische Stahlwerke. Les statuts précisent leur objet :

« § 2. L'objet de l'entreprise est la préparation et la réalisation d'une Union projetée de mines, fonde-

ries, aciéries et laminoirs, comme des entreprises adjointes, ayant pour but une rationalisation économique d'une partie de l'industrie minière et métallurgique westphalo-rhénane. L'objet de l'entreprise s'étend à l'acquisition, à l'exploitation et à la construction d'usines de toute sorte, ainsi qu'à l'exploitation minière, à la production de fer et d'acier et à leur transformation, à la mise en valeur de tous les produits et en général à toute entreprise industrielle et à des affaires commerciales de toute sorte. »

Etendue.

8. Ainsi entrent dans le groupement les entreprises Thyssen, Rheinelbe Union, Rheinische Stahlwerke et Phoenix. Encore convient-il de préciser dans quelle mesure.

D'abord les Reinische Stahlwerke n'ont pas compris dans leurs apports leurs mines de charbon. Celles-ci produisent presque exclusivement pour les besoins de l'I. G. Farbenindustrie, le groupe de l'industrie chimique. Elles n'ont aucun intérêt à s'adjoindre aux entreprises métallurgiques ; leur importance correspond à une participation syndicale de 6 millions de tonnes.

La firme Thyssen, entreprise de famille, est entrée tout entière dans le groupe. Mais elle possédait dans d'autres sociétés des participations dont elle a fait deux parts : l'une, qu'elle comprenait dans ses apports, l'autre, qu'elle en excluait. Elle excluait sa

participation dans le Muelheimer Bergwerksverein, dans le Press und Walzwerk Reisholz, dans le Bremer Vulkan, dans la Flensburger Schiffbaugesellschaft. Elle apportait au contraire sa participation dans la société Bergbau und Hütten A. G., Friedrichshütte, dans celle de Geisweiler Eisenwerke A. G., qui est adjointe aux Siegelländer Werke, dans celle de Krefelder Stahlwerk. A. G. qui est adjointe aux Edelstahlwerke.

Le groupe Phœnix apporte avec lui la Société Van der Zypen. Il laisse à part une entreprise de lignite : Braunkohlenbergwerks Hürter Berg.

Ainsi se résume la composition des Vereinigte Stahlwerke à leur naissance.

9. L'extension du Stahlverein ne se fera pas attendre. Il s'étendra d'abord dans la Ruhr, puis indirectement, il s'assurera le contrôle des entreprises de Haute-Silésie, enfin du centre de l'Allemagne. Par contre-coup son influence gagnera la Pologne et l'Autriche.

D'accord avec Krupp, Klœckner et Hoesch, il met la main sur les mines de fer du Konzern Rombach Holstein A. G., Rendsburg, sur les Concordiahüttenwerke, à Bendorf, sur les anciennes Westfælische Stahlwerke à Bochum. Une partie de ces mines furent arrêtées, et le Stahlverein bénéficia de leur chiffre de participation dans le syndicat.

Il participe pour 21,371 % à l'A. G. für Kohleverwertung, et 51 % à la société minière Concordia

Bergbau A. G., Oberhausen. Pour procurer à meilleur compte le bois nécessaire aux mines, on a fondé la société Vereinigte Holzgesellschaft m. b. h.

Il acheta contre 20 millions d'actions ordinaires et 7 millions d'actions de jouissance (voir plus loin la répartition du capital) l'exploitation de Charlottenhütte A. G. in Niederschelden. Comme celle-ci était liée à la Birmarckhütte, à la Société Kattowitzer A. G. für Bergbau und Hüttenbetrieb, à celle d'Oberschlesische Eisenindustrie A. G., ce fut un premier pas vers la Haute-Silésie.

10. Dans cette province de l'est, la situation n'était pas très claire. Les entreprises ont été séparées en deux par la frontière. Les unes ont créé des filiales auxquelles elles se sont intéressées financièrement; les autres ont rompu tout lien et abandonné ce qu'elles avaient de l'autre côté de la frontière. La concurrence en Pologne des groupes allemand et franco-belge est même assez curieuse. Quoi qu'il en soit, la collaboration avec les entreprises restées en Pologne aurait été rendue impossible par le gouvernement polonais. Les entreprises se sont alors mutuellement appuyées pour former trois groupes sidérurgiques : Oberschlesische Eisenindustrie A. G., Oberschlesische Eisenbedarfs A. G. et Donnersmarckhütte. Les deux premières se sont fondues. Dans la première, la société Linke-Hofmann Lauchhammer A. G. a 70 % du capital. La deuxième appartient en partie à la Charlottenhütte, et possède 70 % du capi-

tal de Donnersmarck. Ces trois sociétés se groupent en juin 1926 en une Holding Co : le Syndicat des Fonderies de Haute-Silésie (Vereinigte Oberschlesische Hüttenwerke A. G.), au capital de 30 millions de marck. On attribue un quart à Oberbedarf, un quart à Donnersmarck, et la moitié à Linkehofmann qui a absorbé la troisième société. Y entrent en outre la Julienhütte, de Beuthen, la Herminenhütte, de Lobau, les Draht und Nægelwerke, de Gleiwitz.

Le groupement de Haute-Silésie est constitué, mais le Konzern Linke Hofmann-Lauchhammer, dont les éléments étaient répartis sur une vaste étendue, dans le centre et à l'est de l'Allemagne, se scinde à la fin de 1926 en deux parts. L'une avec Lauchhammer, se rattache aux entreprises métallurgiques les plus importantes du centre de l'Allemagne qui sont groupées dans la Société Mitteldeutsche Stahlgesellschaft. Linke-Hofmann garde aussi une participation de 50 % dans le groupement de Haute-Silésie.

11. Au centre de l'Allemagne, la Société anonyme des Mitteldeutsche Stahlwerke, siège social à Berlin, est fondée fin 1926. Les fondateurs sont Linke-Hofmann et les Vereinigte Stahlwerke. C'est bien le groupement de l'ouest qui continue son effort, qui organise les entreprises du centre, comme il a organisé celles de l'ouest, comme il surveille celles de l'est.

Donc trois groupements métallurgiques assurent la production allemande de fer et d'acier : les Ve-

reinigte Oberschlesische Hüttenwerke A. G., les Mitteldeutsche Stahlwerke A. G. et les Vereinigte Stahlwerke A. G. Mais c'est cette dernière société qui est de beaucoup la plus importante puisque c'est elle qui contrôle les autres.

12. A l'étranger, elle étend aussi son action. Par l'intermédiaire d'une Holding Co (Promontana), elle a obtenu la majorité dans la société autrichienne, anciennement rattachée à Fiat, puis à Stinnes, de l'Alpine Montangesellschaft. C'est une société qui fournit toute la production de fer de l'Autriche actuelle.

13. Par cette société et aussi par son groupement de Haute-Silésie, elle contrôle en Pologne la Bismarckhütte et la Kattowitzer Eisengesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb.

En Hollande, les relations sont surtout commerciales par l'intermédiaire d'Otto Wolff et de Phoenix.

Enfin elle possède des mines en Suède, en Espagne, au Brésil, en Norvège, notamment par le Bochumer Verein.

Organisation de la production.

14. Comme toute société commerciale, les Vereinigte Stahlwerke doivent produire et vendre. Comment produisent-ils ? Comment vendent-ils ? Quelques détails s'imposent.

La société possède surtout des mines de charbon, des aciéries et des fonderies, et des usines de transformation.

Les mines de charbon comprennent 151 puits, dont on extrait annuellement 25 millions de tonnes. On obtient en outre 9 millions de tonnes de coke et de sous-produits.

Les usines sidérurgiques groupent 64 hauts-fourneaux, avec une production annuelle de 9 millions 200.000 tonnes.

Les aciéries donnent 7.762.000 tonnes, il y a 32 fours Thomas et Bessemer et 116 fours Siemens-Martin.

On évalue à 7 millions de tonnes le poids des produits finis. 1244 kilomètres de voie ferrée desservent les mines et les usines.

Le chiffre d'affaires a été en 1927 de 1.250 millions. Au cours de l'année 1928, la production a plutôt fléchi.

Ces chiffres sont ceux qu'on donne pour l'ensemble des groupes qui dépendent directement des Vereinigte Stahlwerke. Il ne faut pas s'étonner s'ils ne correspondent pas exactement aux participations accordées par les syndicats à la société. Celle-ci dispose, par exemple, de la production d'autres mines de charbon que celles qu'elle gère directement ; ainsi la participation au syndicat du charbon s'élève pour la vente à 25,8 millions de tonnes, à 8,47 millions de tonnes de coke, à 1,2 million de briquettes, et en outre pour sa consommation propre à 10,3 millions de tonnes de charbon.

Le Stahlverein s'est libéré des fabriques de machines. Il a mis à l'écart et fondu ensemble les sociétés Maschinenfabrik, Thyssen et Cie, Deutsche Luxemburgische Friedrich-Wilhelmhütte, à Mülheim, et Deutsche Maschinen A. G. Duisburg, avec un capital de 25 millions auquel il reste intéressé pour 4,5 millions d'actions ordinaires et 13 millions d'actions de jouissance.

Pour prouver l'étendue de la production dont jouit le Stahlverein, nous reproduisons le tableau des participations qu'il a dans les divers syndicats.

1 ^{er} octobre 1928	Participation annuelle de tous les mem- bres (tonnes)	Participation annuelle des Vereinigten Stahlwerke	Pour- centa- ge des Ver.St.
			%
Syndicat du charbon west- phalo-rhénan	170.963.700	33.192.020	21,92
Syndicat de la fonte (sans la Sarre) :			
Participation de vente	1.932.803	742.963	38,44
Participation de consumma- tion	645.920	359.188	55,609
Syndicat des aciéries	17.310.403	6.690.818	38,652
Syndicat des produits A :			
a) Produits demi-ouvrés ..	905.505	426.294	47,078
b) Matériel de voie ferrée ..	2.282.641	1.082.322	47,415
c) Fonte de moulage	1.205.909	259.272	21,500
Syndicat des poutrelles ...	4.175.755	1.312.896	31,441
— de la tôle	1.134.829	442.074	38,955
— du fer-blanc	1.682.578	682.689	40,574
— des produits laminés ..	1.555.896	460.357	29,588
— des fils de fer	888.761	195.152	21,958
— des tubes	—	—	51,511

On conçoit la complexité que peut avoir l'organi-
sation d'une pareille production. Nous en donnons

les grandes lignes, sans prétendre par là démontrer quoi que ce soit, mais pour ne pas être trop incomplet.

a) *La production du charbon.*

L'administration centrale est à Essen, elle centralise les directives des quatre groupes de la Ruhr :

Le 1^{er} groupe à Dortmund, comprend les exploitations Stein-Hardenberg, Germania, Zodern, Erin, Harisa, Westhausen, Tremonia, Hansemann et Schleswig-Holstein.

Le 2^e groupe à Boschum comprend les exploitations Carolinenglück, Engelsbrug, Prinzregent, Friedlicher Nachbar et Bruchstrasse.

Le 3^e groupe à Gelsenkirchen, comprend les exploitations Holland, Pluto, Rhein-Elbe, Alma, Bonifazius, Zollverein, Nordstern et Graf Moltke.

Le 4^e groupe à Hamborn comprend les exploitations Friedrich Thyssen, Lohberg, Rhein I, Westend.

L'organisation de la production du charbon est ainsi divisée et centralisée. Mais elle ne reste pas indépendante, elle est au contraire intimement liée à l'organisation des usines sidérurgiques. Seulement celle-ci a été beaucoup plus longue à mettre sur pied et le plan en est moins net, à cause de la variété des produits et de l'enchevêtrement des exploitations. Voici pourtant ce qui a été fait :

b) *Production du fer.*

1° Les exploitations situées près du Rhin travaillent en principe pour l'exportation. Ce sont surtout les usines de Hamborn et de Ruhrort Meiderich ;

2° On a réuni l'ensemble des entreprises d'un même lieu. Par exemple ne forment plus qu'une seule entreprise : les hauts fourneaux et fonderies de Schalker Verein, de Friedrich Wilhelm-Hütte, de Hüttenbetrieb Meiderich, de Vulcan, de Concordia Hütte Bendorf ; ce sont toutes les entreprises situées à Duisburg. L'unité est aussi réalisée entre la Dortmunder Union et le Hörder Verein.

c) *Production des produits intermédiaires.*

On spécialise les groupements pour la fabrication des tubes, de la tôle, des produits en acier spécial. Ce dernier élément est affecté à la Société Edeltahlwerke unie aux anciennes organisations du Bochumer Verein ; cette société date seulement de 1927.

De nombreuses mines et des usines ont été arrêtées pour obtenir un meilleur rendement de l'ensemble des entreprises.

Mine :

1. *Exploitation* : Hasenwintiel, Hamburg, Franziska, Wiendalhsbank, Westend 1/2, Schleswig, Nordstern 3/4, Teutoburgia, Kaiser Friedrich, Glü-

ckauf, Tiefbau, Ronsberghof, Pluto Thies, Friedrich Thyssen 1/6.

2. *Cokeries* : Pluto Thies.

3. *Fabriques de briquettes* : Hamburg, Franziska, Wiendahlsbank, Bonifazius, Dannenbaum.

Usines :

1. *Hauts-fourneaux* : Bergeborbeck, Dortmundfeld, Aplerbeck, Hast bei Steele, Concordiahütte, Heimischhütte in Au, Marienhütte in Eisenfeld, Eisenerhütte in Eisern, Köln-Müsen. Hüsten.

2. *Aciéries Martin* : Duisburg (III), Rothe Erde, Dortmund, Aplerbeck, Röhrenwerke Düsseldorf, Thyssen in Mülheim, van der Zypen, Köln-Deutz, Menden und Schwerte, Hüsten.

3. *Laminoirs* : Duisburg (I, II, III), Rothe Erde, Dortmund, Aplerbeck, Dusseldorf, Röhrenweche in Eller, Flingen und Bemath, Schwecke, Soest und Lippstadt.

L'administration centrale se trouve à Dusseldorf, comme pour l'organisation commerciale à laquelle nous arrivons maintenant.

Organisation commerciale.

16. On y applique les mêmes principes de centralisation et de spécialisation.

Les organisations de vente sont groupées selon les produits, et selon qu'elles ont affaire au marché intérieur ou aux marchés étrangers. La besogne est

simplifiée du fait de l'existence des cartels. Elle a été adaptée à ce qui existait auparavant pour chacun des groupements isolés.

a) *Marché intérieur.*

Trois groupes sont constitués avec centralisation à Dusseldorf.

1° Le groupe de l'Allemagne de l'ouest et du nord-ouest est confié principalement à la Société Heinrich August Schulte, à Dortmund, qui augmente son capital de 12 millions et s'adjoint beaucoup de petites sociétés.

2° Le groupe de l'Allemagne du centre, du nord et de l'est est confié principalement à la Société Thyssen Eisen und Stahl à Berlin, dont dépendent aussi de nombreuses filiales ;

3° Le groupe de l'Allemagne du sud est confié à la Société Thyssen Rheinstahl à Francfort.

Enfin, pour l'achat de la ferraille dont elle a besoin, ferraille qui provient des déchets de laminoirs, de rails de chemin de fer, de fabriques de toute sorte, la société avait besoin d'un organisme centralisateur pour l'achat en gros. C'est la raison d'être de la Société Vereinigte Stahlwerke, Abteilung Schrottgemeinschaft.

b) *Exportation.*

Les marchés étrangers sont confiés à la Société à responsabilité limitée Stahlverein Export, Dussel-

dorff. C'est une organisation qui prend la place de celle d'Otto Wolff à Cologne : l'Eisen Ausfuhr Otto Wolff g. m. b. h. Otto Wolff se charge en outre lui-même de la vente du fer-blanc, de l'exclusivité des produits laminés pour la Russie, la Turquie et la Roumanie ainsi que des prestations pour les Réparations en France.

Au cours de l'exercice 1926-1927, le capital des sociétés chargées des opérations commerciales a été progressivement augmenté.

La situation financière.

17. Sur quelles bases financières repose cet édifice ?

1^o *Le capital.* — Il est représenté par les apports des quatre groupes qui ont constitué les Vereinigte Stahlwerke, apports évalués à 800 millions de marks. On leur a attribué les actions de la société dans la proportion suivante :

Thyssen.....	26	%
Rheinelbe Union.....	39,5	—
Phoenix.....	26	—
Rheinische Stahlwerke.....	8,5	—

En plus de 800 millions d'actions ordinaires, on a attribué 125 millions d'actions de jouissance. Les chiffres sont inscrits comme suit (millions de marks) :

	Capital propre	Capital dans les Ver. Stahl.			Actions de jouissance	
					A	B
Gelsenkirchen.....	138,1	120,8	ou	15,1 %	2.469	17.745
Deutsch-Luxem- burg.....	97,5	120,8		15,1 —	6.537	8.255
Bochumer Verein....	56	74,4		9,3 —	0.994	
<i>Groupe Rheinelbe....</i>	291,6	316		39,5 —	10	26
A. G. für Hüttenbe- trieb.....	4,4	23,747				
Aug. Thyssen Gew..		94,096			40	27
Gew. Friedrich Thys- sen.....		27,193				
Gew. Lehberg.....		16,686				
Gew. Rhein I.....		33,62				
Thyssen u. Co A. G..		12,660				
<i>Groupe Thyssen.....</i>		208,002	26	—	40	27
Phönix.....	300	189,2	23,65	—		12
Van der Zypen.....	22,2	18,8	2,35	—		3
<i>Groupe Phönix.....</i>	322	208	26	—		15
<i>Rheinstahl.....</i>	160,0	68	8,5	—		7
Total.....	773,8	800	100	%	50	75

Certaines données du capital de Thyssen manquent parce que c'est une entreprise de famille ;

2^o *La trésorerie.* — La trésorerie n'avait guère de réserves. On l'alimenta au moyen d'emprunts, émis en deux séries, l'une en Europe et l'autre en Amérique : la première de 126 millions de marks à 7 %, a été introduite à la bourse de Berlin par dix-huit banques, sous la direction de la Darmstaedter und National Bank. L'autre émise aux Etats-Unis, s'élève à 30 millions de dollars, avec intérêts à 6 1/2 %.

Mais ceci ne fut qu'un début. Le problème des

crédits se posa encore à la fin de l'été 1927. On émit de nouveaux emprunts en prétextant de la rigueur d'une nouvelle législation sur la durée du travail, en même temps qu'on se promettait d'activer la rationalisation des exploitations. En effet le programme des travaux n'avait pas été réalisé aussi vite ni aussi économiquement qu'on l'avait espéré. Il a fallu donner un nouveau coup de barre.

On s'est étonné de ces nouveaux emprunts. A sa fondation le Stahlverein possédait un quart de milliard comme fonds disponibles. La charge des emprunts émis par des groupes fondateurs s'élevait par contre à 420 millions et les immeubles étaient engagés pour 410 millions, ce qui fait qu'on ne pouvait guère donner d'autre sûreté. Jusqu'ici, parmi les emprunts étrangers, un seul avait été émis sans garantie (Viag) (1) et on devait supposer que les conseillers financiers du Stahlverein, en épuisant ainsi les sûretés, avaient pris soin de s'assurer des ressources pour les années suivantes. Néanmoins le conseil d'administration décidait le lancement d'un nouvel emprunt de 30 millions de dollars (124 millions de marks).

On a donné l'explication suivante de cette décision : le Stahlverein comptait avoir financé avec 25 millions, le programme de destruction, modification et améliorations, échelonné sur dix années. Ce programme comportait notamment une série de mesures destinées à compléter et moderniser les

1. Cette société appartient au Reich.

cokeries et assurer les communications, entre les exploitations associées, par des voies ferrées, des câbles et des conduites. Le rendement de la main-d'œuvre ayant subitement diminué, on a élaboré un nouveau plan qui prévoit une rationalisation beaucoup plus rapide. Il est difficile de savoir si cette raison est vraiment la seule et si la réalisation du premier programme n'aurait pas abouti à elle seule à cette mesure ; ce qui est certain, c'est que les moyens financiers envisagés comme nécessaires à la réalisation du nouveau programme sont très supérieurs à ceux du projet primitif. Pourtant le bilan de 1927 ne révèle qu'une distribution de dividende de 3 % pendant qu'on prend sur le bénéfice brut 26 millions de marks, pour alimenter la Trésorerie.

Comment se sortir d'affaire ? Une émission d'actions aurait échoué à la fois à cause de la situation du marché des capitaux et à cause de l'importance déjà très grande du capital. A l'intérieur, il y avait peu de chance pour un emprunt, toute tentative à l'étranger était vaine par suite du manque de sûreté. Ce fut donc une surprise pour le Stahlverein lui-même quand la firme américaine Dillon Read et C^o fit, de sa propre initiative, la proposition d'accorder un prêt sans garantie, sous la condition qu'il n'y aurait plus d'augmentation de capital et suppression des actions de jouissance. L'affaire fut conclue ; une centaine de millions de marks.

Il est certain que les impôts et les charges sociales ont beaucoup augmenté. Le rapport du deuxième

exercice de la société publie un tableau de cette augmentation, en la répartissant sur chaque tonne de charbon et d'acier produite :

	1913-1914 par tonne		1926-1927 par tonne	
	Charbon R. M.	acier brut R. M.	charbon R. M.	acier brut R. M.
Charges sociales....	0,48	1,41	1,30	2,92
Impôt	0,22	1,19	0,88	5,63
	<u>0,70</u>	<u>2,60</u>	<u>2,18</u>	<u>8,55</u>

Comme les salaires en Allemagne sont élevés, par rapport à la France, on comprend les difficultés éprouvées par les entreprises allemandes pour développer leurs exportations.

Cependant un très gros effort a été fourni pour augmenter la production ; citons les chiffres des deux premiers exercices :

	Fonte tonnes	Acier tonnes
1.4.1926 jusqu'au 30.6.1926	981.758	1.048.470
1.7 — — 30.9 — ..	<u>1.291.889</u>	<u>1.490.395</u>
1 ^{er} exercice 1926	2.273.647	2.538.865
1.10.1916 jusqu'au 31.12.1926	1.561.262	1.610.131
1. 1.1927 — 31. 3.1927	1.599.653	1.722.252
1. 4 — — 30. 6 —	1.626.336	1.723.507
1. 7 — — 30. 9 —	<u>1.663.398</u>	<u>1.781.754</u>
2 ^e exercice 1927	6.450.649	6.837.644

On a dépensé 100 millions en nouvelles constructions et amélioration de l'outillage. Le nombre d'ouvriers n'a pas augmenté en proportion de la production.

Nous indiquons maintenant les derniers bilans
des Vereinigte Staklwerke.

Bilan au 30 Septembre 1927

<i>Actif.</i>		<i>Passif.</i>	
Mines et usines	1.207.953.000	Capital nominal	800.000.000
Participations et valeurs mobilières	295.159.000	Réserve légale	80.000.000
Marchandises	203.624.000	Emprunts	523.580.000
Créances hypothécaires	485.000	Emprunts et hypothè- ques revalorisés	14.128.000
Créances	245.385.000	Obligations hypothécai- res	1.249.000
Avoir en banque	86.844.000	Caisse de secours	6.269.000
Chèques et effets à re- couvrir	8.146.000	Epargne des employés .	5.927.000
Emprunts à recouvrer	24.000.000	Obligations à long ter- me	165.382.000
Brevets	1.000	Dettes à court terme ..	143.075.000
		Compte débiteur en banque	35.326.000
		Avances des clients ...	3.039.000
		Salaires, charges socia- les à payer	23.794.000
		Dividendes et intérêts à verser	1.053.000
		Amortissement des ex- ploitations	111.597.000
		Réserves pour amélio- rations.....	105.619.000
		Bénéfice net	52.938.000
	<u>2.072.976.000</u>		<u>2.072.976.000</u>

Compte de Profits et Pertes du 30 septembre 1927

<i>Doit.</i>		<i>Avoir.</i>	
Intérêts d'emprunts ...	29.207.000	Report	2.402.000
Charges sociales	53.849.000	Bénéfice brut	280.398.000
Impôts	61.345.000		
Amortissements	85.461.000		
Bénéfices nets	52.938.000		
	<u>282.800.000</u>		<u>282.800.000</u>

Bilan du 30 septembre 1928

<i>Actif.</i>		<i>Passif.</i>	
Mines et usines	1.348.525.000	Capital nominal	800.000.000
Participation et valeurs mobilières	265.447.000	Réserve légale	80.000.000
Marchandises	173.535.000	Emprunts	513.906.000
Créances hypothécaires	875.000	Emprunts et hypothèques revalorisés	11.796.000
Créances	201.295.000	Obligations hypothécaires	468.000
Avoir en banque	8.315.000	Caisse de secours	6.364.000
Chèques et effets à recouvrer	1.340.000	Epargne d'employés ..	11.514.000
Emprunts à faire verser	14.000.000	Obligations à long terme	121.972.000
Brevets	1.000	Paiements sur marchandises et à court terme	136.190.000
		Compte débiteur en banque	17.288.000
		Avances des clients ...	12.727.000
		Salaires à payer	22.601.000
		Dividendes à verser ...	27.000
		Intérêts à verser	295.000
		Emprunts à rembourser	1.633.000
		Amortissements	198.417.000
		Réserves pour améliorations.....	99.671.000
		Bénéfice net	52.496.000
	<u>2.087.365.000</u>		<u>2.087.365.000</u>

Comptes de Profits et Pertes au 30 septembre 1928

<i>Doit.</i>		<i>Avoir.</i>	
Intérêts d'emprunts ...	34.589.000	Report	4.612.000
Charges sociales	56.994.000	Bénéfice brut	289.172.000
Impôts	63.885.000		
Amortissements	86.820.000		
Bénéfice net	52.496.000		
	<u>293.784.000</u>		<u>293.784.000</u>

De là comparaison de ces bilans, on déduit que les immobilisations ont augmenté d'un peu plus de cent millions, tandis que les disponibilités diminuaient beaucoup ; on peut noter par contre une diminution de la dette à long terme et de la dette à court terme.

18. Nous ne pouvons laisser penser que toute cette concentration financière, ces émissions d'actions et d'emprunts se sont effectuées sans l'intervention des grandes banques allemandes.

Le côté financier d'une affaire comme le Stahlverein est au moins aussi important que la partie purement industrielle. Celle-ci regarde en effet davantage la direction des sociétés subordonnées. Comme dans toute concentration de capitaux, les banques ont joué un rôle.

A cet égard, il est intéressant de remonter un peu dans le passé, pour voir quand et de quelle manière elles sont intervenues. Or il apparaît que certaines entreprises étaient depuis longtemps en relations étroites avec des établissements financiers. Ainsi, Gelsenkirchen a été pour partie la propriété de la Discontogesellschaft.

La Darmstädter Bank était fortement intéressée à Deutsch-Luxembourg. Thyssen ne s'était engagé envers aucune banque, mais il était en bons termes avec la Dresdner Bank. Avant la guerre, les banques de Berlin ne participaient guère à la grosse industrie de l'ouest. On s'adressait surtout à des banques

de province comme l'Essener Creditanstalt (Essen), le Barmer Bankverein (Düsseldorf), l'A. G. Schaffhausenscher Bankverein (Cologne), la Bergische Märkische Bank (Elberfeld), la Rheinische Westf. Discontogesellschaft (Aix-la-Chapelle).

A partir de 1914, les Banques de Berlin s'installent en Westphalie et en Rhénanie ; Deutsche Bank, Disconto-Gesellschaft, Dresdner Bank, Commerz und Privatbank, Danatbank. Seul, parmi les anciens établissements, le Barmer Bankverein subsiste.

Ce sont ces grandes banques qui sont représentées dans le Conseil de surveillance du Stahlverein ; leurs représentants ont pu faciliter l'achat de nouvelles sociétés et l'acquisition de majorités.

Voici les noms des banques qui travaillent avec les Vereinigte Stahlwerke.

EN ALLEMAGNE

Darmstädter und Nationalbank Berlin.

Disconto-Gesellschaft, Berlin.

Norddeutsche Bank in Hamburg.

A. Schaffhausenscher Bankverein A. C. Cologne.

Deutsche Bank, Berlin.

Commerz und Privat bank, Berlin und Hamburg.

Barmer Bankverein, Düsseldorf.

Bergische Vereinsbank, Munich.

S. Bleichröder, Berlin.

Delbrück, und Heydt et C^o, Cologne.

A. Lévy et C^o, Cologne.

T. H. Stein, Cologne.
Deichmann et C^o, Cologne.
Simon Heischland, Essen.
Sal. Oppenheim Sr et Cie, Cologne.
B. Simons et C^o, Düsseldorf.
M. M. Wesburg et C^o Hambourg.

A L'ÉTRANGER

Amsterdamsche Bank, Amsterdam.
De Twenschke Bank, Amsterdam.
Lippmann, Rosenthal et C^o, Amsterdam.
Internationale Bank, Amsterdam.
Deutsche Bankfiliale —
Prohl et Guthmann —
Schweizerische Kreditanstalt Zurich.
Niederösterreichische Escompteges. Wien.
National City Bank, New-York.
Dillon Read et C^o, New-York.
Stokolm Enskilda Bank, Stockholm.

19. A la tête du Stahlverein se trouvent des hommes dont la valeur n'est pas discutée. On trouve dans le Vorstand et dans le Conseil de surveillance le nom des principaux dirigeants des entreprises financières. C'est de leur volonté et de leur travail qu'a dépendu la réunion des principales aciéries de la Ruhr. Ce sont eux qui en ont eu l'idée et qui l'ont exécutée. Le président du Vors-

tand est Albert Vögler, l'ancien collaborateur de Hugo Stinnes, le représentant de l'Allemagne au comité des Experts ; à côté de lui, se placent les noms de Fritz Thyssen, Poensgen, Fahrenhorst, Flick, Emil Kidorf, Otto Wolff. Ce ne sont pas tous des techniciens de la métallurgie, mais, tous ont été les directeurs d'importantes affaires. Comment les remplacera-t-on ? Les vrais chefs sont rares.

20. Une autre question aussi difficile à résoudre que le problème de la direction est celui de l'unité : le Stahlverein forme-t-il un tout homogène, solide, cohérent ? En théorie, peut-être ; en pratique, non.

Au point de vue industriel, le fondement de la production du fer qui se trouvait dans l'extraction du charbon et du minerai de fer est bien ébranlé. La production ne suit plus une direction unique, mais plusieurs directions. Beaucoup d'usines restent isolées. Il n'y a pas de politique de production. Dans l'industrie de transformation, l'unité de vue est impossible. Du procédé Siemens Martin dérivent une série de fabrications spéciales qui ne permettait guère de collaboration avec d'autres catégories. Malgré leur entrée dans le groupe Phoenix, les établissements Vereinigte Stahlwerke van der Zypen und Wissener Eisenhütten A. G. in Köln-Mülheim resteront isolées. Matières premières, produits demi-finis et produits finis ne sont pas intimement reliés.

Même à l'intérieur d'une catégorie, il y a des divergences nécessaires. Pour les produits B. on n'a jamais abouti à une syndicalisation de la vente, mais seulement à une limitation de la production.

Il n'y a donc pas toujours grande entreprise, ni combinaison d'entreprises. Tout est fixé par des conditions d'ordre technique ou de marché économique, et les raisons qui veulent qu'on recherche la qualité de travail sont les mêmes qui empêchent les combinaisons d'aboutir.

On a tenté une expérience. Il faut du temps pour la mettre au point.

21. Le problème du Stahlverein est infiniment complexe. En lui-même, le Stahlverein est le résultat de 50 années d'efforts, les événements ont brusqué les choses, mais il eût été impossible de le constituer sans cette longue préparation. Sa constitution a été facilitée du fait que géographiquement la production du fer et de l'acier s'est trouvée pour la plus grande partie réunie dans le bassin de la Ruhr. Tout est sur place : charbon, fer, usine de transformation.

Le Stahlverein est une puissance financière, économique et politique, on pourrait même ajouter sociale. Sous ce rapport il est comparable au trust de l'acier des Etats-Unis, tous deux sont des groupements de force.

	V. S. Steel Corporation		Vereinigte Stahlwerke
Production d'acier.....	17.000.000 tonnes		9.000.000 tonnes
— de fer brut..	13.000.000	—	7.700.000 —
— de charbon..	27.000.000	—	30.000.000 —
Nombre d'ouvriers.....	246.750		176.000
Nombre de maisons ou- vrières	28.451		52.000
Hauts fourneaux	123		64
Locomotives.....	1.483		411
Wagons	62.144		10.000

A l'intérieur du Stahlverein, on travaille sans doute à améliorer le rendement des entreprises. On a décidé de supprimer les transports inutiles, de réduire les frais de ceux qui étaient indispensables : transport par eau, par voie ferrée. Pour cela, on applique les principes connus de l'intégration rationnelle.

Cette économie réalisée, on a cherché à spécialiser les usines et à les grouper par genre de fabrication. On a commencé à renouveler leur matériel et à les organiser comme l'étaient déjà les usines de Thyssen, de beaucoup les mieux installées.

Mais des résultats, y en a-t-il ?

Pour la production, oui. Du 1^{er} avril 1926 au 30 septembre la production de charbon a augmenté de 11 %, celle de fer de 45 %, celle de l'acier de 57 %. Il y a une augmentation de la production du fer de 500.000 tonnes par mois dans l'exercice octobre 1926-septembre 1927, contre 375.000 tonnes auparavant. Pour l'acier 550.000 au lieu de 424.000.

Quant aux prix de vente, aucune baisse ; mais bien

plutôt une tendance vers la hausse. Le prix de l'acier a augmenté. Les pertes que faisait l'industrie et qu'elle ne fait plus, sont comblées par le consommateur, grâce aux ententes généralisées. Il y a eu une augmentation du prix du charbon qui se repercutait à raison de 3 mk. 40 par tonne d'acier. Comme on ne peut faire supporter cette augmentation qu'au marché intérieur, on l'a élevée à 5 mk. Mais c'est peut-être toucher à d'autres conventions dont nous n'avons pas encore parlé.

Pour les salaires, une légère augmentation du taux, et une augmentation du chiffre dû à une faible augmentation du nombre des ouvriers, et au paiement d'heures supplémentaires. Il ne semble pas qu'on ait adopté une ligne de conduite bien définie à cet égard.

A cause de sa large participation de charbon, le Stahlverein est bien placé pour profiter du développement qu'on va donner aux fabriques de gaz de la Ruhr, par l'intermédiaire de la Société anonyme A. G. für Kohleverwertung. Il est bien placé aussi pour l'extension donnée aux usines d'électricité. Enfin il est bien placé pour profiter des nouveaux produits qu'on tire de la liquéfaction du charbon, huiles et pétroles, par la Société für Kohleveredelung und Veflüssigung. C'est pour lui un trait commun à l'I. G. Farbenindustrie.

Le Stahlverein est une force, c'est indiscutable. Le danger c'est qu'à une force, on ne peut opposer qu'une autre force : l'Etat ou les Syndicats ouvriers.

Un auteur allemand dit que l'effort grâce auquel a abouti le Stahlverein se résume d'un mot : Organisation. C'est possible, mais cela ne l'empêche pas de poser un nombre infini de problèmes.

Pourquoi cette concentration ? Les métallurgistes répondent : « Nécessité financière ; il fallait sacrifier pour survivre, pour donner confiance ; pour prendre les mesures qui s'imposaient, il fallait l'unité de direction ; on ne se rend plus compte, maintenant que c'est passé, du désordre économique qui existait à la fin de l'inflation.

Cette forme d'assainissement n'est pas autre chose que l'application de la loi du plus fort. Chaque fois qu'il y a eu lutte entre deux forces économiques différentes, le plus puissant a imposé à l'autre la fusion. Quand il y avait égalité : on a conclu un contrat de communauté d'intérêts. L'absorption a été parfois indépendante de toute lutte ; elle avait simplement pour but d'obtenir au syndicat de l'acier ou du charbon une participation plus importante.

Le groupement actuel est-il viable ? Nul ne le sait. Mais il est sain. D'énormes progrès techniques ont été réalisés. On a dédommagé en espèces ou en actions les actionnaires des entreprises achetées. Une grande affaire comme les Vereinigte Stahlwerke échappe à toute influence financière personnelle. Grâce à cette concentration, le syndicat est efficace, on applique ses décisions, les prix sont maintenus.

Nous avons déjà reconnu les avantages de la fusion. Nous avons pu réduire les frais généraux et augmen-

ter les salaires ; en particulier, nous avons beaucoup réduit les frais d'administration. La production a été concentrée dans quatre usines au lieu de quatorze. L'administration technique est décentralisée tandis qu'on centralise l'administration commerciale. Nous nous efforçons d'assurer à chaque organisation son indépendance et sa responsabilité. Les améliorations ont coûté jusqu'à présent 275 millions, dont 150 au cours de l'exercice 1927-1928. Un gros effort a été fourni pour l'amélioration des cokeries.

Mais les prix ne sont pas assez élastiques ; nous n'avons pas pu faire les bénéfices qu'aurait dû nous apporter l'année 1927. Nous n'avons pas pu améliorer les usines assez vite faute d'argent. Il faut investir un capital considérable ; et si nous l'empruntons, nous ne pourrions pas en payer les intérêts. Nous avons essayé de constituer une masse capable de lutter contre la masse américaine. C'est pour cela que nous avons voulu être, au point de départ, libres de toute dette. Nous avons laissé aux anciennes sociétés leurs raisons sociales et leurs dettes et nous avons pris les exploitations, en payant les stocks en espèces. Nos seules dettes sont les obligations que nous avons nous-mêmes émises. Il faut encore attendre un certain temps avant de pouvoir juger notre œuvre. »

CHAPITRE III

L'INDUSTRIE CHIMIQUE

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

1. En Allemagne comme ailleurs, l'industrie chimique n'est pas arrivée au terme de son évolution, mais c'est peut-être le pays où elle a été développée avec le plus de soin, le plus de méthode, le plus de conviction. Bien menée, elle n'a jamais donné de gros déboires, mais au contraire elle a rapporté de gros bénéfices ; aussi est-elle un des objets préférés de l'orgueil national depuis que l'armée et la marine n'existent plus. Elle a mieux supporté les conséquences de la guerre que la sidérurgie, parce qu'elle ne s'était guère étendue hors d'Allemagne ; elle n'avait établi à l'étranger que des comptoirs de vente qu'elle s'efforce de remettre sur pied depuis quelques années.

2. La matière première principale est le charbon ; la fabrication des colorants demande aussi beaucoup d'eau ; enfin un laboratoire de recherches et d'études n'est productif que s'il est très important. Ces trois raisons ont assuré une concentration rapide de l'in-

dustrie, le long de cours d'eau navigables, en des points comme Ludwigshafen, Mayence, Cologne, Krefeld, Elberfeld, Dortmund, Halle, Merseburg, Bitterlein, Berlin.

3. D'autres caractères ont ainsi favorisé les grandes entreprises : Toute découverte de nouveaux procédés de fabrication, d'un rendement industriel intéressant, donne lieu à des modifications, parfois à des transformations complètes de l'usine. En dehors de la question des fonds disponibles, ces modifications ne sont intéressantes que pour les débouchés importants, mais elles sont en même temps nécessaires pour ne pas rester en retard sur les concurrents.

La production est variée, très variée, tout au moins en Europe, car les Etats-Unis ont réduit le nombre des produits chimiques et des colorants. La législation industrielle britannique compte environ 5.000 produits chimiques. On compte en Allemagne environ 8.000 colorants. Une seule usine ne peut naturellement pas fournir tous les produits. Mais une même entreprise a intérêt, tout en spécialisant ses usines, à pouvoir fournir toute la gamme des couleurs, toute la variété d'engrais, de produits photographiques, d'acides, pour que sa clientèle lui reste fidèle. Ceci a une grosse importance pour l'exportation dans des pays éloignés comme ceux de l'Extrême-Orient.

Varier à l'extrême limite de ses moyens, c'est

facile pour un laboratoire, mais pour une usine qui fabrique des tonnes et des tonnes de produits, ce n'est pas toujours possible. Il a donc fallu simplifier dans une certaine mesure. L'usine chimique ne livre plus les produits complètement finis, prêts pour la consommation ; elle livre la plupart du temps des préparations qui contiennent tous les éléments chimiques voulus et auxquelles il n'y a plus qu'à faire subir une opération mécanique pour obtenir ce produit immédiatement utilisable.

Ainsi on pourra satisfaire toutes les demandes : celle de l'agriculture qui veut des engrais pour la terre, des moyens destructifs contre les insectes, des désinfectants, des produits corrosifs pour les mauvaises herbes ; celles des mines qui veulent des explosifs pour creuser des galeries, des acides pour préparer les minéraux ; celles des tissages qui veulent des colorants et des couleurs que demandent aussi les industries du bois, de la construction, des chantiers navals. La laque et les autres produits qui conservent les surfaces contre l'oxydation sont utiles presque pour tout : le cuir, les meubles, l'automobile. On demande aussi des réfrigérants, des desséchants, des isolants, des films, des produits de toilette, des produits pharmaceutiques, des produits photographiques.

Produire et vendre ! Toujours les deux problèmes de l'industrie ; des deux lequel est le plus important ? lequel est le plus difficile ? La partie commerciale de l'industrie chimique a été peut-être pénible

et compliquée dans les débuts. Elle est maintenant plus simple : les besoins ne sont pas couverts par la production et ils augmentent toujours ; le principe des ententes entre concurrents a été admis sur le marché national et sur le marché international. L'industrie allemande ne peut se plaindre que d'une chose : c'est de n'avoir plus la suprématie qu'elle avait avant la guerre. Mais combien de temps se garde une suprématie ?

Avant la guerre, la chimie allemande était la première dans beaucoup de domaines : notamment les colorants, l'aniline. Les Etats-Unis l'ont maintenant dépassée en augmentant leur production de 158 millions de dollars en 1914, à 630 millions en 1923. Mais l'Allemagne est toujours à la première place pour l'exportation. Il suffit de regarder le tableau de cette page pour s'en rendre compte :

1925

Pays exportateurs (en millions de dollars)		Pays importateurs (en millions de dollars)	
Allemagne.....	187	Allemagne.....	45
Grande-Bretagne...	112	Etats-Unis.....	140
Etats-Unis	110	Grande-Bretagne...	59
France.....	83	France.....	46
Pays-Bas.....	18	Chine.....	36
Suisse	14	Pays-Bas	21
Tchéco-Slovaquie..	12	Japon.....	20
Japon	7	Argentine.....	23
Autriche	3	Inde Anglaise.....	25
		Canada	24

*Proportion dans laquelle l'Allemagne
exporte ses produits :*

Colorants	40 %
Produits chimiques	25 %
Azote synthétique	15 %
Prod. pharmaceutiques	10 %
Parfums.	5 %
Explosifs	4 %

Si l'on comparait les exportations de l'Allemagne et de la France, on verrait qu'elles sont très différentes, mais nous devons nous en tenir à des vues générales. Entre pays industriels, il se pratique un échange de produits, la simple exportation se dirige surtout vers l'Asie aux pays très peuplés.

En résumé, voici quelles sont pour l'industrie chimique allemande, les conséquences de la guerre :

1° Le monopole allemand des colorants n'existe plus;

2° Pour les produits chimiques, beaucoup de pays se suffisent à eux-mêmes : l'Angleterre, la France, les Etats-Unis, la Suisse, la Hollande, le Canada.

3° Tous les pays commencent à faire de l'industrie chimique.

Le premier axiome se précise comme il suit. En 1913, l'Allemagne fournissait 74 % des colorants d'aniline. Après la guerre, les pays alliés en ont fabriqué, quoique à des prix supérieurs aux prix allemands. En Angleterre, par exemple, les firmes se sont groupées dans la British Dyestuff corporation,

au capital de 10 millions de livres sterling. Elle occupe 80.000 ouvriers et 300 chimistes, et le résultat c'est que l'importation a été réduite de 18.000 tonnes à 3.300. Mais les résultats financiers n'ont pas été bons.

En France, il n'y a presque plus d'importation, grâce aux firmes Kuhlmann et Saint-Gobain.

En Italie, l'importation se réduit à 20 % de la consommation.

La Suisse exporte au lieu d'importer.

Les Etats-Unis sont devenus des concurrents sérieux. Ils ont dépensé rien que pour les recherches 12 millions de dollars en 1924. Leurs principales sociétés sont « Dupont de Nemours, Trust de l'Ally Chemical Corporation ». Leur méthode, comme nous en avons déjà dit un mot, consiste à ne fabriquer qu'un petit nombre de couleurs. Leur protection douanière est très efficace.

Où va l'exportation allemande ? Il ne reste plus en Europe que la Tchécoslovaquie, la Russie et un peu l'Italie, peut-être aussi les pays scandinaves. Ailleurs, il y a encore la Chine, le Japon et l'Inde.

5. Réduite de ce point de vue, l'industrie chimique a gagné dans ses autres parties. On ne compte pas les progrès relatifs aux engrais chimiques, à l'électrochimie, à la soie artificielle et aux combustibles tirés du charbon. Peu à peu par toutes ses inventions, surtout par les sources d'énergie qu'elle

peut procurer aux autres industries, l'industrie chimique allemande les pénètre de son influence et regagne rapidement le terrain qu'elle a pu perdre à la suite de la guerre.

C'est imprégnés de ces quelques idées, que nous pouvons commencer l'étude du principal groupement chimique ; il est si important que tout ce que nous avons dit peut s'appliquer à lui et bien d'autres choses encore. Mais ne tardons plus, ouvrons le livre de la Société allemande des matières colorantes.

L'I. G. FARBENINDUSTRIE

6. Cette société dont le nom est exactement : Interessengemeinschaft Farbenindustrie Aktiengesellschaft, ou un abrégé I. G. Farbenindustrie A. G. et qu'on appelle encore Farben trust ou Farbenkonzern, fit son apparition à la fin de l'année 1925.

En réalité, elle n'était que la transformation d'une société ancienne, et connue dans le monde entier : la Badische Anilin und Sodafabrik Aktiengesellschaft de Ludwigshafen.

a) Constitution.

Le premier texte qui nous en fait part est l'ordre du jour de l'Assemblée extraordinaire de cette société, du 25 novembre 1925. Il disait que l'assemblée était appelée à voter :

1° La fusion avec les sociétés :

Farbenfabriken vorm Fried. Bayer et Co Leverkusen.
Farbwerke vorm. Meister Lucius et Bruning,
Höchst.

Aktiengesellschaft für Anilin fabrikation, Berlin.

Chemische Fabrik Griesheim Elektron, Frankfurt
a. M.

Chemische Fabriken vorm Weiler-ter-Meer, Ue-
dingen a. R.

2^o Une augmentation de capital : l'émission de
465.000.000 marks d'actions ordinaires, 3.200.000
marks d'actions privilégiées.

3^o La nomination d'administrateurs.

4^o La modification suivante aux statuts :

a) La société prend le nom d'I. G. Farbenin-
dustrie A. G.

b) Le siège social est transféré de Ludwigshafen à
Francfort.

c) Le tantième des administrateurs est élevé de
4 à 5 %.

Le contrat avec les autres sociétés fut signé le
2 décembre 1925. Il ajoutait à cet ordre du jour
quel était l'objet de la nouvelle société qui résultait
de ces fusions. Elle devait, en somme, continuer
leur œuvre : produire et vendre des couleurs, des
articles pharmaceutiques et photographiques, des
produits chimiques, de l'azote ; elle pouvait en outre
établir des succursales dans le pays et à l'étranger,
prendre des intérêts dans d'autres sociétés ou
entreprises.

Le patrimoine de chacune des cinq sociétés désignées, passait directement, sans liquidation, à la Badische Anilin, pour la valeur suivante :

Farbenfabriken Friedrich Bayer et Cie.....	194.800.000
Farbwerke vom. Meister Lucius et Brüning.....	194.800.000
A. G. für Anilinfabrikation.....	63.760.000
Chemische Fabrik Griesheim Elektron.....	45.720.000
Chemische Fabriken vorm. Weilerter Meer.....	13.280.000

Cette transmission du patrimoine assure au bénéficiaire la propriété des brevets et marques de fabriques, les propriétés mobilières et immobilières situées à l'étranger, et le droit d'exploiter la firme. En même temps, ce contrat lui assure la propriété des bénéfices après le 14 janvier 1925.

La Badische Anilin transporte son siège social à Francfort et élève son capital à 646 millions. Les firmes fusionnées fonctionnent comme succursales.

b) Etendue.

On complète le groupement un peu plus tard en lui adjoignant les Farbwerke Mülheim vorm. A. Leonhardt et C^o A. G. à Mulheim-sur-Mein, le 5 juin 1926 et le 1^{er} septembre Koeln Rothweil entre aussi dans la combinaison. Il s'ensuivra une modification du capital que nous examinerons tout à l'heure.

Leopold Cassella et Kalle Cie ne sont pas compris dans la fusion, mais l'I. G. possède les 5/6 de leur capital.

Ainsi, pour les colorants la concentration est complète. Elle l'est presque pour l'azote synthétique et les engrais azotés. Toute la production de pétrole synthétique est centralisée à Leuna.

L'industrie de la soie artificielle est rattachée à l'I. G. par la voie d'accords. Des communautés d'intérêt assurent la liaison avec les explosifs. Toute l'électrochimie et l'électrométallurgie des métaux légers est concentrée par Wacker et Griesheim. On aboutit à une entreprise unique, qui a presque un monopole, qui est relativement homogène et dont l'influence rayonne dans toutes les directions.

7. Comme pour l'industrie sidérurgique, ce résultat n'a pu être obtenu sans une longue préparation. Peut-être personne n'avait-il songé, il y a vingt ans, à unifier toute l'industrie chimique, mais on y est arrivé peu à peu, en prenant l'habitude de contracter des ententes et en complétant les fabrications l'une par l'autre.

En 1904, une première entente avait été conclue entre la Badische Anilin. les Farbenfabriken Friedrich Bayer et Cie. et l'A.G. für Anilin Fabrikation, (A. G. F. A.) ; le contrat liait les parties pour une durée de cinquante années et les obligeait à partager les frais et les bénéfices. Ces trois entreprises se joignent, pendant la guerre, à d'autres ; les trois-quarts de la nouvelle communauté leur était attribuée. C'est cette collaboration abandonnée après la guerre qui a été reprise sous une autre forme.

8. De l'I.G. Farbenindustrie dépendent un certain nombre d'entreprises. Nous ne pouvons faire de chacune une description détaillée ; ce n'est pas l'objet de cette étude. Nous en indiquerons simplement les diverses catégories. En effet, le Konzern comprend non seulement des usines chimiques, mais encore des usines électrochimiques et électrométallurgiques, des mines de charbon, de pétrole et de lignite, des filatures et diverses autres sortes de sociétés.

Il y a d'abord un certain nombre d'entreprises chimiques spécialisées dans la fabrication de l'azote, des colorants, des produits pharmaceutiques, de la nitro-cellulose, du celluloïd, des sulfates, des explosifs, de la laque, des acides. Leur nombre est de vingt six.

Viennent ensuite les entreprises électrochimiques et électro métallurgiques au nombre de onze.

Puis celles de charbon, liquide et huiles minérales : dix-huit, dont de très importants.

Celle de soie artificielle : quatre.

Et certaine quantité d'autres.

Complétant ces affaires qui dépendent de l'I.G. Farbenindustrie parce que celle-ci possède chez elle des participations, les contrats de communauté d'intérêts sont aussi très nombreux : avec la Dynamit Aktiengesellschaft vorm. Alfred Nobel et C^o Hamburg, avec la Rheinische Westfälische Sprengstoff Aktiengesellschaft, Köln, avec A. Riebecksche Montanwerke Aktiengesellschaft Halle et Deutsch Cellu-

loïd Fabrik, Eilenberg, Enfin d'autres contrats de moindre importance avec Siegener Dynamit Fabrik A. G., etc.

c) La production.

8. La production s'est naturellement organisée d'après les produits fabriqués, et d'après la situation des mines. D'une façon générale, le rendement des entreprises était bon, et les usines qu'on dut fermer pour inaptitude furent bien peu nombreuses. Les renseignements que nous donnons maintenant sont très incomplets ; mais la faute en est à l'administration de l'I. G. Farbenindustrie qui ne laisse rien publier, qui entoure tout ce qu'elle fait d'un mystère profond et qui se croit perdue si l'on connaît le moindre de ses projets.

Nous savons, pourtant qu'une administration centrale existe à Francfort et que la production est divisée entre cinq directions techniques.

1° La direction du Haut-Rhin qui comprend entre autres la Badische Anilin und Ludwigshafen.

2° La direction du Bas-Rhin qui comprend l'affaire de « Farbenfabrikation vorm Friedrich Bayer et C° Leverkusen.

3° Celle du Rhin-Moyen, avec « Farbwerke vorm Meister Lucius Brüning » à Höchst.

4° La direction du Centre de l'Allemagne, divisée en deux groupes, l'un à Wolfen, Bitterfeld, l'autre à Francfort.

5° L'administration des mines, mines de lignite et mines de charbon.

Cette production, en plus des articles dont nous avons déjà parlé s'étend depuis peu de temps dans trois domaines nouveaux : celui de la soie artificielle, celui des engrais azotés, et celui des carburants synthétiques.

a) Pour la fabrication de la soie artificielle, on a créé la Société à responsabilité limitée « Acetat », d'accord avec la Konzern « Glanzstoff Bemberg » spécialiste de cette fabrication ; cette société installe une nouvelle usine aux environs de Cologne.

La Société Köln Rottweil apporte à l'I. G. le brevet relatif à la fabrication de la fibre courte (vistra) qui paraît susceptible d'un large développement, elle fabrique en outre la gélatine nécessaire pour la fabrication des fibres. En retour l'I. G. fournit à cette société la matière première pour la fabrication de la soie artificielle.

b) Pour les engrais dérivés de l'azote synthétique, l'I. G. refuse tout accord avec les nitrates du Chili et s'entend avec les firmes américaines. La production a atteint, en 1925, 450.000 tonnes.

c) Pour les carburants synthétiques, un effort porte sur la distillation de la houille à basse température, sur l'hydrogénation du charbon à haute température par le procédé Bergius et sur le gazéification du charbon. Sa principale application est l'alcool méthylique. Une société assure le contrôle

de l'exploitation des procédés Bergius, l'Erdöl und Kohleverwertung A. G.

Afin de s'assurer des matières premières, l'I. G. Farbenindustrie s'est aussi intéressée à des entreprises d'un autre genre ; surtout à des entreprises métallurgiques ou minières comme les Rheinische Stahlwerke et les Riebeck Montanwerke ceci à cause de leur production de charbon avec Duisburger Kupperhütte pour les mines de cuivre ; avec Alexander Wacker pour l'électrochimie.

Nous voyons que toutes ces ramifications donnent au groupement un caractère complet. Son organisation commerciale décèle les mêmes traits, elle est préparée pour vendre les produits de l'I. G. dans le monde entier.

d) La vente.

9. Chaque entreprise avait ses comptoirs ; il a fallu les réunir. On les a ensuite répartis en cinq communautés de vente elles-mêmes subdivisées en sections. Ces communautés, dont chacune a sa spécialité, centralisent les commandes, qu'elles viennent d'Allemagne ou de l'étranger. Les sections sont affectées à un secteur mondial ; leur mission est de se mettre en rapport avec les succursales de leur rayon d'action.

a) Il y a une première communauté qui s'occupe des colorants et des produits auxiliaires de teinturerie, elle se subdivise aux quatre sections : Ludwig-

shafen (Balkans et Extrême-Orient) Francfort (Europe Occidentale, Amérique du Sud et Australie) Höchst (Scandinavie, Europe Orientale, Amérique du Nord) Leverkusen (Allemagne et Hollande).

b) La deuxième communauté groupe les produits azotés. Elle comprend une section de vente à Berlin pour l'azote destinée à des emplois industriels. La vente des engrais azotés est réservée au syndicat de l'azote, dont l'I. G. est le principal membre.

Cette partie de l'organisation commerciale est la plus importante à cause de son rendement, l'azote fixé est en effet à l'heure actuelle le produit chimique le plus important dans le monde. Depuis les découvertes de l'azote obtenu au four électrique, du procédé Franck et Caro, du procédé Haber qui aboutit à l'ammoniaque synthétique, et de la transposition de ce procédé dans le domaine industriel par le Professeur Bosch, il y a eu d'énormes progrès. Développée pendant la guerre, la production de l'ammoniaque synthétique reçut une nouvelle impulsion en 1919; construction d'une usine à Leuna près de Merseburg; obtention d'un crédit du Reich de 592 millions et adaptation de l'ammoniaque, jadis employé pour les explosifs, à la fabrication des engrais.

L'I. G. Farbenindustrie s'est lancée dans cette fabrication. Elle a poussé ses recherches jusqu'à trouver un engrais complet, contenant à la fois azote, phosphore et potasse. C'est celui qu'elle appelle le Nitrophoska. Inquiet de cette fabrication, le syndicat de la potasse a cherché à conclure un accord

avec l'I. G., puis, après avoir échoué, il s'est décidé à concurrencer le groupe chimique : Klöckner et Wintershall ont monté une usine d'ammoniaque synthétique et produisent aussi l'engrais complet.

Malgré tout, la vente des engrais azotés est la branche qui rapporte le plus à l'I. G. Farbenindustrie. Elle représente 80 % du chiffre d'affaires.

c) La troisième communauté s'attribue tous les produits inorganiques et organiques intermédiaires. Elle comprend un office central à Francfort et cinq succursales (Berlin, Höchst, Leverkusen, Uedingen et Ludwigshafen).

A part se distingue la section de Francfort, créée en 1926 pour les laques, les solvants et les émoullients.

d) A la quatrième communauté sont réservés les produits pharmaceutiques, vétérinaires et ingrédients pour la protection des plantes. Les produits pharmaceutiques sont répartis en deux sections : Höchst (Europe Orientale et Balkans) Leverkusen (Europe Occidentale et Asie). Il en est de même des produits pour la protection des plantes ; deux sections dont l'une à Höchst (Europe orientale, Asie) et l'autre à Leverkusen (Europe occidentale).

e) La cinquième communauté est chargée de la vente des produits photographiques, de la soie artificielle et de la parfumerie. Il n'y a pas de subdivision ; le seul siège est à Berlin (I. G. Agfa).

Nous voyons que la concentration exige, malgré tout, une décentralisation et de la production et de la vente. La mise au point est longue, difficile, mi-

nutieuse. Il ne suffit plus d'additionner des chiffres. Il faut payer les frais d'exploitation, il faut rénumérer les capitaux engagés, qui, nous allons le voir sont très importants.

e) Situation financière.

10. Le capital qu'on connaît actuellement n'a pas été immédiatement constitué. Il a d'abord compris seulement les apports faits à la Badische Anilin par les sociétés absorbées. Et cela donnait le résultat suivant :

	Actions ordinaires	Actions privilégiées	Actions des réserves
Badische Anilin.....	176 millions	1,2	57.467
Fabriken Meister Lucius et Brüning	176 —	1,2	17.720
Farbenfab. Friedriche Bayer et Cie.....	176 —	1,2	18.068
Aktienges für Anilin fabri- kation.....	57,6	0,4	51,8
Chemische Fabrick Gries- heim Elecktron.....	44	0,32	41.400
Chemische Fabriken Wei- ler Termeer.....	12	0.050	11.200
Total : 750.663.000 marks.			

En novembre 1926, on élève le montant des actions ordinaires à 900 millions, celui des actions privilégiées B 3 ½ %, à vote plural, à 40 millions, celui des actions privilégiées à 6 1/2 % à vote simple, à 160 millions. En tout le capital s'élève à 1.100.000 marks. Il se décompose en :

900.000.000 marks en actions ordinaires dont	100.000 à	100 mks
—	1.400.000 à	200 —
—	670.000 à	1.000 —
160.000.000 marks en actions de préférence A		
libérées de 25 0/0.....	1.600.000 à	100 —
40.000.000 marks en actions de préférence B.	40.000 à	1.000 —

L'I. G. Farbenindustrie garde 100 millions en réserve (Vorrats Aktien). Nous n'entrerons pas dans le détail des conditions dans lesquelles les actionnaires des diverses sociétés ont pu obtenir des actions de l'I. G. en contre prestation de leurs apports.

Passons tout de suite aux emprunts. L'I. G. a émis pour 280 millions d'obligation à 6 %. Le caractère spécial de ces obligations est d'être lié en partie au sort des actions. D'abord si le dividende est supérieur à 12 %, les obligations ont un intérêt majoré de $\frac{1}{2}$ %, par augmentation de 1 % au dividende. Ensuite, l'échange peut avoir lieu entre une obligation et une action au taux actuellement de 200 % et ultérieurement aux taux suivants :

en 1929.....	195 0/0
1930.....	190
1931.....	184
1932.....	178
1933.....	171
1934.....	164
1935.....	156
1936.....	145
1937.....	139
1938.....	130
1939.....	120
1940.....	110
1941.....	100

Les résultats financiers des années 1920 et 1927 résultent des bilans. Le dividende de 1927 a été de 12 %. Mais l'action vaut en Bourse 300 %. Les grands actionnaires sont les banques dont les « D. Banken ».

En 1926, le bénéfice brut passe de 165 millions à 186 et il s'y ajoute un report de 1.305.000. On enregistre ainsi une augmentation de 10 % par rapport à 1925. Malgré l'œuvre d'extension entreprise au cours de l'année, les frais généraux ont diminué et passent de 45 millions à 42. Ces résultats ont permis d'effectuer des amortissements de presque 20 millions. De 56 millions, ils sont passés à 75. Le bénéfice net lui aussi, est en augmentation : en y comprenant les reports il s'élève à 70 millions contre 68. Ces 70 millions sont destinés en grande partie à la répartition des dividendes.

Bilan du 31 décembre 1927.

<i>Actif.</i>		<i>Passif.</i>	
Immobilisations. Constructions. Outillage, voies ferrées	382.462.743,52	Actions ordinaires	960.000.000
Marchandises	245.914.828,46	Actions de préférence série B	40.000.000
Créances	411.802.197	Actions de préférence série A	100.000.000
En caisse	25.442.354,25	Réserve	176.254.618,53
Avoir en banque	165.831.873,71	Charges sociales	49.240.979,15
Participations et valeurs mobilières	296.143.054,77	Obligations	962.131,59
Capital à faire verser ..	289.976.450	Compte débiteur en Banque (long terme)	66.767.145,90
		Autres comptes débiteurs	320.773.061,85
		Dividendes et intérêts à verser	366.691,57
		Bénéfice net	103.208.873,12
	<u>1.817.573.501,71</u>		<u>1.817.573.501,71</u>

Le passif obligataire avait été supprimé en 1927, après remboursement des précédents emprunts. Il existe de nouveau en 1928, tel que nous l'avons indiqué précédemment. La situation est bonne, les bénéfices augmentent et les disponibilités sont très suffisantes.

11. Si nous voulons savoir ce que doit devenir l'I. G. Farbenindustrie, lisons les projets des assemblées générales. Il faut disent-ils :

1^o Consolider et étendre les assises financières du plus puissant groupement qui existe en Europe, afin de parer à toute surprise, de garantir la solidité de l'ensemble des entreprises, de constituer de fortes provisions en vue de tractations éventuelles.

2^o Prendre pied sur des sociétés ou des groupements que les circonstances ont mis en état de moindre résistance, et jalonner ainsi le terrain de progrès futurs.

3^o Plutôt que de conquérir de haute lutte les marchés étrangers, rechercher par des pourparlers directs et précis, l'alliance d'industries similaires au dehors.

Ainsi le monstre veut encore grandir, mais sans combattre.

Les causes de la fusion ne sont pas les mêmes que pour le Stahlverein. Tout au moins c'est ce qui résulte d'un article de la *Gazette de Francfort*.

« Personne ne prétendra que la constitution de l'I. G. Farbenindustrie ait son origine dans une

situation difficile. Les arrêts ou les fusions d'exploitation ne jouèrent qu'un rôle secondaire. Au contraire, l'unité technique était assurée dès avant la fusion. Dès lors, celle-ci n'a plus que le caractère d'une mesure organique, très importante parce qu'elle assura un accroissement de puissance et de prestige dans le pays même et à l'étranger, qu'elle mit en relief l'importance des chiffres, et qu'elle restreignit les frais d'administration. Mais on ne connut pas le risque qui pesa si lourdement sur d'autres entreprises, de voir la technique se révéler incompatible avec les décisions de fusion prises simplement autour d'un tapis vert. Les mises en non-activité ayant été peu importantes, la fusion ne donna pas lieu à des opérations comptables d'amortissement, et l'on put, sans craindre une capitalisation excessive, additionner purement et simplement les différents capitaux d'apport. »

Il convient de ne point s'y tromper : la fusion des entreprises chimiques offre un caractère très particulier.

CHAPITRE IV

L'INDUSTRIE ÉLECTRIQUE, LE GAZ

1. Il faut distinguer dans l'industrie électrique deux sortes de productions : la production des appareils électriques, dynamos, moteurs, câbles, compteurs, installation de centrales etc. ; et la production de courant électrique ainsi que sa distribution. Il y a eu dans chacun de ces deux domaines une concentration indépendante de l'autre, préparée depuis longtemps et qui ne s'est pas modifiée beaucoup, ces dernières années.

2. Les entreprises de fabrication se réduisent à deux principales : l'Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft et le Konzern Siemens. Ce sont deux concurrents acharnés, sauf pour quelques affaires qu'ils ont montées en commun. Avant la guerre, ils s'étaient aussi engagés dans la distribution du courant électrique ; mais depuis la guerre, le Reich n'a pas renouvelé leurs concessions et ils doivent abandonner une à une leurs exploitations.

3. La distribution d'électricité devient donc le privilège du Reich, des Etats et des communes. Ces

organismes profitent directement de l'extension que prend l'électrification de la production industrielle et agricole, des transports, de l'éclairage des villes et des habitations. La concentration est à la fois financière et industrielle, car on cherche à construire de grandes centrales électriques, capables d'approvisionner toute l'Allemagne en force et en lumière.

4. Voici ce que disait à ce sujet le rapport allemand de la Conférence économique internationale de Genève 1927 : « La production d'une énergie électrique aussi peu coûteuse que possible doit être en ce qui concerne la production de l'électricité, l'objet visé par tous les pays, car elle constitue la condition nécessaire pour que l'électricité devienne d'un usage général. La technique moderne tend à résoudre ce problème en utilisant des usines électriques à grande énergie, qui sont établies aux sources d'énergie même, et qui étant en mesure de fournir l'énergie nécessaire aux catégories les plus diverses de consommateurs, sont assurés d'une exploitation aussi intensive que possible. L'utilisation simultanée des usines hydrauliques et des usines thermiques s'améliore sans cesse, grâce à l'augmentation des tensions de transmission. La ligne de 220.000 volts, actuellement en construction pour délier les sources d'énergie hydraulique de l'Allemagne méridionale à la région rhénane du lignite, est disposée de telle façon qu'elle pourrait être ultérieurement utilisée sans modification pour un courant de

380.000 volts. On a procédé, dans ce cas, à la construction de câbles évidés en cuivre, établis en tenant compte du fait qu'il faut employer, pour porter le courant alternatif à haute tension, des conducteurs représentant des surfaces larges et peu incurvées. Avec cette tension de transmission de 380.000 volts, on peut transposer à une distance de 500 à 1.000 kilomètres des puissances variant de 300.000 à 1 million de kilowatts. »

5. Les fabricants d'articles électriques sont maîtres du marché allemand. Ils cherchent seulement à reprendre le marché perdu pendant la guerre, et pour cette fin la voie des accords leur semble la plus profitable. A l'assemblée générale de l'Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft, son président Felix Deutsch disait : « L'importance et la technique de notre appareil de production commandent de ne pas craindre un accord avec la plus grande entreprise américaine, la General Electric Co. Si notre chiffre d'affaires est resté en arrière de celui de la compagnie américaine, cette différence ne vient pas tant d'une production moindre que de ce que les Américains demandent pour leurs articles des prix beaucoup plus élevés, ce qui leur est possible grâce à leur protection douanière.

6. Le marché allemand consomme 70 à 80 % de la production. Les besoins grandissent toujours : électrification des chemins de fer, installation de

tramways, construction de centrales à haute tension dans la Rhur et les grandes villes, extension des lignes électriques.

A l'étranger l'exportation reprend ; l'A. E. G. prolonge son action en Russie, Guatemala, Costa-Rica, Turquie, Argentine ; Siemens exporte en Tchécoslovaquie, Suède, Turquie, Russie, Irlande, Brésil, Uruguay. En 1927, les commandes de l'A. E. G. se sont accrues de 70 % sur l'année précédente. La concurrence est très âpre entre Anglais et Allemands en Extrême-Orient et en Amérique du Sud et chacun travaille pour soi.

Les statistiques du Rapport allemand indiquent que 80 % de la production électrique se répartit entre les Etats-Unis, l'Allemagne et l'Angleterre ; 70 % de l'énergie électrique est fournie par les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre, la France et le Canada.

a) Production d'appareillage électrique.

1° L'A. E. G.

L'Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft, qu'on connaît sous l'abréviation d'A. E. G., a été fondée par Emil Rathenau pour exploiter le brevet d'Edison. L'entreprise a grandi, s'est lancée dans la fabrication des dynamos et dans tout ce qui se rattache au courant de grande intensité, capable de fournir la force et la lumière. Entre temps, elle avait su profiter des inventions de Dolivo-Dobrowolsky. Depuis,

l'industrie électrotechnique n'a cessé de progresser.

Valeur de la production électrotechnique allemande.

1898	229.000.000 marks
1913	1.400.000.000 —
1925	2.100.000.000 —
1927	2.500.000.000 —

Production de courant.

	Usines de l'Etat Kw.	En tout Kw.
1900	—	140.000.000
1913	2.300.000.000	7.000.000.000
1925	9.900.000.000	18.300.000.000
1928		23.000.000.000

Chiffre des entreprises et du personnel.

	1907	1925
Entreprises (de fabrication)	1.011	3.332
Personnel	90.249	332.287

L'A. E. G., fait à l'heure actuelle un chiffre d'affaire de 100 millions de dollars et occupe 65.000 ouvriers. Elle a de gros intérêts en Autriche, en Hollande, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. Elle a exporté au cours de l'exercice 1926 1927 environ pour 140 millions de marks. La société A. E. G., exploite directement un certain nombre de fabriques et a sous sa dépendance des filiales et des holdings.

La guerre et l'inflation pesèrent sur son développement pendant quelque temps. Elle dut abandonner la fabrication des lampes électriques qui fut confiée à l'Osram Kommandit-Gesellschaft, société

qui appartient en même temps qu'à l'A. E. G., à Siemens et à l'Auer-Gesellschaft. Elle abandonne aussi la fabrication des signaux de chemin de fer pour la céder à une firme fondée avec Siemens : Vereinigte Eisenbahnsignal-Werke g. m. b. h. Elle a acheté en 1927 et 1928 les affaires de cuivre : Kupferwerke Deutschland et Dr Paul Mayer A. G. Elle a fondé une société d'exploitation en Argentine.

Les entreprises d'Allemagne se sont mieux installées. On a construit de nouvelles usines pour les transformateurs, les compteurs. La société est en bonnes relations avec la General Electric Co., elle possède de nombreux bureaux d'études et des écoles d'apprentissage. Elle vit d'expérience, de réputation et de travail. Son grand avantage a été son développement progressif et constant; elle n'a pas eu de retard à rattraper.

Quelques détails techniques, puis nous passerons à l'étude financière :

1^o Fabriques à Berlin.

Treptow : appareils de mesure.

Ackerstrasse : compteurs, montres.

Brunnenstrasse : moteurs et dynamos.

Hennigsdorf I : locomotives, fours électriques.

Hennigsdorf II : isolants et presses.

Oberspree : câbles, fils, segments.

Hennigsdorf : porcelaine.

Oberschöneweide : transformateurs.

Fabriques de turbines.

2^o En dehors de Berlin, fabriques à Annaberg,

Crottendorf, Freiberg, Scheibenberg, Mülheim, Nürnberg.

L'A. E. G., a un trop grand nombre de filiales pour que nous les citions toutes. Les principales sont :

a) La Bank Elecktrischer Werte A. G. Berlin, au capital de R. M. 24.200.040, dont les actions appartiennent pour 50 % à l'A. E. G. La collaboration avec cette société est très étroite. C'est celle qui fournit à l'A. E. G., des matières premières.

b) L'Elektrizitäts-Lieferungs-Ges. Berlin, au capital de R. M. 30.040.000, qui est une entreprise de production de courant.

c) Le Bank für elcktrische Unternehmungen, Zürich, au capital de 75 millions de francs suisses, dont l'A. E. G., possède un quart. Par cette société l'A. E. G., en atteint un grand nombre d'autres, notamment à l'étranger.

Il existe des contrats de communauté d'intérêts avec Mix et Genest A. G., Berlin, entreprise d'utilisation du courant de faible intensité ; avec Porzellanfabrik Rosenthal et co A. G. L'A. E. G., a signé d'autres genres de contrats : contrat d'exploitation avec les Tramways d'Emden, d'échange de brevets avec la General Electric Company.

Cette société, homogène, dirigée avec suite, méthode et audace, n'offre pas une situation financière aussi extraordinaire que les deux sociétés que nous avons étudiées précédemment.

Le capital est de 186.250.000 marks. Il se divise en :

R. M. 150.000.000 d'actions ordinaires.			
—	17.500.000	de préférence A	6 %
—	18.750.000	—	B 5 %

La Trésorerie a été alimentée par deux emprunts en 1925 et un en 1928, qui forment un total de 133.866.600 marks, réduit à environ 120 millions à cause d'un droit d'option d'échange en actions, accordé au deuxième emprunt de 1925.

Le dividende est resté assez faible 6 ou 7 %, au lieu de 14 avant la guerre.

2° *Le Konzern Siemens.*

Le Konzern Siemens est constitué par deux sociétés principales, intimement liées mais autonomes, Siemens und Halske A. G. et Siemens Schuckertwerke A. G.

L'origine de l'affaire est plus ancienne que celle de l'A. E. G. Elle date des premières installations du télégraphe, autrement dit de l'exploitation du courant de faible intensité. La première société Siemens und Halske s'est d'abord limitée à ce domaine, laissant toute liberté à l'A. E. G. de développer le sien. Mais, après la fondation de Siemens Schuckert, la lutte directe commença et grâce aux progrès de la science et à l'ingéniosité de leurs dirigeants les deux grandes firmes ont pu grandir parallèlement. Pour la clarté de l'exposé, nous sommes

obligé d'étudier séparément : Siemens u. Halske et Siemens Schuckert.

a) Siemens u. Halske.

Cette société a surtout pour objet de fabriquer des appareils de télégraphie et de téléphone, de signalisation acoustique et optique, d'instruments de mesure et d'appareils de sécurité.

Les principales usines sont à Berlin, Siemensstadt.

Ses participations les plus importantes concernent Siemens Schuckert, Osram et Siemens Bauunion g. m. b. h., entreprise de construction.

Le capital actuel est de 97.500.000 marks, dont 6.500.000 marks d'actions de préférence. Il n'y a que 49 millions d'emprunts. Le dividende est plus élevé que celui de l'A. E. G. : 12 % en 1927.

b) Siemens Schuckert-Werke A. G., Berlin.

Cette société a pour but de fabriquer des machines et appareils électriques et d'effectuer des installations de courant. Son activité est analogue à celle de l'A. E. G.

Elle n'est une société anonyme que depuis le 1^{er} octobre 1926.

Les usines sont nombreuses : à Berlin Siemensstadt, Berlin-Gartenfeld, Berlin-Charlottenburg, Nürnberg, Mülheim, Oberlind, Neuhaus, Plauen, Wolfswinkel, Peitz.

La grande filiale est l'Oesterreichische Siemens Schuckert. Werke A. G. Wien, dans laquelle elle possède la majorité. Vienne a toujours été un grand centre d'activité pour Siemens.

Le capital actuel est de 120 millions, sans action de préférence. Les emprunts sont communs à Siemens u. Halske. Le dividende a été de 9 % en 1927.

L'ensemble est bien construit. C'est resté une entreprise de famille. La décentralisation est suffisante grâce aux nombreuses filiales.

En résumé, tandis que l'industrie chimique a été construite sur un monopole, l'industrie électrique est restée dans le domaine de la concurrence : il n'y a pas eu développement d'une entreprise au dépens des autres et absorption, il n'y a pas eu non plus contraction des forces productives et regroupement des capitaux ; la vie économique s'est maintenue libre et active, dans le meilleur équilibre.

b) Production et distribution de courant électrique.

La production de courant électrique s'est développée dans toute l'Allemagne à la fois et les entreprises ont surgi, soit avec l'appui des communes, soit sous l'impulsion des capitaux privés. Depuis 1925, une réorganisation s'effectue autour des bassins de houille et de lignite pour y constituer de grandes centrales, à grand rayon d'action. L'usine des communes ou des villes tend à disparaître ; un simple transformateur la remplace ; mais ce sont des réformes relativement longues à réaliser.

Les capitaux sont déjà groupés. La société des

Rheinische Westfälische Elektrizitätswerke, de Cologne, distribue le courant dans les provinces de Rhénanie et de Westphalie jusqu'au plus petit consommateur. Elle a mis dernièrement la main sur la Rhein-Braunkohlen A. G. une bonne exploitation de lignite ; elle ne possède pas de mine de houille. Le capital appartient aux entreprises privées et aux villes qui ont la consommation. Elle a un contrat de communauté d'intérêts avec la société anonyme Braunkohlen und Briketterwerke Roddergrube ainsi qu'avec la Braunschweigische Kohlenbergwerk A. G. Halmstadt.

Les principales usines d'électricité : celle du Reich (Elektrowerke A. G. Berlin) et celles des communes de Prusse (Rein. West. Elektrizitätswerke Essen) ont comme combustible le lignite ; la firme de Berlin fournit surtout de gros consommateurs, des usines. Elle a conclu en même temps que la Berliner Städtische Elektrizitätswerke A. G. un contrat avec la Reichsbahn pour Berlin et ses environs. Le capital de la firme de Berlin est de 60 millions ; le dividende est de 8 %.

Dans le domaine de la production du courant électrique, on a eu de bonne heure intérêt à s'entendre pour déterminer à chacun son domaine d'exploitation.

Un accord de ce genre est intervenu entre la Preussische Elektrizitäts A. G. et l'Elektrowerke A. G. Berlin : délimitation d'exploitation et en même temps partage d'exploitation de lignite.

De même une des entreprises de la Preussische fait en 1927 un échange de courant avec le Bayernwerk : la Preussische Kraftwerke Oberweser A. G.

La concentration est parfois plus étroite : l'Elektrowerke, la Preussische, la Bayernwerk A. G. ont contribué ensemble à fonder une entreprise : A. G. für Deutsche Elektrizitätsgesellschaft. C'est le début d'une expansion qui devrait aller très loin. Les fondateurs sont en relation avec la plupart des firmes allemandes. On veut exécuter le projet de la ligne dont nous avons parlé plus haut, unissant les Vereinigte Elektrizitätswerk Westfalen, Kraftwerk Ahlem der Preussischer Elektrizitäts A. G. le Bayernwerk et la Württembergische Landes Elektrizitäts A. G. Dans toute l'Allemagne du Sud, les sociétés sont liées ; il suffira de les unir à celles de Westphalie pour obtenir un bloc très important.

On veut finalement arriver à l'unité de force électrique pour toute l'Allemagne : c'est le programme de la nouvelle société, l'Aktiengesellschaft für Elektrizitätswirtschaft.

Elle est pour le moment au capital de 1 million. On négocie avec A. G. Sächischewerke, les Vereinigte Elektrizitätswerke, on s'est assuré les mines de lignite de Brunswick. Le projet est à son début de réalisation.

L'industrie du gaz.

Nous n'allons pas traiter ce sujet comme les autres, parce que l'industrie du gaz est trop souvent le complément des charbonnages, des usines chimiques ou métallurgiques et même des usines électriques. Nous voulons simplement dire un mot d'un projet qui voudrait assurer l'unité de l'alimentation en gaz d'une grande partie de l'Allemagne. Ce projet est intéressant, puisqu'il y en a un semblable qui est actuellement à l'étude en France.

Plusieurs sociétés sont en concurrence : la Deutsche Continentale Gasgesellschaft, Dessau, la Frankfurter Gasgesellschaft et la A. G. für Kohleverwertung Essen. Toutes sont d'accord pour installer la principale production dans la Ruhr. Ce projet date de 1927.

On construirait un collecteur auquel se trouveront reliées la totalité des firmes productrices de gaz. Il traverserait le territoire de la Ruhr d'ouest en est, long du canal de l'Emsch dans la direction de Hamborn-Hamm. Aux deux extrémités, se trouveront des gazomètres épurateurs et des stations de compression d'où partiront les conduites de répartition sous haute pression. On en prévoit cinq en direction de Hambourg, de Dresde, de Munich, de Stuttgart. Elles seront reliées entre elles et avec les autres districts miniers, et formeront un circuit, de

façon à ce qu'aucune région ne se trouve privée de gaz au cas où une rupture se produirait sur un point quelconque des canalisations. D'ailleurs, on a réalisé en Amérique des installations semblables qui supposent des pressions bien supérieures ; les plus grandes précautions sont prises lors de l'établissement des canalisations. Les tuyaux de métal seront placés dans une conduite de béton qui les protégera de la corrosion.

Il y a des difficultés d'ordre diplomatique avec les villes. Il s'agit d'obtenir le concours des mines : le groupe Lothringen est acquis. L'entreprise se compléterait d'une fabrication d'ammoniaque et de sous-produits, par le procédé Fischel utilisant l'hydrogène.

L'avenir nous dira si l'idée fut bonne.

CHAPITRE V

LES ENTREPRISES DU REICH

La même concentration se produit dans les entreprises du Reich que partout ailleurs. Le ministère des finances a groupé tous les intérêts industriels de l'état allemand dans la société anonyme des Vereinigte Industrieunternehmen ou Viag, le domaine de cette entreprise comprend le monopole de fait de l'aluminium, des affaires d'électricité dont nous avons déjà parlé, des fabriques d'engrais, des mines. Voici le tableau des participations qui l'indique d'une façon précise.

Firmes	Capital (en 1,000 marks)	Participat. de Viag	Dividendes %		
			1925	1926	1927
<i>Banques.</i>					
Reichs credit gesells- chaft A. G.....	40.000	40.000	6	8	8
Deutsche Revisions- und Treuhand A. G.	1.000	700	10	10	10
<i>Electricité.</i>					
Elektrowerke A. G.	60.000	60.000	8	8	8
Ostpreussenwerke A. G.....	18.000	7.416	0	3	4
Württemb. Landes Elektr. A. G.....	7.500	2.175	5	5	6
R W. E. (A. G.):					
actions ordinaires.	150.600	3.500	8	8	9
actions de préfé- rence.....	4.400	200	12	12	15
Schlesische Elektri. und gas.....	32.041	1.000	10	10	10

Firmés	Capital (en 1.000 marks)	Participat. de Viag	Dividendes. /.		
			1925	1927	1927
<i>Aluminium.</i>					
Vereinigte Alumi- niumwerke A. G..	24.000	20.800	7½	8	9
Innwerk.....	13.200	12.000	6	6	6
Berg. Heckmann Selve A. G.....	16.000	3.336			0
<i>Azote.</i>					
Mittel d. Stickstoff- werke A. G.....	20.000	20.000	0	8	8
Bayer Kraftwerke A. G.....	24.000	24.000	6	6	6
Alzwerke G. m. b. H.	3.000	1.500	6	6	6
<i>Usines.</i>					
Deutsche industrie werke A. G.....	12.000	12.000		0	0
Deutsche Spinnerei- maschinenbau A. G.	4.000	2.560			0
Deutsche Präzision Werkzeug A. G...	1.000	500			6
<i>Autres participations.</i>					
A. G. Deutscher Wer- ke	1.000	500			6
A. G. Ilseeder Hütte- Stammaktien	64.000	16.022	6	6	6½
action de préférence.	500	125	5	5	5
Bayrischeq (Loyd Schiffahrts) A. G.:					
actions ordinaires..	9.720	1.456			
— principales.	120	28			0
<i>Sociétés d'administration.</i>					
Industrieanlagen G.m. b. H.....	100	100			
Industrie Geländer Ge- sellschaft.....					
Dresden - Albertstadt G. m. b. H.....	480	480			

La banque de la Viag est la Reichscreditge-
sellschaft. Cette banque s'est bien développée en

1927 ; son chiffre d'affaires a augmenté de 17 % à 52 milliards. Le total du bilan est de 568 millions.

Un autre institut financier pour le Reich, la Prusse, les communes et l'économie privée est la « Deutsche Revisions und Treuhand Ag ».

L'extension des entreprises d'aluminium (Vereinigte Aluminiumwerke) date de 1925. C'est à ce moment là qu'on forme à Zurich le Bauxit Trustfon, un cartel européen de l'aluminium qui comprend la Suisse, l'Autriche, la France, l'Angleterre, la Norvège et l'Allemagne. L'aluminium Company of Amerika reste à l'écart. Les prix ont alors baissé de 2.400 marks par tonne à 1.940.

La Ver. Aluminiumwerke A. G. produit 80 % de la production allemande qui est de 3.000 tonnes par an. Le reste est fourni par la société que contrôle l'I. G. Farbenindustrie et la Metallbank. L'Aluminiumwerke G. m. b. H. à Bitterfeld. L'entreprise du Reich s'étend même en Italie puisqu'elle a avec Montecatini une participation dans la Société Italiano del alumino, Milan.

Nous croyons que partout il y a réorganisation, concentration, expansion. L'Etat est aussi un grand industriel.

CHAPITRE VI

L'EFFORT TECHNIQUE

Electricité, gaz, produits chimiques, acier, charbon, toute cette masse de produits de la grosse industrie dont le poids se chiffre par millions de tonnes et la valeur par milliards de marks, se crée, se disperse et disparaît, sans qu'aucun cerveau puisse comprendre à lui seul pourquoi ni comment. Pourtant quelques idées président à la marche de toutes les affaires, idées qui changent et se renouvellent avec le temps. On les présente, on les soutient, on les applique ou on ne les applique pas, et puis elles s'évanouissent et d'autres viennent prendre leur place.

Depuis quelques années, beaucoup d'idées et beaucoup de mots aussi pour exprimer ces idées, ont traversé l'Atlantique, ramenés d'Amérique par des économistes européens. Elles ont fait leur chemin, tout le monde a dans l'oreille l'harmonie des termes de standardisation, normalisation, taylorisation. Elles ont eu beaucoup de succès en Allemagne ; on a cherché à les mettre en pratique. Mais d'autres ont déjà parlé de ce travail ; nous n'avons pas à y revenir ; c'est surtout une étude particulière à

chaque industrie et même à chaque affaire qu'il faudrait faire, et ceci regarde les industriels.

Tout en redorant la façade de leurs industries pour attirer les crédits étrangers, les Allemands ont cherché à améliorer le fond même de leurs affaires, le rendement technique, la production rationnelle. Nous en avons déjà parlé ici et là dans les chapitres précédents, nous ne voulons guère approfondir cette question, nous ne pouvons pas donner les résultats sûrs, précis, de cet effort, mais nous voudrions ouvrir des horizons en formulant une, deux et même trois idées qui semblent ne pas devoir changer avec le temps.

Ces trois idées sont : la mise au point technique de la production, qui est un travail de tous les jours ; le rendement de l'affaire, par rapport à l'outillage, à la main-d'œuvre, aux matières premières et aux capitaux engagés ; enfin la limitation des stocks au strict minimum, qui est fonction d'une bonne organisation commerciale.

Il est difficile de les réaliser, mais on peut toujours faire mieux ; aussi doivent-elles être l'objet de soins constants, de recherches minutieuses. C'est en gagnant un franc ici, un franc là, que l'équilibre s'établit entre prix de revient et prix de vente, avec entre les deux, une marge suffisante. Il y a des limites, les frais de production ont un minimum, et le prix de revient doit en outre rémunérer les capitaux ; le prix de vente a un maximum qui est fixé par la capacité de paiement du consommateur.

C'est entre ces limites qu'il faut se maintenir.

Les idées dont nous nous entretenons ont plus ou moins d'importance aux yeux du producteur selon qu'on est en période de crise ou de prospérité économique. Et pourtant c'est toujours le même problème : le problème du bénéfice qui est la raison d'être de l'entreprise.

Combien y a-t-il d'entreprises qui ne renouvellent pas leur outillage ? Combien y en a-t-il qui l'ont amorti, et qui ensuite ne s'en occupent plus ? Combien y en a-t-il qui laissent aller les choses puisque leur bénéfice est assuré, sans songer qu'un jour ce bénéfice pourrait se réduire à zéro ?

Combien y en a-t-il qui gardent toujours dans leurs magasins une quantité énorme de produits de peur de rater la vente d'un article ? Ne sont-ce pas celles qui ont des intermédiaires ou des correspondants médiocres, inactifs, imprécis ?

Le coup de fouet d'une crise économique réveille parfois bien des esprits.

Aucune entreprise, commerciale ou industrielle, ne peut se figer dans une organisation définitive. Elle doit constamment se mettre au point, s'adapter aux progrès de la technique ou aux besoins d'une méthode plus souple et plus rapide.

En Allemagne, cette mise au point avait été retardée pendant la guerre et pendant l'inflation, c'est ce qui explique en partie les merveilleux résultats qu'on aurait obtenu grâce à la rationalisation.

Les principales mesures prises ont été une division du travail plus grande, l'adoption du travail à la chaîne ou tout au moins sans discontinuité, un meilleur choix des emplacements de travail. Tout ceci n'est pas nouveau ; depuis longtemps la grande industrie s'y est soumise. Il en est de même des autres améliorations : utilisation de magasins spéciaux pour les produits demi-finis, transports plus rapides, préparation soigneuse du travail, normalisation des produits et des paquets, emploi de plus en plus fréquent des machines, paiement des salaires aux pièces, et réduction de la journée de travail : 42 heures par semaine au lieu de 50.

La rationalisation des usines offre à peu de chose près, la même physionomie que celle des usines. Ainsi le Konzern Hibernia a grandement amélioré son rendement dans l'extraction du charbon. On a fait un emploi plus rationnel des magasins, on a fait une différenciation plus exacte des diverses qualités de charbon, on a ainsi amélioré les transports souterrains qui se font par des locomotives électriques. Le principal client du Konzern est le Stahlverein qui, par an, doit produire pour ses besoins, 34,8 millions de tonnes de coke. La partie commerciale est ainsi très simplifiée.

La réforme générale se traduit par l'abandon de certains puits, des exploitations difficiles. La région de la Ruhr pouvait produire par an 150 à 160 millions de tonnes de charbon, mais elle ne pouvait écouler sur le marché que 100 à 110 millions de tonnes.

Les résultats des modifications apportées ont été satisfaisants.

Production en charbon

Mois	Total (1.000 ton.)	Par journée de travail 1.000 t.	par ouv.	Nombre d'ouvriers, et employés	Salaires par tonne (mark)
Moyenne 1913.	9.546	380	928 kg.	428.806	5,98
— 1922.	8.112	323	585	552.188	6,93
— 1924.	7.838	310	663	467.107	6,93
— 1925.	8.672	344	842	432.691	7,31
Janvier 1926.	8.402	345	935	388.818	7,15
Février	8.050	335	925	387.599	7,08
Mars	8.585	318	830	377.520	6,98
Avril	7.758	323	332	366.997	6,98
Mai	8.937	347	1.007	365.235	8,82
Juin	9.209	374	1.081	366.382	—

Le bassin houiller de Haute-Silésie a cherché, parallèlement au bassin houiller de la Rhur, à améliorer le rendement de ses mines en perfectionnant son outillage. Voici les chiffres que publie la *Wirtschaftskurve* de la *Gazette de Francfort*:

	1924	1925
Ascenseurs à air comprimé....	14	79
— électriques.....	18	93
Locomotives à pétrole	83	113
— électriques.....	23	89
Hâveuses à air comprimé.....	1.011	3.079
— électriques	76	471
Pompes	92	317
Faculté de production par heure (tonnes)	4.833	6.803

Les mines de lignite dont l'exploitation s'est beaucoup développée pendant la guerre et depuis, ont

suivi la même évolution que les mines de charbon. Très importantes en Prusse, où elles fournissent en combustible la plupart des usines électriques, elles ont bénéficié d'une technique plus récente que celle des mines de charbon.

L'Etat prussien est aussi un grand industriel. Comme les autres il a cherché à améliorer le rendement de ses exploitations. Lui aussi a opéré une réduction du nombre d'entreprises et de son personnel, et malgré cela il a maintenu une productivité à peu près constante. Le tableau ci-dessous le prouve.

	Mines exploitées		Production en 1.000 fr.		Personnel	
	1925	1926	1925	1926	1925	1926
Territoires à l'Est de l'Elbe.....	119	107	37,65	37,78	29.305	27 316
Allemagne du Centre à l'ouest de l'Elbe.....	149	134	37,50	37,54	34.235	31.251
Rhénanie	43	39	39,56	40,03	135.000	129.435
Total.....	311	280	114,71	115,35	198.540	188.002

Après le renouvellement de l'outillage et l'amélioration du rendement, nous avons indiqué le problème de la limitation des stocks au strict minimum. En Amérique, ce problème est résolu, grâce au marché sûr, stable, immense, grâce à l'exactitude des fournisseurs. Voyez ce qu'en dit le grand industriel Ford dans les livres qu'il a publiés. En Allemagne, il est à peu près résolu. Les cartels ont beaucoup aidé à ce point de vue ; ils ont regagné de

la popularité depuis 1925. Sans limitation de stocks, on n'évite pas la spéculation sur les achats, et une affaire bien menée doit réduire au minimum ce risque de spéculation pour ne songer qu'à une production régulière et soignée.

Pour la vente, les stocks sont quelquefois obligatoires quand l'achat des produits est saisonnier. Mais là aussi, un effort peut être fait. L'I. G. Farbenindustrie a donné l'exemple. Les cultivateurs ont l'habitude de commander leurs engrais à la veille de l'épandage. Pour combattre cette habitude, l'I. G. a établi deux prix : le tarif normal qu'on fait payer au moment de cet afflux de commandes, et le tarif réduit au tarif de stock qu'on applique le reste du temps. Les résultats ont été appréciables.

Grâce à ce système, on économise des capitaux, des frais de banque. Cette question demande aussi qu'on étudie la manière d'obtenir un processus de fabrication plus rapide. Elle explique que soit assuré l'écoulement des produits et que les types de produits soient sériés. Pendant l'inflation, les stocks étaient un moyen de placer les fonds disponibles et de n'être pas à court de matières premières. Mais ce temps là est passé. Pour obtenir le maximum de rendement, il faut exiger que les fournisseurs livrent rapidement et à date convenue, que les acheteurs prennent livraison aussitôt leur commande exécutée, et simplifient leurs demandes, enfin que les syndicats de vente s'efforcent d'assurer la stabilité des prix.

Guidés en cela par les Américains, les Allemands travaillent certainement beaucoup à cette mise au point technique. Les techniciens de chaque industrie auront grand profit à l'étudier sur place.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LE RÉGIME FISCAL DES FUSIONS

Il nous semble inutile d'insister sur le rôle que jouent les impôts en matière de fusion de société. Celles-ci n'ont lieu que si les frais imposés par le fisc ne sont pas trop élevés, sinon l'opération financière, trop peu intéressante est abandonnée.

Il ne faut donc pas s'étonner si l'accroissement du nombre des fusions et des constitutions de sociétés coïncide avec l'abaissement de l'impôt qui pesait sur elles. C'est en 1925 que le Conseil économique (Reichaswirtschaftsrat) et la Fédération des Industriels (Reichsverband der deutschen Industrie) ont agi sur le gouvernement pour qu'il allège les impôts et celui-ci l'a fait.

Avant 1923, la question n'était pas envisagée séparément. L'impôt était le même que celui qui frappait la constitution des sociétés.

De décembre 1923 à septembre 1924, on taxe les

fusions à part et à un taux moins élevé : 4 % au lieu de 7,5 %.

Nous résumons le régime de ces époques, antérieures à l'époque actuelle, pour faire comprendre tout l'intérêt des réformes obtenues.

1^o Avant décembre 1923.

Toute constitution de société, toute création ou toute fusion payait un droit de timbre de 5 %, perçu au profit du Reich sur le montant des actions émises.

Elle payait en outre, un droit, de même nature, variable dans chaque état de l'empire.

Enfin lorsqu'il y avait apport de biens immobiliers, les différents impôts frappant les mutations foncières étaient également perçus.

Donc, deux impôts, le plus souvent trois.

La loi de 1913 (Reichstempelgesetz) supprime le deuxième impôt, en instituant au profit du Reich seul, un droit de timbre fixé à 5 % du capital de la Société constituée. Ce taux était abaissé à 3 % s'il s'agissait d'un capital imposable, inférieur à 50.000 marks.

Il n'y a plus qu'un impôt, plus les droits sur mutations foncières.

Le 8 avril 1922, nouveau changement, le droit de timbre fut transformé en impôt et incorporé dans le Kapitalverkehrssteuer (impôt sur la constitution des sociétés). Son montant fut fixé à 7,5 % du capital de la

Société constituée. Dans huit cas particuliers il pouvait être réduit à 5 % (limitation du dividende annuel à 7 %) ou 3 % (sociétés à responsabilité limitée). Ce minimum fut relevé par le Geldentwertungsteuer en 1923.

Il y a encore un impôt un peu plus lourd, et les droits sur mutations foncières.

2° Ordonnances de décembre 1923 à septembre 1924.

Le 19 décembre 1923, apparaît le premier Fusionssteuer (impôt de fusion). L'impôt de constitution est toujours de 7,5 % désormais calculé sur le capital or. Mais l'impôt de fusion est de 4 %.

Seulement il y a en plus :

a) L'impôt sur les apports d'immeubles : 4 % sur la valeur augmenté d'un supplément variable selon les états, augmenté encore du Wertzuwachssteuer (impôt sur la plus-value des immeubles) qui s'élève à des taux différents selon les villes et qui est exigible lors de la première revente de tout immeuble acheté à vil prix (en valeur-or) après 1920, c'est-à-dire pendant l'inflation. Il atteint fréquemment 4 % de la différence constatée entre le prix d'achat et le prix de revente en Reichs mark.

b) Les Gebühren, ou taxes administratives, perçues par les Etats particuliers selon leurs tarifs propres.

On voit que la réduction accordée au moyen de

l'impôt de fusion se réduit à peu de choses, à côté de toutes les taxes supplémentaires. On y ajoute même quelquefois l'impôt sur le revenu des sociétés (Koerperchaftsteuer) et l'impôt sur les valeurs mobilières de 4 % (Westpapiersteuer).

3° Après septembre 1924.

L'ordonnance du 14 septembre 1924 sur les réductions d'impôts par nécessité économique supprime la taxe sur les plus-values d'immeubles et les surtaxes, ramène l'impôt de fusion de 4 % à 2,5 %; l'impôt sur l'apport d'immeubles de 4 % à 3 %, l'impôt sur les valeurs mobilières de 4 % à 3 %.

Cette ordonnance est codifiée par la loi du 10 août 1925 qui abaisse l'impôt de fusion à 2 %.

On commence à envisager le problème dans son ensemble: rendre possible les fusions. Le 27 mars 1920 intervient un compromis fiscal qui aboutit le 31 mars à une loi. Cette loi applique enfin le programme de la Fédération de l'Industrie allemande. Il en résulte :

1° Que le taux de l'impôt de fusion ou constitution est ramené de 2 % à 1 %.

2° Que l'impôt sur les mutations foncières, dans le cas de fusion, est abaissé de 3 % à 1 %.

2° Qu'aucun supplément n'est perçu, dans ce cas par les états.

4° Qu'il n'y a plus d'impôt sur la plus-value des immeubles. Toutes ces mesures ne sont accordées

qu'en cas de fusion (Zusammenschluss) ou d'assainissements (Sanirungen).

Les fusions ne sont plus empêchées, elles sont en fait comme en droit tout à fait libres.

En outre le Reich a même accordé des facilités de paiement et des délais très longs. Sa volonté d'aider l'industrie s'est manifestée jusqu'au bout. Ainsi l'I. G. Farbenindustrie a plusieurs années pour payer ses impôts de constitution.

Il y a enfin d'autres allègements prévus qui complètent utilement ces réformes, ce sont ceux qui sont prévus pour les impôts sur le revenu et sur la fortune des Konzerns (Vermögen et Koerperschaftsteuer). Ces allègements s'appliquent :

1° A des établissements industriels similaires ou en état d'interdépendance économique appartenant à plusieurs entreprises et qui aurait été réunis.

2° A des sociétés mères et à des filiales, si la société-mère a investi dans la filiale au moins 35 % de son capital social. Il n'est plus tenu compte, lors de son imposition, de la portion de son actif que la société-mère a investie dans la filiale.

Toutes ces mesures ont été décidées valables jusqu'en 1930. On verra à ce moment-là quels auront été les résultats de la concentration et si le Reich suivra à son égard la même politique de faveur.

CHAPITRE II

RÉGIME JURIDIQUE DES FUSIONS DE SOCIÉTÉ

1. Au contraire de la législation fiscale, le droit allemand des fusions est ancien. Il est pour la plus grande partie contenue dans le Code de commerce ; *Handelsgesetzbuch* (H. G. B.). Les articles 303 à 306 prévoient le cas où une société qui existe en absorbe une autre en augmentant son capital pour qu'il corresponde aux apports nouveaux.

Mais ces textes ne prévoient pas les cas où toutes les sociétés fusionnées s'éteignent pour laisser la place à une nouvelle qui reprendra leur actif. Pour celles-ci, il suffira d'appliquer les textes généraux relatifs à la liquidation et à la constitution des sociétés. Mais nous verrons que c'est le premier cas qui se pratique surtout, ou, quand il ne se pratique pas, qu'on tourne la difficulté autrement.

2. Voici ce que dit le Code :

§ 303. — « Il n'est possible de modifier la destination du patrimoine d'une société par aliénation de ce patrimoine qu'après décision de l'Assemblée générale. La décision doit obtenir une majorité qui soit d'au moins des trois-quarts du

capital représenté à l'Assemblée; le contrat de société peut encore exiger d'autres conditions plus rigoureuses.

Cette décision a pour conséquence la dissolution de la société dans la mesure où elle n'était pas déjà dissoute.

Les prescriptions des paragraphes 294-302 s'appliquent relativement au rôle des liquidateurs dans le règlement des affaires et des comptes que l'exécution de la mesure décidée comporte. L'apport du patrimoine à l'acquéreur ne doit avoir lieu qu'après qu'on a observé les prescriptions des paragraphes 297, 301 sur le partage entre les actionnaires.

§ 304. — Si le patrimoine d'une société anonyme est acquis en entier par le Reich, un état ou une commune, on peut convenir que la liquidation n'aura pas lieu.

La décision de l'Assemblée générale indiquée au paragraphe 303 alinéa 1 est aussi nécessaire pour une telle convention.

Le Conseil doit inscrire au registre du commerce la décision de l'Assemblée générale en même temps que la dissolution de la Société; ce contrat passé avec l'acquéreur doit être joint à l'inscription en original ou en copie conforme.

La décision n'a aucun effet avant que l'entérinement n'ait été effectué auprès du Tribunal, dans l'arrondissement duquel se trouve le siège de la société.

Après l'enregistrement de la décision, la transmission du patrimoine de la société y compris les dettes, est accompli, la firme ou la société est éteinte.

§ 305. — Si le patrimoine d'une société anonyme dans son ensemble est transmis à une autre société anonyme ou à une société en commandite par actions en échange d'actions de la société absorbante, les prescriptions des paragraphes 278, alinéa 1, 280 alinéa 2, 281, 282 alinéa 1, 284 alinéas 2 et 3 ne s'appliquent pas à l'augmentation de capital de la société absorbante.

§ 306. — S'il est stipulé dans le cas du paragraphe 305 qu'une liquidation du patrimoine de la société dissoute ne doit pas avoir lieu, les prescriptions du paragraphe 304 trou-

vaient dans leur application ; de plus il faut tenir compte des prescriptions suivantes.

Le patrimoine de la société dissoute doit être administré séparément par la société absorbante.

La situation juridique de la société dissoute subsiste jusqu'à la réunion des patrimoines des deux sociétés.

Dans les rapports des créanciers de la société dissoute avec la société absorbante et les autres créanciers de celle-ci, le patrimoine français compte jusqu'à ce moment comme patrimoine de la société dissoute.

La réunion des deux patrimoines ne doit avoir lieu qu'après que les créanciers de la société dissoute ont été remboursés par l'autre société d'après le paragraphe 297 de la déclaration de leurs créances, et après qu'on aura observé l'article 301 pour le partage du patrimoine entre les actionnaires.

Les membres du Conseil d'administration et du Conseil de surveillance de la société absorbante sont responsables vis-à-vis des créanciers de la société dissoute de la direction de l'administration séparée comme codébiteurs, les membres du conseil de surveillance dans la mesure où l'union des patrimoines des deux sociétés a eu lieu à leur connaissance et sans leur opposition.

3. Dans l'article 303, il s'agit du cas très général de l'achat du patrimoine tout entier d'une société par un tiers. Le paiement de ce patrimoine aura lieu sous la forme qu'on voudra. Nous laisserons de côté ces généralités pour le moment.

L'article 304 traite du cas où l'acquéreur est le Reich, un état ou une commune. Nous l'éliminons également, car le problème tel que nous l'avons posé se restreint aux articles 305 et 306.

Il y a fusion, parce que le patrimoine de la société

absorbée passe tout entier aux mains de la société absorbante et parce que l'on donne aux actionnaires de la société absorbée en échange de l'apport qu'ils font des actions de la société absorbante.

S'il y a liquidation de la société absorbée, la fusion est dite imparfaite : article 306.

4. Quelles sont les conditions d'appréciation de l'article 305.

1^o La société absorbante ne peut être qu'une société allemande ;

2^o La contre-prestation de l'apport fait ne peut consister qu'en actions de la société absorbante ;

3^o La liquidation de la société absorbée doit précéder la fusion.

Telles sont les conditions générales.

Il faut en outre pour chaque cas particulier une délibération de l'Assemblée générale de la société absorbante, qui obtienne une majorité des trois quarts du capital représenté. Cette assemblée peut avoir ratifié la fusion, décidée par le Conseil d'administration ; il se peut qu'elle en soit dispensée, cela dépend des statuts. Dans tous les cas, elle doit voter l'augmentation du capital qui correspond aux nouveaux apports.

Du côté de la société absorbée, une assemblée générale doit, dans les mêmes conditions de quorum, voter la fusion, d'où il résulte dissolution et liquidation.

La liquidation a en effet lieu *ipso facto*. La société

absorbée subsiste un certain temps, comme société en liquidation, temps pendant lequel les liquidateurs terminent leurs opérations en cours. Ce délai est d'au moins un an (Sperrjahr) pour permettre aux créanciers de se déclarer. Mention doit être faite au registre de commerce de la liquidation effectuée.

Le patrimoine tout entier, actif et passif de la société absorbée devient en même temps la propriété de la société absorbante. Mais elle ne pourra en disposer qu'après l'expiration du délai d'un an (Sperrjahr).

Les actionnaires de la société absorbée ont droit à une contre-prestation qui se traduit par une participation proportionnelle à leurs droits et à l'estimation faite de l'apport, sous forme d'actions de la société absorbante. Le rapport des actions nouvelles aux anciennes devra avoir été fixé dans le contrat de fusion. Il va sans dire que si la société absorbante possédait déjà des actions de la société absorbée, il n'y a pour ces actions aucun échange à faire ; si elle avait acheté tous les titres, il n'y aurait aucune augmentation de capital à faire. Mais alors mention doit en être faite dans la résolution de l'Assemblée.

Au sujet de cette augmentation de capital, on doit noter que, contrairement à l'habitude, on augmente le capital sans devoir exiger des anciens actionnaires la libération préalable de leurs titres en totalité, la fusion s'opère avec une sorte de rétroactivité.

Mais l'augmentation de capital n'est pas toujours en proportion avec le nouvel apport, et la loi n'exige pas qu'elle le soit. Si l'on a voulu constituer une réserve secrète, on pourra faire une émission qui se trouve inférieure à la valeur de l'apport. Il y a encore constitution d'une réserve, si les actions ont été émises au-dessus du pair. Autrement dit, il s'agira toujours de savoir quel pourcentage de l'apport représente l'émission de nouvelles actions, et ce sera rarement la valeur exacte.

5. Cette réglementation est bonne, elle facilite déjà les fusions, mais elle n'est pas encore suffisante. Une société qui en absorbe une autre ne demande pas que celle-ci soit liquidée d'abord. Elle a besoin de son actif immédiatement. Le Code allemand prévoit donc une dernière forme de fusion, mieux adaptée aux nécessités d'une évolution économique rapide.

C'est celle de l'article 306.

On y appliquera les mêmes prescriptions que celles qui sont prévues dans l'article 305 pour la délibération de l'assemblée générale.

Il suffit d'une déclaration dans le contrat de fusion pour éviter la liquidation de la société absorbée. Cette déclaration peut du reste être faite à part ou ultérieurement, elle peut résulter d'un acte sous seing privé, et même elle peut être contenue implicitement dans le contrat. Toutes les facilités sont donc accordées, il suffit de vouloir une fusion sous

liquidation et d'exprimer cette volonté pour que l'acte soit valable.

Quelles en sont les conséquences ? La société absorbée est éteinte aussitôt après l'enregistrement du contrat, et de la décision de son assemblée générale.

Toutefois, il n'y a pas tout de suite confusion des patrimoines. La société absorbante prend à sa charge les dettes de la société absorbée vis-à-vis des créanciers de cette dernière. Ceux-ci ont comme précédemment un an pour se déclarer ; pendant tout ce délai la gestion des patrimoines est séparée.

Elle l'est aussitôt que les nouvelles actions n'ont pas été distribuées aux actionnaires.

L'augmentation de capital se fait, comme dans le cas précédent, sans qu'on ait à libérer les anciennes actions.

6. Il nous reste à confirmer l'application de ces règles par un ou deux exemples :

Les Vereinigte Stahlwerke.

D'abord il s'agit bien d'une fusion et simplement d'une fusion. Les auteurs allemands qui l'appellent un trust n'emploient pas le mot juste. Le mot trust désigne une forme économique de concentration ou une pluralité d'entreprises qui a obtenu la domination d'un marché. Ceci n'a rien à voir avec les Verei-

nigte Stahlwerke qui contrôlent bien un peu le marché du fer en Allemagne mais qui n'ont ni l'étendue, ni la cohésion suffisante pour imposer leur seule volonté au marché.

Ce n'est pas non plus un syndicat ou un cartel. Un cartel est un organe qui réunit tous les producteurs d'un même produit et les lie par certaines conditions, tout en les laissant jouir d'une autonomie complète. Encore une fois, le Stahlverein ne réunit pas tous les producteurs de fer, et ceux qu'il réunit, il leur enlève complètement leur autonomie.

Il s'agirait d'une fusion, mais quel genre de fusion ?

Pour répondre à cette question, il faut examiner le texte du contrat. Voici en résumé ce qu'il contient :

Les exploitations des sociétés-mères, les réserves et les participations passent à la nouvelle société. L'objet est l'achat, l'exploitation et la mise en chantier de mines, d'aciéries et de laminoirs, ainsi que les exploitations adhérentes, avec la préparation et la production du fer et de l'acier, la mise en œuvre de tous les produits et l'exploitation des maisons de commerce. Les débiteurs et créanciers restent liés envers les sociétés mères. La contre-prestation consiste en l'attribution d'actions. Pour les valeurs difficiles à évaluer, on donnera des actions de jouissance, contre les stocks on donnera des espèces. Les sociétés deviennent actionnaires des Vereinigte Stahlwerke. Elles ne sont plus que des Holding Co. Seules Gel-

senkirchen et Rheinische Stahlwerke garderont quelques affaires.

Le cas des Vereinigte Stahlwerke n'a pas été prévu par la loi, comment faut-il l'interpréter ? Les sociétés, soi-disant fusionnées, ne sont ni dissoutes, ni liquidées. Elles continuent d'exister ; quelques-unes sont encore des entreprises. En réalité, il y a eu seulement fondation d'une nouvelle société. Cette nouvelle société a constitué son capital avec des apports faits par d'autres sociétés ; et ce sont les autres sociétés qui sont devenues actionnaires de la première. On aboutit à une combinaison financière et non à une combinaison juridique. Pourquoi ? Le procédé était-il plus avantageux ? Était-il moins coûteux au point de vue fiscal ? Donnait-il plus de souplesse à l'organisation ? Est-ce que cette solution de fait remplace efficacement la solution juridique ?

Si on a adopté cette solution, c'est qu'elle présentait des avantages. Du point de vue fiscal on évitait de payer l'impôt de fusion. Mais surtout, elle permettait à la nouvelle société de n'absorber que les exploitations des anciennes sociétés en leur laissant leurs dettes. Enfin, au point de vue de la production, la fusion n'aurait pas apporté plus d'unité.

CHAPITRE III

L'INTERESSENGEMEINSCHAFT

1. Deux entreprises ou plusieurs veulent lier leurs opérations et combiner leurs intérêts ; elles conviennent qu'elles mettront en commun leurs bénéfices et qu'elles partageront la masse ainsi constituée suivant un pourcentage fixé. Ce contrat extrêmement simple qui n'est qu'une mise en commun des bénéfices est connu en Allemagne sous le nom d'Interressengemeinschaft ou communauté d'intérêts.

Les modalités de la convention peuvent être plus ou moins compliquées. Nous les indiquerons en prenant un exemple de contrat qui nous montrera tous les avantages économiques qu'on peut en tirer. Nous en déterminerons ensuite la nature juridique.

2. Le contrat que nous allons étudier est le contrat d'Interressengemeinschaft entre l'Interressengemeinschaft Farbenindustrie Aktiengesellschaft et le groupe des poudres Dynamit Nobel. Notons que le mot Interressengemeinschaft qui se trouve dans la dénomination du groupement chimique ne veut rien dire.

La société I. G. Farbenindustrie et Dynamit Nobel conservent leur autonomie juridique et économique. Les pertes et profits de Nobel sont établis d'abord sur la base de bilans provisoires, pour lesquels un minimum d'amortissement et de tantièmes est garanti. Ils sont inscrits ensuite au compte de l'I. G., qui garantit à Nobel les sommes nécessaires pour donner aux actionnaires de Nobel un dividende égal à la moitié du dividende I. G.

Déjà ici le contrat se complique : en échange des bénéfices des parties, l'autre partie lui garantit un certain dividende. Mais s'il y a perte, on partage le déficit :

« Si, après inscription des pertes et profits des deux sociétés, il y avait un déficit au bilan de l'I. G., le déficit sera réparti entre les deux sociétés dans le même rapport que les dividendes des actions ordinaires I. G. et Nobel. »

Le contrat prévoit d'autres avantages pour les actionnaires :

« Si l'I. G., au cas d'augmentation de capital, accorde à ses actionnaires un droit de souscription, les actions de Nobel auraient un droit de souscription aux nouvelles actions I. G., dans le même rapport 1 : 2, de telle sorte que 200 marks d'actions Nobel pourront souscrire à 400 marks I. G. »

Et maintenant, voici le trait presque essentiel du contrat, parce que la plupart des communautés d'intérêts finissent par aboutir à des fusions :

« En même temps, l'I. G. peut toujours déclarer vouloir reprendre par fusion le patrimoine entier de

Nobel, dans le rapport indiqué. Si l'assemblée générale de Nobel refuse la fusion, l'I. G. a le droit de dénoncer le contrat de communauté pour la fin de l'année commerciale courante. En ce cas, l'I. G., qu'elle use ou non de son droit de dénonciation, peut réclamer que la totalité des terrains, bâtiments, machines, outillage et participation, existant à la fin de l'année ou une partie seulement de ces éléments librement fixés par l'I. G., lui soit remis à la valeur comptable portée au dernier bilan.

A partir du 1^{er} janvier 1927, chaque actionnaire de Nobel a le droit de réclamer l'échange de ses actions contre des actions I. G. dans le rapport indiqué. Les actionnaires conservent ce droit d'échange même si les traités existants devaient être déclarés caducs ou modifiés, pour n'importe quel motif ».

Il s'agit donc d'un lien contractuel par lequel les parties sont dans l'obligation de mettre en commun les bénéfices et les pertes : c'est bien une société de droit civil (paragraphe 722, alinéa 2 B.G.B). Dans cette société, il n'y a pas de fonds social, de capital ; il n'y a que des obligations ; c'est la différence qui distingue ce contrat du pool américain.

L'interessengemeinschaft comprend souvent aussi une entente par laquelle on élimine désormais toute concurrence entre les deux entreprises. On délimite leur rayon d'action. On peut ainsi prévoir qu'une des entreprises fournira tout ou partie de sa production à l'autre.

Mais ce qui caractérise l'Interessengemeinschaft, c'est la mise en commun des bénéfices, le partage pouvant être remplacé par une garantie de dividende. Les autres clauses existent parfois aussi : l'I. G. a passé avec Riebeck'sche Montanwerke un contrat en tous points semblable à celui que nous avons étudié.

CHAPITRE IV

LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

En étudiant l'industrie chimique ou l'industrie de l'électricité, nous avons eu l'occasion d'ajouter après avoir énuméré les entreprises qui constituaient le fondement de tel ou tel groupement : cette société possède aussi des participations dans un certain nombre d'affaires.

Au point de vue juridique, la participation financière est un droit d'association d'une entreprise à une autre, sous forme d'actions, de parts ou de capitaux. Dans les bilans, on les inscrit dans un compte à part. Les participations ne sont généralement qu'une partie de l'actif. Mais il existe des sociétés dont c'est le seul but, le seul actif. Ce sont des sociétés de participations ou sociétés financières. En Angleterre, on les appelle *Investments-trusts*, en Allemagne *Effektenübernahmegesellschaften*, aux États-Unis sociétés de contrôle ou *Holding-companies*. Tous ces termes sont synonymes et désignent les sociétés dont le seul but et le seul moyen d'action est la participation financière ; mais nombreuses sont les combinaisons mixtes d'exploitations indus-

trielles et de participations : c'est ce qu'on appelle les Konzerns.

Plusieurs cas se présentent.

1. Si la totalité des actions appartient à la société holding, comme il en est de « Westdeutsche Sprengstoffwerke A. G. Köln, dont les actions sont la propriété de l'I. G. Farbenindustrie et de Dynamit Nobel, cette appropriation équivaut à une fusion ; la direction de l'affaire est entièrement aux mains de l'I. G. et de Dynamit Nobel. La fusion s'opérera le jour où l'I. G. le voudra. Le seul avantage actuel est la distinction des patrimoines et des responsabilités.

2. Mais ce moyen peut être obtenu plus économiquement, en se contentant de posséder la majorité des actions, majorité qui élit le conseil de direction et le conseil de surveillance. On trouve cette majorité en faveur de l'I. G. Farbenindustrie dans les Rheinische Stahlwerke qui doivent livrer toute leur production de charbon à l'I. G., si bien que dans son rattachement aux Vereinigte Stahlwerke on n'a pu comprendre ces mêmes mines de charbon. Juridiquement le lien est nul ; économiquement il est très fort parce que financièrement il existe.

3. Enfin il se peut qu'une société en domine une autre sans pour cela avoir la majorité, parce qu'elle

a d'autre part une garantie suffisante. La « Riebecksche Montanwerke A. G. » nous servira d'exemple ; son capital est de 50 millions, l'I. G. Farbenindustrie ne possède que 42.500.000 marks de ses actions, mais les deux sociétés ont conclu un contrat de communauté d'intérêts tels que l'I. G. peut décider d'un jour à l'autre l'absorption des Riebecksche Montanwerke.

Il n'y a pas de règle générale pour les participations financières ; leur valeur est une question de fait. Elles permettent un nombre infini de combinaisons : fusions, communautés d'intérêts, filiales, omniums ou holding. Les banques et les sociétés financières s'en servent pour contrôler des entreprises. C'est peut-être dans l'industrie électro-technique qu'on a le plus employé ce moyen pour le contrôle des filiales ou des sociétés à l'étranger. On les retrouve dans le domaine international pour des sociétés de pétrole :

Ainsi la Deutsche Gasolin A. G., Berlin Schöneburg, ancienne firme de Stinnes, au capital de 11 millions possède des filiales à Stuttgart (100 %), à Hanovre (100 %) à Neuhoof-Hamburg (75 %) à Dortmund (50 %) à Hambourg (75 %) à Francfort. Mais de son côté, ses propres actions sont aux mains de l'I. G. Farbenindustrie, de Riebeck-Montan, de Standard Oil et de Shell.

Les participations permettent également les influences personnelles, c'est grâce à son paquet d'actions dans de nombreuses affaires métallurgiques

qu'on trouve le même industriel Friedrich Flick président du conseil de surveillance des Mittel-deutsche Stahlwerke et membre du conseil de surveillance des Vereinigte Stahlwerke ; on le retrouve du reste dans les Oberschlesische Hüttenwerke et dans les influences du Stahlverein en Pologne.

Quand les participations sont réciproques, il n'y a pas toujours subordination d'une entreprise à l'autre ; cela signifie simplement qu'on renonce à la concurrence. L'échange d'actions qui donne ce résultat est facilité en Allemagne par ce qu'on appelle actions de réserve (Vorrats aktien). Ce sont des actions qu'on met, sous certaines conditions, à la disposition du conseil pour qu'il ait un moyen de négocier des absorptions ou des échanges. À la fondation de l'I. G. Farbenindustrie, on avait fixé leur montant à 200 millions.

Nous voyons que les participations qui ont eu lieu entre les sociétés sont un moyen de concentration industrielle dont on a beaucoup usé en Allemagne. Il n'est employé qu'en second ordre, après la fusion mais au même titre que la communauté d'intérêts, et sur une échelle beaucoup plus vaste à cause de sa souplesse et de ses fins multiples.

CHAPITRE V

LES SYNDICATS

Nous avons commencé cette deuxième partie par l'étude du contrat qui unit si intimement deux entreprises que par la suite elles se confondent. Nous le terminons par l'étude du contrat qui laisse vivre les entreprises dans l'autonomie la plus entière mais qui leur impose néanmoins quelques obligations : c'est le contrat de syndicat.

Il répond à deux besoins très simples : éviter la concurrence inutile, éviter la surproduction. Pour cela on fera un règlement qui, d'une part fixera un minimum de prix de vente, qui, d'autre part, déterminera la production que chaque entreprise doit fournir. Ce règlement est proposé et ratifié. Ceux qui y ont adhéré peuvent être poursuivis devant les tribunaux s'il n'en observent pas les conditions. Ils sont en outre passibles des amendes prévues dans le règlement.

Tel est le schéma du contrat de syndicat. On le retrouve dans la plupart des contrats si variés qu'ils soient. Les syndicats sont en Allemagne nombreux et anciens ; ils se sont surtout développés pour les

matières premières et les produits demi-finis : acier, charbon, potasse, etc.

Du simple contrat on peut arriver à des formes beaucoup plus compliquées. On peut aboutir notamment à la constitution d'une société anonyme. Les adhérents au contrat qui devient tout simplement les statuts de la société, sont les actionnaires de la société. Ils remettent leur production aux comptoirs de la société qui se charge de la vente. Le prix d'achat est convenu d'avance, le prix de vente varie selon l'état du marché. Mais on s'efforce de le maintenir le plus régulier possible.

Il arrive aussi que le syndicat soit seulement une société civile. C'est le cas pour les cartels ou syndicats qu'on appelle « sans centralisation des débouchés » ou de pur contingentement. Les commerçants y trouvent l'avantage de ne pas perdre leurs clients de vue. Ainsi dans le syndicat de l'acier fondu des usines de Haute-Silésie les affaires sont dirigées par un comité de quatre membres et un directeur. Le pouvoir supérieur appartient à l'assemblée des membres du syndicat. Les usines concluent leurs ventes elles mêmes ; elles ont leur propre organisation de vente et leur propre clientèle ; elles sont seulement liées au prix minimum fixé par le syndicat. Chaque usine a son chiffre de participation. A la fin de l'année on fait les comptes. Pour dépassement du chiffre de participation, chaque usine doit verser à la caisse syndicale 5 % de la valeur des produits qui sont en trop, tandis que toute usine qui n'a

pas atteint son chiffre de participation a droit à 4 % de la valeur des produits non livrés, somme qui est prise dans la caisse syndicale.

Les syndicats aboutissent à des monopoles de fait. Quelle allait être l'attitude du gouvernement après la guerre ? Ils obligent les parties à l'exécution de certaines obligations. Comment les tribunaux allaient-ils sanctionner ces conventions ? Nous allons répondre à ces deux questions.

L'ordonnance sur les cartels, la Kartellverordnung date du 2 novembre 1923.

Elle s'applique d'une façon générale à toutes les manifestations abusives de la puissance économique. Elle sévit contre l'abus délictueux qui peut être commis par des cartels, des syndicats, des conventions, ou par toutes conditions similaires ou résulter de certains arrangements conclus par des entreprises isolées ou par des coalitions d'entreprises, dans la forme de trusts ou de communautés d'intérêts, à l'exception des fusions.

ART. 1^{er}. — Tous contrats et toutes ententes renfermant des engagements relativement à la marche de la production ou de la vente, à l'application des conditions commerciales, au mode d'établissement des prix ou au fait d'exiger certains prix (syndicats, cartels, conventions et arrangements similaires) requièrent la forme écrite.

ART. 2. — Il est défendu d'engager sa parole d'honneur pour donner plus de force à une obligation comme celles visées par l'article 1^{er}.

ART. 3. — Toute convention de nature à entraver un recours au Tribunal des Cartels ou l'application de l'ordonnance est entachée de nullité.

ART. 4. — Tout contrat ou toute délibération, comme ceux visés par l'article 1^{er}, ou tout mode particulier d'exécution, de nature à compromettre l'économie nationale ou le bien public, peut amener le Ministre de l'Economie publique :

1^o A requérir le tribunal des cartels de déclarer la nullité de ce contrat ou de cette délibération, ou d'interdire un mode particulier d'exécution ;

2^o A statuer que chacune des parties au contrat ou à la délibération pourra, à tout moment et sans préavis, dénoncer le contrat ou se retirer de la délibération.

On considérera que l'économie nationale et le bien public sont particulièrement susceptibles d'être compromis quand, et sans motif, économiquement justifiable, la production et la vente sont restreintes, les prix augmentés ou maintenus élevés, ou lorsque dans le cas de prix convenus en or, une prime de risque de change est encore perçue, ou lorsque la liberté commerciale subit des atteintes injustifiées par suite de boycottage à l'achat ou à la vente, ou de l'établissement de prix ou de conditions différentiels.

ART. 8. — Tout contrat ou toute entente d'une des formes indiquées dans l'article 1^{er} peut être à tout moment dénoncé par les parties, si elles ont un motif grave. On considère comme tel le fait d'avoir sa liberté injustement restreinte pour produire, vendre ou tarifer. Le tribunal des cartels appréciera les motifs de dénonciation produits.

ART. 10. — Dans le cas où, et par un abus de puissance économique, les clauses commerciales ou des modes de détermination des prix de la part d'entreprises ou de groupements d'entreprises (trust, communauté d'intérêts, syndicats, cartels, conventions et tous arrangements similaires) seraient de nature à compromettre l'économie nationale ou le bien public, ce tribunal des cartels pourra, à la requête du ministre de l'Economie publique autoriser les tiers lésés à dénoncer tous les contrats conclus sous les conditions contestées.

ART. 17. — Toute transgression des prescriptions de l'ordonnance peut être punie d'une amende infligée par le Tri-

bunal des cartels à la requête du Ministre de l'Economie publique.

ART. 18. — Le fait, et même la tentative d'empêcher un intéressé d'user des droits que lui donne l'ordonnance sont punissables de prison et d'amende.

ART. 19. — Les dispositions de l'ordonnance ne s'appliquent pas aux syndicats obligatoires, ni aux conventions commerciales ou de prix prescrits ou approuvés par les Pouvoirs publics.

L'ordonnance ne vise pas seulement les monopoles. Elle vise les puissances économiques. Il y a puissance économique quand un entrepreneur ou un groupement d'entrepreneurs, grâce au capital investi dans leurs entreprises, ou par le moyen d'une main-d'œuvre à leur disposition spécialement habile ou encore de certains droits exclusifs, il sont en mesure d'exercer une influence appréciable sur le marché et spécialement sur la variation des prix dans la branche d'industrie considérée.

L'ordonnance se rapporte exclusivement aux contrats de ce genre. Sont chargés de la poursuite le ministre de l'Economie publique, celui de l'Alimentation et de l'Agriculture et au besoin les Etats.

L'Etat contrôle : les rapports des membres du syndicat entre eux, les rapports du syndicat avec les tiers. Les sanctions sont la nullité du contrat ou l'ordre de se retirer individuellement.

Le motif grave pour lequel le tribunal intervient est assez vague. On cite le cas de l'obligation résultant de leur contrat pour les membres d'un cartel d'observer un certain prix minimum, lorsqu'à ce

niveau la concurrence avec les outsiders, qui pratiquent des cours encore inférieurs, est impossible. De même l'obligation de se conformer à un barème de prix tellement élevés que la conscience de tout commerçant honnête la réprouverait ou si la propriété d'un seul des membres du cartel se trouve compromise par des dispositions de cette nature cela suffit à constituer un motif grave.

Par contre, le Tribunal des cartels est très strict en ce qui concerne le respect des engagements souscrits par les adhérents à un syndicat ou cartel. Nombreuses sont ses décisions à cet égard :

Quiconque adhère à un cartel s'oblige à respecter ses clauses de prix (Kartell-Gericht-7-1-1925).

Des circonstances qui existaient déjà au moment de la constitution du cartel ne peuvent être invoquées en faveur d'une dénonciation (K. G. 26-3-1924).

Qu'un cartel refuse d'élargir ou d'aggraver ses conditions primitives ne constitue pas un motif de dénonciation (K. G. 11-12-1924).

Ne constitue pas un motif de dénonciation le fait que les opérations d'un des adhérents sont devenues plus difficiles, lorsque cette difficulté a pu être prévue au moment de l'entrée dans le cartel (K. G. 16-3-1925).

Quiconque ne respecte pas les clauses de prix établies par le cartel, peut se voir appliquer une sanction pour ce motif, sans qu'il ait pour cela le droit de sortir du cartel. (K. G. 9-5-1925).

Des motifs qui en soi pourraient légitimer une

dénonciation ne sont pourtant pas recevables, s'ils sont suffisamment anciens pour n'avoir plus aucune importance à l'égard de la conjoncture actuelle (K. G. 11-12-1924).

Une dénonciation en vertu de l'article 8 n'est pas nouvelle, même si les motifs s'en trouvent, lorsqu'avant de recourir au Tribunal des Cartels on n'aura pas épuisé toutes les procédures statutaires de conciliation (K. G. 15-5-1925).

En réalité, l'ordonnance s'applique surtout aux engagements pris par les adhérents. Elle répond aux tendances des syndicats qui cherchent non pas à profiter d'un monopole de fait mais à organiser et à diriger la production.

Ce tribunal d'exception est sans appel.

On le voit par tous ces exemples, l'esprit dans lequel l'ordonnance a été appliquée depuis 1924 n'est nullement hostile aux unions de producteurs. En cela il ne correspond pas exactement au but de l'ordonnance. Celle-ci a été promulguée en 1923, à un moment où les coalitions étaient assez mal vues. Depuis, on a changé : les syndicats et les cartels ont gagné la faveur de jadis ; on a reconnu leur mission comme utile. On les aidera donc à maintenir la discipline économique. Ils sont un des facteurs de la réorganisation industrielle.

Il ne faut pas oublier que l'Allemagne est le pays des syndicats obligatoires : Syndicat de la Potasse en 1910 ; plusieurs syndicats de charbon.

Ce sont, il est vrai, des exceptions, la libre con-

currence est reconnue en principe. Mais, dans l'esprit de beaucoup d'industriels ou commerçants, il paraît tout à fait naturel que leur majorité impose à la minorité le cartel. Les outsiders sont poursuivis avec une énergie farouche ; au nom de l'intérêt général, on les ruine ou on les achète. Et c'est pourquoi ces syndicats obligatoires ne sont pas tellement éloignés des conceptions de l'industrie privée.

Etudions maintenant deux contrats de syndicats parmi les plus importants : celui du syndicat de l'acier et celui du syndicat Westphalo-rhénan du charbon.

Le Syndicat de l'acier.

Ce syndicat se présente comme un contrat de société anonyme qui a pour objet la limitation de la production aux besoins du marché, sans pour cela s'occuper de la vente. Ce syndicat entre donc dans la catégorie des cartels de contingentement.

Le Stahlwerksverband, organe exécutif de la Rohstahlgemeinschaft a pour objet « le développement de l'industrie de l'acier par la concentration et la collaboration confiante des forces économiques intéressées ; l'adaptation de la production d'acier brut des contractants aux besoins présents, la réalisation des buts économiques à l'intérieur et à l'étranger ».

Les organes d'exécution sont l'Assemblée générale, les commissions, les services administratifs. Les

statuts donnent les règles nécessaires à leur sujet. « Dans les assemblées générales, chaque contractant possède une voix par fraction de 50.000 tonnes de son chiffre de participation. » Ce droit de vote est simplement proportionnel à la production. « Les décisions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité des voix sauf dispositions contraires du présent contrat. Des décisions qui restreignent les contractants à des obligations non explicitement prévues dans le contrat, doivent être prises à l'unanimité. »

Tout le travail se fait dans les commissions.

La première assemblée générale de chaque exercice élit trois commissions permanentes :

- a) La commission des ventes ;
- b) La commission syndicale ;
- c) La commission d'affaires extérieures.

Nous allons préciser le rôle de chacune.

La commission des ventes fait l'examen continuuel de la situation du marché à l'étranger et à l'intérieur ; elle étudie la capacité d'absorption du marché en ce qui concerne les produits sidérurgiques ; elle prépare une résolution à soumettre à l'Assemblée générale au sujet de l'adaptation de la production d'acier à la capacité d'absorption du marché par une diminution ou une augmentation proportionnelle des chiffres de participation des contractants. Elle présente un rapport sur la contestation qu'elle a faite.

La commission syndicale fait des études pour la conclusion d'ententes.

La commission des affaires extérieures représente la société dans toutes les négociations de caractère international.

Un point qu'il faut préciser, c'est ce qu'on entend par production d'acier brut. Voici ce que dit le contrat : « Par production d'acier brut, on entend tout l'acier obtenu à l'intérieur des frontières douanières pour les adhérents : aciers Thomas, Bessemer, Siemens-Martin, au creuset, à l'arc électrique ou acier obtenu par tout autre procédé.

Le contrat spécifie les règles de répartition de la production.

1^o Chaque contractant reçoit un chiffre annuel de participation en acier brut basée sur la production d'un mois pris au choix dans la période qui va du 1^{er} janvier 1922 au 31 octobre 1924. Pour aboutir à un accord, des participations supplémentaires ont été accordées dans des cas particuliers lors de l'adoption du contrat. »

La liste des participations de base fait partie du contrat. La participation est diminuée ou augmentée du pourcentage fixé pour le mois considéré par l'Assemblée générale. La modification peut être plus importante.

« Si pendant une période de temps d'au moins deux mois consécutifs, l'Assemblée générale a laissé la production libre, on substitue comme nouveau quantum annuel aux chiffres de participation fixés par ce contrat (participation de base et participation supplémentaire) quatre fois la production d'acier

brut réalisée par chaque contractant, au cours de trois mois consécutifs de production libre. »

Les pouvoirs de l'Assemblée générale à cet égard sont puissants :

« L'Assemblée générale décide des cas de force majeure entravant la production.

Les décisions de l'Assemblée générale relatives aux réductions que subira la production mensuelle d'acier brut doivent être prises, autant que possible, avant la fin du mois pour le mois qui vient immédiatement après le mois suivant.

L'Assemblée générale peut décider, le cas échéant, qu'une réduction ne doit pas s'appliquer à des produits déterminés. »

Ses pouvoirs ont une limite :

« Les réductions de production d'acier brut que l'Assemblée générale pourrait décider s'appliquent uniformément à tous les contractants, jusqu'à concurrence de 25 % de leur participation (participation de base plus participation supplémentaire).

En cas de réduction supérieure à 25 %, le tonnage mensuel que chaque adhérent est en droit de produire, s'obtient en ajoutant au nombre obtenu en faisant état de la réduction décidée, la réduction de même importance opérée sur la consommation propre et la consommation du Konzern. » Autrement dit, on veut qu'une usine qui ne produit pas autant, réduise en même temps sa propre consommation d'acier et celui du groupe d'affaires ou Konzern auquel elle appartient. « Le nombre ainsi cal

culé fournit le contingent définitif de la production. Toutefois, la réduction finale doit s'élever à 25 % au minimum. »

Ce qu'on entend consommation propre du Konzern, c'est l'acier employé aux produits demi-finis, au matériel de voie ferrée, aux fils, tôles, tubes, moulages et pièces de forge. On évalue ces produits en lingots.

Il faut prévoir le cas où certaines entreprises s'unissent. « Tout contractant a le droit de réunir sa participation de base, à titre temporaire ou définitif, à celle d'un ou de plusieurs autres contractants. Il doit en aviser les Services administratifs du Syndicat en leur indiquant sa production mensuelle ; ceux-ci réunissent les participations ainsi bloquées pour la détermination des avances et des retards. »

Au cas où les participations sont dépassées il y a une sanction : « Si, pendant deux mois consécutifs, un contractant a dépassé le contingent global auquel il avait droit pour l'ensemble de ces deux mois, il est tenu de verser immédiatement à la caisse du Syndicat, sur l'incitation des services administratifs, une somme de 25 marks par tonne d'acier brut produite en excédent. »

Les paiements sont facilités dans la mesure suivante : « A titre d'avance sur les sommes qu'il aura éventuellement à verser, tout contractant doit remettre aux Services administratifs dans un délai de quatre semaines à dater de la signature du présent contrat, des traites à vue dont le montant est calculé à raison de 0,50 mark par tonne de parti-

cipation annuelle. A l'échéance, les Services administratifs mettent les traites en circulation à moins que le débiteur ne préfère verser la valeur en espèces. En cas de négociation de ces traites, le contractant intéressé est tenu de remettre immédiatement de nouvelles traites d'une valeur initiale identique. »

Pour trancher les conflits, on institue une commission centrale. Voici ce qui se passe dans le cas contraire : si un contractant n'a pas atteint le chiffre de sa participation.

« Si sur deux mois consécutifs, un contractant n'a pas utilisé entièrement le total de sa participation de base pour ces deux mois, il est crédité de la différence entre ce total et la production réalisée pendant les deux mois considérés. Les bonifications correspondant aux quantités dont il est ainsi crédité lui sont versées à la fin de chaque exercice au prorata des sommes encaissées par le syndicat sur les excédents de production et jusqu'à concurrence de 25 marcks par tonne. »

Les syndicats ont besoin d'une réglementation minutieuse. Ils doivent prévoir tous les cas de la production, étudier les marchés, mettre d'accord un nombre très grand de contractants cette tâche a peu à peu été simplifiée au fur et à mesure que les entreprises métallurgiques se sont unies... les Vereinigte Stahlwerke. Mais alors le syndicat perd son équilibre ; il est aux mains d'une majorité très suivie et cohérente. C'est souvent pour éviter ces résul-

tats que le gouvernement a imposé certains syndicats.

En tout cas le syndicat de l'acier a grandement facilité les négociations du cartel international de l'acier.

Le Syndicat Westphalo-rhénan du charbon.

Nous avons dit tout à l'heure qu'il existait des syndicats obligatoires, et qu'il existait aussi, dans un autre ordre d'idées, des syndicats qui ne se contentaient pas de limiter et de répartir la production, mais qui prenaient à leur charge la vente des produits. Le syndicat du charbon Westphalo-Rhénan est à la fois tout cela.

C'est une société par actions. Les seuls actionnaires sont les propriétaires des charbonnages adhérents. Ils possèdent des actions en proportion de leur capacité d'extraction. Il est convenu dans le contrat que le syndicat leur achète toute leur production de charbons, carbonisés ou agglomérés, dans la mesure où elle n'est pas absorbée par les usines ou leurs annexes métallurgiques. Le syndicat s'engage à revendre cette production dans l'intérêt de tous les exploitants. Du prix, il est seul juge ; mais les bénéfices, il ne les garde pas, car déduction faite d'un pourcentage représentant les frais généraux et commerciaux (frais de commission, publicité, représentation) ils sont tous portés en compte de chacun des adhérents suivant son coefficient de participation.

Les charbonnages n'ont pas toute leur indépendance. Ils perdent le droit de traiter directement avec des acheteurs. Ils s'engagent à vendre la totalité de leur production exclusivement au syndicat, à l'exception de certains tonnages à usage nettement défini et vérifié avec soin, précisés dans le contrat.

Les entreprises abandonnent complètement le côté commercial de leurs affaires. C'est notamment le syndicat qui conclut les contrats de prestation en nature avec la métallurgie française, belge ou italienne.

TROISIÈME PARTIE

Nous avons décrit l'évolution des principales industries, nous avons dit par quels moyens cette évolution s'opérait, mais cela ne suffit pas. Il nous reste à faire sauter les barrières que nous avons données à chaque industrie pour la clarté de l'exposé, et à replacer l'Allemagne au milieu de l'Europe.

Depuis plus ou moins longtemps, les industries se pénètrent les unes les autres. Il n'y a pas entre elles ces cloisons étanches qui existaient autrefois. Pour se développer, pour s'affranchir de toutes sortes de servitudes, les entreprises se sont complétées. La grande industrie devient de plus en plus un tout, un ensemble un peu imprécis, mais relativement homogène. C'est cette interpénétration des industries que nous devons étudier.

De même pourquoi isoler l'Allemagne ? Son industrie a besoin d'expansion, de débouchés ; elle doit vivre largement, et non pas étreinte dans les limites du territoire allemand. Pour vivre cette vie large, il fallait lutter contre des concurrents bien outillés,

d'une lutte qui menaçait d'être longue et coûteuse ; mieux valait s'entendre pour limiter la production, et maintenir des prix élevés. On adopta la seconde méthode. Nous en verrons les résultats.

CHAPITRE I

L'INTERPÉNÉTRATION DES INDUSTRIES

Une industrie qui veut se compléter aura le choix entre deux chemins ; elle pourra ou bien chercher à s'assurer directement des matières premières ou bien chercher à s'assurer des consommateurs. Les deux chemins pourront du reste être suivis en même temps.

Parmi les matières premières, il en est une qui est commune à un certain nombre de grandes industries, tout en étant universellement employée. Cette matière première, c'est le charbon : élément essentiel de la fabrication du fer et de l'acier, des engrais et produits chimiques, du gaz et de l'électricité. Le charbon a des qualités de combustibles et des qualités intrinsèques grâce aux produits qu'on peut en tirer. Nous avons déjà remarqué comment les grandes régions industrielles de l'Allemagne se confondaient avec les bassins houillers.

Or il se trouve que depuis quelques années, ce caractère s'accroît de plus en plus et il nous semble intéressant de noter à quel point les mines de houille ou de lignite sont devenues pour certaines industries un élément indispensable, pour

certaines autres une source de développement et un adjuvant précieux.

1^o La métallurgie et le charbon.

Charbon, coke, haut-fourneau, aciéries, tréfileries, laminoirs, ateliers de construction mécanique, nous savons combien tous ces éléments se complètent. L'union est intime entre la mine de charbon et l'usine et le terme allemand de Hüttenzeche (mine-usine) indique parfaitement qu'on n'a plus l'habitude de séparer l'une de l'autre. Ceci est particulièrement vrai dans la Ruhr. Nous avons eu beaucoup de mal à étudier séparément l'industrie du charbon. La mine se trouve à quelques centaines de mètres de l'usine : pas de frais de transports, pas de stockage inutile, matière première assurée, pas d'intermédiaire, pas de fluctuations dans les prix de revient, bonne qualité du charbon ; en résumé, conditions économiques et financières excellentes.

Cette interpénétration des industries du fer et du charbon n'est sans doute pas nouvelle. Mais elle s'est accentuée depuis la guerre. Depuis que la Lorraine et la Ruhr n'ont plus fourni l'une le fer et l'autre le charbon, les entreprises métallurgiques ont acheté des mines de charbon et les charbonnages ont construit des usines. Il y a eu union de Gelsenkirchen avec Deutsch-Luxembourg, achat de mines par Thyssen.

Ce sont ces essais préparatoires de concentration qu'on retrouve dans le Stahlverein.

Rien que pour lui-même, le Stahlverein a une participation au syndicat du charbon rhénan-west-phalien de 35.617.820 tonnes, soit 21 %, 880 des participations totales. C'est déjà une proportion énorme, car si on le compare au trust américain de l'acier : United States Steel Corporation, on voit que celui-ci pour une production de 17 millions de tonnes d'acier, produit 27 millions de tonnes de charbon, tandis que le Stahlverein qui a une production de charbon supérieure, ne produit que 9 millions de tonnes d'acier.

En outre, le Stahlverein dispose de participations d'un certain nombre de mines qui lui appartiennent :

Concordia Berghau A. G.....	2.200.000 tonnes
Emscher-Lippe (de moitié avec Krupp).....	1.100.000 —
Gelsenkirchener Bergw. A. g.....	1.750.000 —
Gew-Sachsen (par l'intermédiaire d'Otto Wolff).	1.060.000 —
Mansfeld A. g. (par Otto Wolff).....	784.620 —
Rheinische Stahlwerke (Production sup. à l'I. G. Farbenindustrie).....	8.303.000 —
Ce qui avec la participation.....	35.617.820 —
Fait.....	<u>50.815.440 tonnes</u>

Le Stahlverein, entreprise métallurgique, contrôle 31 % du syndicat du charbon.

2° L'industrie chimique et le charbon.

On sait les multiples emplois du charbon dans l'industrie chimique. Deux mouvements de concentra-

tion industrielle s'y développent en sens contraire. D'une part, les entreprises chimiques continuent d'absorber des mines de charbon pour leurs propres besoins. Mais d'autre part, les charbonnages se complètent de cokeries, qui leur permettent d'extraire non seulement du gaz d'éclairage mais un grand nombre de sous-produits ; et de là il n'y a qu'un pas vers la fabrication des produits chimiques. Nous citerons à ce point de vue la société Lothringen et le konzern Klöckner. Quant au gaz d'éclairage, nous savons déjà à quoi nous en tenir sur les projets de canalisation à grande distance.

Revenons à l'industrie chimique, à l'I. G. Farbenindustrie. Son patrimoine en mines de charbon est très important :

a) La possession de la majorité des actions de Rheinische Stahlwerke, Essen, lui assure la production des mines de charbon et de lignite de cette société. Celle-ci a elle-même des cokeries et elle a en 1927 aliéné des mines de charbon pour 16 millions à la société du gaz de Francfort.

b) La Gewerkschaft Augusta Victoria Hüls, lui apporte un million de tonnes de charbon et 300.000 tonnes de coke.

c) La Gewerkschaft Elise II, Halle, lui donne du lignite.

d) La deutsche Grube bei Bitterfeld, de même.

e) La Zuckerfabrik Körbisdorf A. G. : 600.000 tonnes de lignite.

f) Wachtberg-Gruppe, Braunkohlenwerke.

g) Dôrstewitz-Rattmannsdorfer Braunkohlen-Industrie-Gesellschaft, Halle.

h) Wallendorfer Kohlenwerke, Halle: 3.500.000 tonnes de lignite.

i) Braunkohlengrube Hermine g. m. b. h., Bitterfeld.

j) Grube Auguste bei Bitterfeld : 500.000 tonnes de lignite.

k) Grube Elsa bei Bitterfeld.

l) Gewerkschaft Matthias, Oberscheld ; Gewerkschaft Marienhütte ; Gewerk. Tannenberg bei Schönwitz ; Gew. Garsdorf Wiedendorf.

En tout plus de 9 millions de tonnes de charbon et plus de 4 millions de tonnes de lignite. Dans ce domaine aussi, l'union des mines et des exploitations est achevée.

3° L'industrie électrotechnique et le charbon.

L'industrie électrotechnique qui consomme du charbon dans ses usines, qu'elles soient des usines de fabrication ou des usines distributrices de courant, n'a pas encore absorbé beaucoup de charbonnages. Elle préfère réduire ses dépenses, soit en améliorant ses turbines à vapeur, soit en se transportant près des lieux d'extraction du combustible ou près des chutes d'eau. Cette industrie est trop spécialisée pour s'écarter de son but. La seule exception que nous

relevons est la récente fondation d'une filiale de l'A.E.G., Kohlenveredlung A. G. Berlin, dont l'objet est l'exploitation de brevets relatifs à l'extraction du charbon, d'huiles minérales et de gaz.

Le tableau qui suit indique du reste quels sont les grands consommateurs de charbon. Il y aurait lieu d'y ajouter la Reichsbahn, qui possède aussi des mines.

Syndicat westphalo-rhénan du charbon.

Participation des propriétaires de mines, pour leur consommation.
(1^{er} septembre 1928).

1. Adler A.G. (cinschl-Johann Deimelsberg).	10.000 tonnes	
2. Alte Haase Gew.....	110.000	—
3. Augusta Viktoria.....	900.000	—
4. Bochumer Verein (Vereinigte Stahlwerke).		
5. Caroline Gew.....	20.000	—
6. Concordia Bergbau A.G.....	350.000	—
7. Deutsche Erdöl A. G.....	50.000	—
8. Deutsche-Luxemburg (Vereinigte Stahlwerke).		
9. Eisen und Stahlwerk Hoesch A.G.....	1.280.000	—
10. Essener Steinkohlenbergwerke A.G.....	350.000	—
11. Fried. Heinrich. Steinkohlenbergwerk. A.G.	312.000	—
12. Fried. Krupp A.G.....	3.000.000	—
13. Fried. der Grosse Gew.....	750.000	—
14. Fried. Ernestine Gew.....	118.375	—
15. Fried. Thyssen (Vereinigte Stahlwerke).		
16. Gebr. Stumm.....	1.100.000	—
17. Gelsenkirchener Bergwerks A.G. (Vereinigte Stahlwerke).		
18. Gottsesegen, Gew.....	60.000	—
19. Graf Benst, Gew.....	149.000	—
20. Gutehoffnungshutte A.G.....	1.835.200	—
21. Klöcknerwerke A. G.....	1.492.200	—
22. Lothringen Bergbau A. G.....	140.000	—

23. Mannesmannröhrenwerke A. G.....	590.600 tonnes
24. Mansfeld, A. G. für Bergbau und Hüttenbetrieb.	400.000 —
25. Mont-Cenis, Gew.....	245 000 —
26. Phönix (Vereinigte Stahlwerke).	
27. Recklinghausen, Bergwerk A. G.....	530.000 —
28. Rheinische Stahlwerke A. G.....	2.269.800 —
29. Siebenplaneten Gew.....	304.100 —
30. Vereinigte Stahlwerke A. G.....	11.307.520 —
31. Victoria Mathias, Gew.....	166.500 —
32. De Wendel et Cie.....	900.000 —

L'intégration de l'industrie et des sources d'énergie qui lui sont nécessaires est très avancée en Allemagne. Cette intégration s'est opérée aussi d'une autre manière : pour faciliter le développement même de certaines industries. Il y a lieu d'indiquer les rapports de l'industrie chimique avec l'industrie électrique, sous forme d'électrochimie ou d'électrometallurgie, et ceux de l'industrie chimique avec l'industrie textile, au moyen de la soie artificielle. Nous aurons enfin à indiquer ses liens avec l'industrie de la potasse, mais c'est une question qui n'est pas encore très claire.

4^e L'industrie chimique et l'électricité.

Revenons au groupement de l'I. G. Farbenindustrie. Nous voyons qu'une de ses fabriques d'acide nitrique appartient à la société Elektro Nitrum, à laquelle il participe en même temps que l>Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft. Il a, de moitié avec

Schuckert; la Sociedad Elektroquimica de Flix à Barcelone. Il a une participation de 50 % de la Société D^r Alexander Wacker, Ges. für elektrotechnische Industrie, à laquelle le consortium du Reich n'est pas étranger.

5^o L'industrie chimique et la soie artificielle.

Acetat g. m. b. h., Berlin-Lichtenberg ; Hoelken Seide g. m. b. h. Barmen ; Vistra Textilgesellschaft m. b. h. Berlin ; Philana Aktiengesellschaft Basel ; rien que quatre entreprises de soie artificielle entrent dans l'I. G., indépendamment des participations qu'elle peut encore posséder.

L'industrie de la soie artificielle constitue pourtant une industrie à part. La principale entreprise allemande, résultat de récentes fusions, s'appelle « Vereinigte Glanzstoff Fabriken A. G. ». Son siège social est à Elberfeld, mais la principale filature est à Oberbuch, près d'Aix-la-Chapelle. Dans la fabrication de la soie artificielle, dont les procédés sont nombreux et variés, il entre toujours de la soude caustique et des produits chimiques. Pour les usines de l'I. G., l'approvisionnement est facile. Pour les fabriques des Vereinigte Glanzstoff Fabriken, on a annexé des usines spéciales. Après avoir produit de la soie au cuivre, ce groupement produit maintenant de la viscose, et dans la production allemande de soie artificielle, il entre pour la moitié.

Il contrôle non seulement des entreprises accessoires, comme celles des films cinématographiques Glanz-Film A. G., mais des industries plus ou moins considérables de fibres chimiques proprement dites, dont la plupart utilisent également la viscose.

Bayerische Glanzstoff Fabriken A. G. usines à Obernburg s/Mein.

Glanzfaeden A. G. de Berlin, usines à Pétersdorf im Riesengebirge ;

Stapelfasenfabrik Jordan et C^{ie}, usines à Sydow-sane près de Stettin.

Vereinigte Kunstseide Fabriken A. G., Francfort s/Mein.

La plus importante est la société anonyme Bemberg de Barmen, qui s'est faite une grande réputation de la soie au cuivre. Son activité s'étend à diverses branches industrielles : fabrication de la soie artificielle, teinture, tissage, outillage. Elle occupe 3.500 ouvriers et employés et sa production journalière est évaluée à 6.500 kgr. Elle a utilisé et vulgarisé le procédé Thiele, qui lui a permis de renouveler la vieille fabrication de la soie au cuivre.

Dans l'ensemble, le groupe Glanzstoff a porté sa production à 20.000 kilogrammes par jour. Il mouline et teint lui-même ses fils. L'ensemble est techniquement très au point et bien organisé.

L'I. G. Farbenindustrie est en relations avec Glanzstoff ; mais elle exerce encore plus directement son influence sur trois entreprises qui produisent une variété spéciale de soie artificielle ou vistra,

qui à l'état humide est plus résistante. Ces trois sociétés ont un comptoir commun de vente organisé à Berlin sous le nom de *Vistra Textilgesellschaft*. Ce sont :

Köln Rottweil, usines à Rottweil, Bobingen, Premnitz (Brandebourg).

Dynamit Nobel A. G., Hambourg.

Deutsche Sprengstoff A. G., usines à Gusen près de Magdebourg., à Düren et à Wahn, en Rhénanie.

Nous n'entrerons pas dans le détail des combinaisons financières internationales qui ont rapproché les firmes allemandes de la firme belge Tubize, et de la firme anglaise Courtaulds Ltd. Il est seulement intéressant de noter où en est la production de soie artificielle dans le monde par rapport aux autres textiles :

Coton.....	5.900.000 tonnes	78 %
Laine	1.300.000 —	17,17
Soie artificielle.....	10.000 —	1,30
Soie naturelle.....	40.000 —	0,53

6° La potasse et l'industrie chimique.

Nous avons vu que les engrais constituaient une proportion très grande du chiffre d'affaires des entreprises chimiques. Il existe en Allemagne, dans la région de Hanovre, Magdebourg, Halle, Cassel, un sous-sol très riche en potasse. Jusqu'en 1875, l'exploitation des mines de potasse constitua un

monopole d'état, auquel succéda un régime de liberté. La production s'accrut si vite qu'en 1905 une crise survint, qui émut l'opinion publique. Le gouvernement intervint, fit voter une loi le 10 mai 1910, imposant un cartel obligatoire pour tous les producteurs. On donnait au comité directeur de ce cartel des pouvoirs suffisants pour réduire autant qu'il le faudrait les moyens de production. Cette organisation fonctionne encore : c'est le Kalisyndikat. Après la guerre, les socialistes avaient projeté de socialiser de nouveau l'industrie de la potasse, mais ils n'ont fait que renforcer le caractère obligatoire du syndicat, et donner à son comité des pouvoirs plus forts.

A la fin de l'année 1925, le syndicat ordonna la fermeture de 118 puits et sur les 106 puits restants, 36 devaient être tenus en réserve. La décision fut impitoyable : ces puits doivent rester fermés jusqu'en 1953.

La concurrence est donc limitée à l'intérieur du syndicat ; elle se réduit à une question d'influences. Les entreprises dont le nombre a varié entre cent cinquante et deux cents, se sont groupées, selon leurs intérêts, soit sous la protection du konzern Wintershall, soit dans le Kaliblock ; quelques-uns, dont le fisc prussien, sont restés en dehors de la lutte. Puis, depuis 1926, la concentration s'est accentuée.

Le Wintershall konzern a unifié ses 85 entreprises, en en confiant la direction à une importante

société anonyme : la Kali-Industrie A. G. Cassel. Son capital est de 320 millions de R. M. et elle s'ad- joint pour les opérations de trésorerie une banque ; la Kali-Bank A. G.

Le Kali-Block se compose de quatre konzerns de moyenne importance : Salzdetfurth, Burbach, Gum- pel, Neustassfurth, et de quelques petites sociétés. Pour juger de leur grandeur respective, il suffit de connaître le tableau de répartition par millièmes de la production.

1° Wintershall :	390	
2° Kaliblock :		
Salzdetfurth.....	242	
Burbach.....	99	
Gumpel.....	78	
Neustassfurth.....	45	
Autres.....	<u>57</u>	
		521
3° Indépendants :		
Fisc prussien.....	59	
Autres.....	<u>30</u>	
		<u>89</u>
		1.000

Nous pouvons maintenant indiquer ce qui nous a amené à parler de la potasse : la Kali-Industrie A. G. (Wintershall) s'est adjointe des entreprises chimi- ques, qui complètent l'exploitation des mines pour la fabrication des engrais : ce sont la Chem. Fabrik u Mühlenwerke Ilberstedt gmbh ; Chem. Fabrik Wolframshausen ; Frühere Chem. Fabrik Rudol- phus gmbh ; Chem. Fabrik Bermburg gmbh.

Sur l'industrie de la potasse se greffe donc une industrie chimique ; et comme cette industrie a besoin de charbon ou de lignite nous trouvons incorporées dans le même groupement des exploitations de lignite : Braunkohlengrube Felix gmbh Gross-Holzig ; Braunkohlengrube Marie Preusslitz ; Braunkohlengrube Georg Engelhardt.

Ainsi la concentration des entreprises semble se faire autour de deux pôles magnétiques : d'une part, le charbon et d'autre part l'industrie chimique.

Cette hypothèse est vraisemblable ; c'est tout ce qu'on peut en dire. Il vaudrait mieux juger ces faits d'un autre point de vue, en considérant que les nouvelles utilisations qu'on a faites du charbon seront peut-être un remède à la crise mondiale de cette matière première et que l'industrie chimique en grandissant perd de son unité, si bien qu'il faut désormais distinguer diverses industries chimiques, absolument distinctes les unes des autres.

CHAPITRE II

LES CARTELS INTERNATIONAUX

L'industrie allemande ne s'est pas contentée de se réorganiser intérieurement, de se compléter, de se remanier et de se perfectionner suivant des lois et des méthodes longuement étudiées, elle a compris la nécessité de ne pas rester isolée. En Europe, les états industriels sont bien solidaires les uns des autres ; il vaut mieux pour eux s'entr'aider que se ruiner lentement. C'est à cela que tendent les ententes conclues par l'industrie allemande avec les industries voisines.

1° L'accord franco-allemand sur la potasse.

Puisque nous venons de parler de la potasse, commençons par elle. On sait qu'avant la guerre, l'Allemagne avait pour ainsi dire le monopole de la potasse en Europe. Depuis le retour de l'Alsace à la France, ce monopole se trouve brisé, cette province possédant un sous-sol riche en potasse. Plutôt que de lutter inutilement contre la concurrence de ses anciennes mines, le Kalisyndikat a préféré s'entendre avec elle, par un accord du 29 décembre 1926.

Cet accord est conclu entre :

Le Deutscher Kalisyndikat d'une part ;

Et la société commerciale des potasses d'Alsace, les mines domaniales de potasse d'Alsace, la société anonyme des mines de Kali Sainte-Thérèse, d'autre part.

ART. 1. — Au syndicat est réservé le droit exclusif de la vente en Allemagne et éventuellement dans les colonies et pays de protectorat et de mandat allemand.

A la société (et autres entreprises françaises) est réservé le droit exclusif de vente en France, dans les colonies, pays de protectorat et de mandat français.

Les deux parties s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que soient effectuées par des tiers, sans une autorisation spéciale, toutes exportations ou réexportations hors de ces territoires.

Dans le cas où les territoires réservés seraient utilisés comme pays de transit, la destination définitive des marchandises sera soumise à un contrôle rigoureux. Les mesures prises pour ce contrôle seront portées à la connaissance de l'autre partie.

Le droit exclusif de vente porte sur les sels de potasse suivants :

1° Les minerais contenant de la potasse qui sont produits dans les usines, les sels bruts dans la forme solide ou dissoute ; 2° chlorure de potassium, sulfate de potasse, sulfate de potasse magnésie, les différents sels potassiques utilisés comme engrais et tous les autres produits potassiques, qui, en règle générale, sont fabriqués directement avec des sels de potasse, ainsi que les résidus de ces fabrications, contenant de la potasse ; 3° les mélanges de sels bruts et sels manufacturés, c'est-à-dire les sels mélangés.

A partir du 1^{er} mai 1927, toutes les exportations de potasse d'origine minière, sous quelque forme que ce soit, seront soumises aux dispositions du présent contrat par les deux

parties et décomptées en K'o. Il en sera ainsi, en particulier, des engrais composés, fabriqués par des procédés actuels et futurs.

Les deux parties se mettront d'accord, aussi rapidement que possible, sur les prix et conditions à faire pour la potasse employée dans les territoires réservés, pour la fabrication de préparations diverses destinées à l'exportation, ainsi que sur la forme et les moyens de contrôle à adopter à ce sujet.

L'exclusivité reconnue respectivement à l'Allemagne et à la France, pour les ventes dans les territoires soumis à leur autorité, comporte pour chacune des deux parties, l'interdiction d'effectuer des livraisons de potasse pour exportation sous une forme quelconque, dans les territoires de l'autre partie.

Il ne pourra être accordé de dérogation à cette dernière disposition qu'à titre exceptionnel, et pour les produits chimiques spéciaux dans lesquels la teneur en potasse joue un rôle secondaire.

Toutefois, dans le calcul des chiffres de participation, les livraisons faites pour ces fabrications entreront en ligne de compte pour le calcul de la quote-part, comme il est prévu précédemment.

ART. 2. — L'adhésion au présent contrat des propriétaires de mines françaises de potasse, c'est-à-dire des mines domaniales de potasse d'Alsace et des mines de Kali Sainte-Thérèse, conjointement à la Société commerciale de potasse d'Alsace, a pour but de garantir que, en cas de cessation de la société commerciale des Potasses d'Alsace, ces propriétaires demeureront liés pour eux-mêmes par ce contrat pour toute sa durée.

De même, tous les propriétaires des mines allemands sont liés également personnellement en tant que membres du Kalisyndikat.

En Allemagne, toutes les mines ou fabriques de potasse sont tenues d'adhérer au syndikat dès le début de leur production.

En France, les propriétaires des mines adhérents à la Société prennent l'engagement de s'efforcer d'obtenir que tout nouvel exploitant de mines ou de fabriques de potasse soit tenu de faire partie de la Société, comme les mines allemandes font partie du Syndikat.

En cas de création, dans les pays réservés aux deux parties, de nouvelles mines de potasse, ou de nouvelles fabriques de transformation de la potasse d'origine minière, leurs exportations sont à comprendre dans la quote-part respective de vente à l'étranger du Syndicat ou de la Société.

Les signataires du contrat s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'aboutir à la communication et à la fixation des quantités de sel potassique et de produits fabriqués d'origine minière, qui seraient exportées par les nouveaux producteurs non adhérents au présent contrat.

ART. 3. — Les deux parties prendront en commun les mesures nécessaires en vue du maintien de la régularité du marché.

ART. 4. — A partir du 1^{er} mai 1926, la vente annuelle, en dehors de l'Allemagne, de la France, leurs colonies, pays de mandat et de protectorat, sera partagée jusqu'à concurrence d'une vente annuelle de 840.000 tonnes de K^2O , de telle sorte que le Syndikat recevra 70 % et la Société 30 %.

Pour le tonnage dépassant la vente annuelle de 840.000 tonnes, le Syndikat recevra 60 % et la Société 50 %. Il est toutefois convenu que lorsqu'une vente de 825.000 tonnes de K^2O sera atteinte, la Société recevra 3.000 tonnes de K^2O à titre de priorité, en dehors des chiffres de la répartition.

Si, dans la quatrième année contractuelle, une vente annuelle de 840.000 tonnes de K^2O n'est pas atteinte, la Société recevra pour la cinquième année contractuelle une priorité de livraison de 8.000 tonnes de K^2O , sans que les 3.000 tonnes de K^2O prévues pour le cas où un tonnage de 825.000 tonnes de K^2O aurait été atteint puissent faire double emploi.

Dans le cas où la vente de 840.000 tonnes de K²O ne serait pas atteinte au cours de la 5^e année, il est convenu que en tout état de cause, les quantités dépassant le tonnage annuel le plus élevé pendant les cinq premières années seraient partagées dans la proportion de cinquante.

ART. 5. — Les deux parties sont d'accord pour choisir aussi rapidement que possible, pour chaque pays, des organismes communs pour l'organisation des ventes.

ART. 6. — Les deux parties devront se communiquer mutuellement dans les trois jours suivants chacune des trois décades de chaque mois, les chiffres des ordres reçus et des expéditions par fer ou par eau, effectuées dans la décade correspondante. »

Ce contrat est international, mais il ne lie que deux parties : le Syndicat allemand de la Potasse et la Société française des Potasses d'Alsace. On peut étudier son contenu à deux points de vue : les avantages économiques qu'il présente, les liens juridiques qu'il crée.

1^o Avantages économiques.

Il prévoit la suppression de la concurrence puisque d'un côté on délimite à chacun son marché, et que d'autre part on prévoit qu'il y aura un accord sur la fixation des prix de vente. Les prix seront maintenus à un taux rémunérateur : c'est surtout ce que cherchait l'industrie allemande. Le marché français est plus vaste que le marché allemand quoique celui-ci comprenne les colonies, pays de protectorat et de mandat futurs : le marché français est exclusivement réservé aux entreprises françaises :

le marché allemand aux entreprises allemandes : on maintient l'état de fait. Il va de soi que si un jour une des productions ne suffisait plus à alimenter son marché, l'accord ne tarderait pas à être dénoncé par l'autre partie.

Les contractants s'assurent en même temps l'exclusivité des exportations ou réexportations soit d'Allemagne, soit de France, ou du moins ils s'engagent à les surveiller de très près; autrement dit, ils s'engagent à conserver leur monopole de production et de vente. C'est là une des garanties de l'efficacité du contrat; c'est pourquoi même le transit devra être minutieusement contrôlé et rapport devra en être fait à l'autre partie. Si malgré tout, de nouvelles mines se créent ou de nouvelles usines de transformation s'installent, la production de ces mines ou de ces usines comptera dans la quote-part attribuée pour l'exportation au pays intéressé, et on devra faire connaître le montant de cette production.

L'article 3 indique qu'une étude sera faite des moyens d'assurer la régularité du marché : c'est le vrai moyen de faire sûrement des bénéfices; mais on n'indique rien de précis à ce sujet.

En dehors de l'Allemagne, de la France et de ses colonies, la vente est également réglementée : 70 % reviennent à l'Allemagne, 30 % à la France; mais et ceci montre qu'on espère une augmentation de la production française, ce pourcentage n'est valable que jusqu'à ce que la production totale

atteigne : 840.000 tonnes de K_2O ou oxyde de potassium par an. Déjà à partir de 825.000 tonnes, la production française a droit à 3.000 tonnes en plus. Et si dans la quatrième année contractuelle, c'est-à-dire en 1930, la production globale n'atteint pas 840.000 tonnes, la production française pourra comprendre 8.000 tonnes en plus. Enfin dès que les 840.000 tonnes seront atteintes, la répartition s'égalisera, divisée par moitié entre le Kalisyndicat et la Société commerciale des Potasses. Il en sera de même si ce chiffre n'est pas atteint en 1931.

Dans chaque pays, on s'efforcera de fonder des comptoirs de vente communs. Très régulièrement et très souvent, les deux contractants devront se communiquer leurs commandes et leurs livraisons.

Le contrat crée une véritable collaboration économique, sur le terrain de la vente à l'étranger. Le monopole est établi ; seulement cette fois, la France en profite.

2^o *Liens juridiques.*

Tout d'abord qui est lié par le contrat ? Du côté français, c'est la Société commerciale des Potasses d'Alsace ; mais on considère comme liés conjointement avec elle, au cas où elle disparaîtrait personnellement pour toute la durée du contrat les « Mines domaniales de potasse d'Alsace » et les « Mines de Kali Sainte Thérèse ». Du côté allemand, ce sont tous les membres du Kalisyndikat, dont nous avons parlé plus haut, déjà liés entre eux pour

la vente, les propriétaires des mines de potasse se trouvent maintenant liés vis-à-vis des producteurs français pour la vente à l'étranger. Tous sont liés puisque le syndicat est obligatoire; il n'en est pas de même en France.

L'accord porte sur les sels de potasse : minerais, sels potassiques obtenus directement et sels mélangés, engrais qui en dérivent. On en réglemente le marché : vente limitée à certains pays; on ne limite pas la production, mais on en fixe la répartition.

Des accords ultérieurs sont annoncés pour la fixation des prix de vente, des conditions de livraison; peut-être même une entente pour certaines fabrications destinées à l'exportation; en tout cas une action commune de contrôle. Le contrat est plus souple que précis sur ces derniers points.

En cas d'inexécution du contrat par une des parties, aucune sanction n'est prévue : ce seront celles du droit commun, sur la rupture des contrats. On n'indique pas non plus qu'il y ait une possibilité de dénonciation.

La nature juridique de ce contrat est celle d'un contrat de société, une sorte de communauté d'intérêts, sans pourtant qu'il y ait mise en commun des bénéfices.

Par cet accord avec la France, l'Allemagne s'assure une garantie contre la concurrence française; elle s'assure le marché allemand très important et elle peut fixer des prix avantageux tout en exportant. En rétablissant l'union entre Cassel et l'Al-

sace, on pourra ramener la prospérité d'avant la guerre.

2. Le cartel international de l'acier.

C'est un peu la même idée qui guida les négociateurs allemands du cartel international de l'acier. Dans ce domaine aussi, en restant isolée, l'Allemagne ne pouvait écouler sa production à des prix avantageux. Le problème des débouchés se posait d'une façon aiguë; au moment où le syndicat allemand a signé le contrat, sa production était très réduite.

Les négociations commencèrent en décembre 1924. Les producteurs français avaient aussi besoin pour leur fer du marché allemand. En effet, jusqu'au 10 janvier 1925, l'Allemagne a été contrainte en vertu du Traité de Versailles, d'admettre en franchise, de Lorraine, du Luxembourg et de Haute-Sibérie, d'importantes quantités de fer et d'acier. L'accord est entré en vigueur le 1^{er} octobre 1926. En voici le texte :

ART. 1. — Chaque pays verse mensuellement un dollar à une caisse commune pour chaque tonne d'acier brut de production effective.

Par acier brut, on entend tout l'acier brut produit dans le pays par les procédés : Thomas, Bessemer, Siemens, Martin, au creuset électrique ou tout autre procédé. Cette somme est portée au crédit du compte de ce pays. La première fois, elle est réglée deux mois après la mise en marche de l'accord sous forme de traites à trois mois; pour les envois ultérieurs, elle est réglée le 25 du mois suivant sous forme de traites à trois mois.

Si le gouvernement de l'un des pays parties à l'entente faisait opposition au transfert de tout ou partie des sommes à payer par application du présent contrat, le versement effectif pourrait être remplacé :

1^o Par la garantie d'une banque agréée par le Comité directeur ou

2^o Par le paiement en espèces à un compte bloqué dans une banque située dans le pays correspondant et agréé par le comité directeur.

ART. 2. — La direction de la caisse commune est assurée par un comité directeur de quatre membres titulaires désigné respectivement par chacun des participants : Allemagne, Belgique, France et Luxembourg. Chacun de ces quatre pays participants désignera également deux membres suppléants chargés de remplacer le membre permanent en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

La présidence du comité directeur est exercée à tour de rôle pendant une année, par chacun des pays participants.

D'une façon générale, et outre les dispositions spéciales prévues dans les articles ci-après, le comité directeur prend les dispositions voulues pour faire exécuter les clauses du présent contrat et pour faire effectuer les contrôles qu'il implique. Il a également tous pouvoirs pour l'administration, la gestion et la conservation des fonds versés à la caisse commune ou détenus par cette dernière. Tous les votes du comité directeur sont émis d'après les contingents.

ART. 3. — Le comité directeur fixe le contingent de chaque pays pour chaque trimestre conformément aux dispositions de l'article 4 au plus tard un demi-mois avant le début du trimestre correspondant par l'application de coefficients, adoptés une fois pour toutes pour chaque pays au tonnage total représentant les besoins probables du marché.

ART. 4. — Les coefficients affectés aux différents pays ne pourront être modifiés qu'à l'unanimité.

Le tonnage total trimestriel, et, par suite, les contingents de chaque pays seront fixés à la majorité des trois quarts

des voix, chaque pays ayant un nombre de voix proportionnel à sa participation, étant admis, d'autre part, que l'unanimité des pays moins un constitue une majorité suffisante, même si ce dernier pays représente plus d'un quart des voix.

La Sarre ne votera jamais individuellement ; ses voix sont partagées entre la France et l'Allemagne respectivement dans leur rapport d'un tiers et de deux tiers.

ART. 5. — Tous les mois, on établit quelles ont été les productions effectives d'acier brut de chaque pays, en regard des chiffres indiqués pour les contingents.

ART. 6. — Si la production trimestrielle d'un pays dépasse le contingent qui lui a été fixé, ce pays verse, par tonne de dépassement une contribution de 4 dollars qui est attribuée à la caisse commune, indépendamment du versement prévu à l'article premier.

ART. 7. — Si la production d'un pays a été inférieure au contingent qui lui a été fixé, ce pays reçoit de la caisse commune une indemnité de 2 dollars par tonne de retard.

Toutefois, le tonnage donnant lieu à indemnité ne peut être supérieur à 10 % du contingent fixé pour le trimestre correspondant. Si un retard de 10 % et plus sur le contingent correspondant persiste pendant plusieurs trimestres consécutifs le tonnage donnant lieu à indemnité est diminué de 2 % pour chaque trimestre successif, de telle sorte que pendant le deuxième trimestre où persiste ce retard de 10 % et plus, l'indemnité versée correspond au plus à 8 %, pendant le troisième trimestre, elle correspond au plus à 6 % et ainsi de suite.

Dans le cas de force majeure, l'Assemblée générale des différents groupes décide à la majorité des voix le montant de la ristourne.

ART. 8. — Les comptes se font tous les trimestres ; les pénalités et ristournes mentionnées aux articles 6 et 7 étant exigibles aussitôt après l'arrêté des comptes.

A la clôture de chaque semestre, on liquide la caisse

commune après déduction des frais généraux ; le solde restant dans la caisse et réparti entre les pays :

1^o Proportionnellement à la production effective de la période de décompte, jusqu'à concurrence des versements effectués suivant l'article 1.

2^o Proportionnellement aux chiffres de participation de la période de décompte, pour autant qu'il existe un solde provenant du versement des amendes.

La première liquidation de la caisse commune sera faite le 1^{er} avril 1927.

ART. 9. — Le présent accord prendra fin le 1^{er} avril 1931. Toutefois, jusqu'au 1^{er} mai 1929, un pays aura le droit de prévenir qu'il se retire de l'accord le 31 octobre 1929, et dans ce cas, les autres pays sont libres de tout engagement à la même date.

ART. 10. — Le présent accord a été conclu dans la pensée que, pendant toute sa durée, les tarifs applicables aux produits sidérurgiques importés en Allemagne ne pourraient être majorés. Au cas où l'Allemagne procéderait à une majoration desdits tarifs, le présent accord pourra être dénoncé à tout moment par chacune des parties au contrat pour prendre fin trois mois après, étant entendu que chacune des parties recouvrera auprès de son gouvernement la pleine liberté d'action en ce qui concerne les tarifs.

Le présent accord pourra, par ailleurs, être dénoncé à tout moment, à partir du 1^{er} avril 1927 pour prendre fin trois mois après, si le gouvernement de l'un des pays parties à la convention y fait opposition, en se fondant sur le régime défavorable qu'en l'absence d'une convention commerciale, l'un des autres pays réserverait à l'ensemble des produits.

Si l'Allemagne ou la France dénonce le présent accord pour l'un des deux motifs ci-dessus visés, elles pourront le dénoncer également à l'égard des autres parties du contrat qui auront, par ailleurs, la faculté de le dénoncer...

ART. 11. — L'échange sur les contingents des pays n'est admis pour une société ou un Konzern qu'au cas où cette

société ou ce Konzern possède et exploite dans un autre pays des usines productrices. La possession est réalisée par la propriété de 40 % du capital actions au moins de ces usines productrices.

Avis préalable de ce transfert doit être donné au comité directeur. Le transfert ne peut prendre effet qu'au début de la période suivante et doit s'appliquer au moins à cette période.

ART. 12. — Si à la date du 1^{er} avril 1927, la consommation totale n'a pas augmenté de façon telle que le groupe luxembourgeois ait obtenu un tonnage correspondant à une production annuelle minimum de 2.360.000 tonnes, et au 1^{er} avril 1925 un tonnage correspondant à une production annuelle minimum de 2.480.000 tonnes, ce groupe aura le droit de se retirer de la présente convention avec un préavis de 3 mois. Les autres pays pourront alors également se retirer du présent accord.

ART. 13. — Toute contestation intervenant entre les parties pour l'interprétation et l'exécution du présent accord sera obligatoirement réglée par voie d'arbitrage.

ART. 14. — L'accès du présent accord reste ouvert aux producteurs d'acier des autres pays européens.

L'entrée est prononcée par l'Assemblée générale :

1^o A la majorité des voix, si la participation est réglée sur la base de la production du premier trimestre 1926.

2^o A l'unanimité si l'entrée est réglée d'après d'autres principes.

Si la participation des pays participants dans la production totale des pays européens pendant un semestre est inférieure de 5 % à la même participation durant le premier trimestre 1926, la résiliation de l'accord peut être demandée par un quelconque des groupes participants avec préavis de trois mois, dans le cas où le chiffre global fixé pour un semestre est inférieur à 13.139 000 tonnes. Dans ce cas l'avis de résiliation devra être donné dans le délai d'un mois.

Comme pour l'accord franco-allemand sur la potasse, nous allons étudier dans ce contrat les liens

juridiques qu'il crée et son influence économique. Il est plus compliqué et moins complet en même temps. Son efficacité est beaucoup plus problématique. Commençons par ce qui est le plus simple.

1^o Les liens juridiques.

a) Le contrat a été conclu entre l'Allemagne, la France, la Belgique, le Luxembourg et le territoire de la Sarre. On y réservait la possibilité d'admettre de nouveaux adhérents.

Ces nouveaux adhérents ont été l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, le 1^{er} janvier 1927. Ces pays ont une situation spéciale : on leur a attribué une participation commune égale à 7,2 % de telle sorte qu'ils sont solidaires.

Le territoire de la Sarre a, lui aussi, une destinée particulière. La plus grande partie de ses entreprises appartiennent au groupe allemand, une faible partie est au groupe français. En raison de cette division on a divisé ses voix entre la France et l'Allemagne.

b) Le texte ne fait aucune allusion à une responsabilité personnelle des producteurs. On ne nomme même pas les syndicats responsables. Il n'est pas douteux cependant que le syndicat de l'acier représente les producteurs allemands et que le Comité des Forges représente les producteurs français. Il semble que tous les engagements se résument dans l'obligation de verser de l'argent dans la caisse commune.

c) L'objet de la convention et la répartition de la production : chaque pays a droit à un certain contingent, établi d'après une production de base et des coefficients. Il ne s'agit ni de fixer les prix, ni de délimiter des marchés. Il s'agit de ne pas produire puisque les besoins européens ne les peuvent supporter.

d) Nous voyons apparaître un organe central qui n'existait pas dans l'accord que nous avons précédemment étudié. Cet organe central comprend une assemblée générale, un comité directeur et un président. L'Assemblée générale est chargée de voter les participations, le président le convoque. Il fixe les contingents chaque trimestre, suivant les coefficients établis. Et surtout il gère la caisse commune.

e) C'est elle en effet qui sert de garantie de l'exécution des obligations. Chaque pays y verse en effet un dollar pour chaque tonne d'acier produite, toutes les sortes d'acier étant désignées. Cette dette est réglée sous forme de traites à trois mois. Ce versement peut être remplacé par la garantie d'une banque comme celle du Crédit Lyonnais pour les producteurs français, ou par un paiement en espèces ou un compte bloqué dans une banque.

Cette caisse s'enrichit d'amendes : si la production trimestrielle d'un pays dépasse le contingent qui lui a été fixé, ce pays verse par tonne de dépassement une contribution de 4 dollars.

Elles'appauvrit des compensations : si la production d'un pays a été inférieure au contingent qui lui

a été fixé, ce pays reçoit une indemnité de 2 dollars par tonne de retard. Les limites sont fixées par l'article 7.

A la fin de chaque semestre, on liquide la caisse.

f) Le vote des contingents et du tonnage total c'est-à-dire la production de tous les pays réunis, sont fixés à la majorité des trois-quarts des voix, chaque pays ayant un nombre de voix proportionnel à sa participation.

g) On prévoit de nombreuses causes de dénonciation. La durée de la convention est très limitée : 1^{er} avril 1931. Mais auparavant, jusqu'au 1^{er} mai 1929 un pays quelconque a le droit de se retirer pour le 31 octobre 1929, ce qui libérerait les autres de leurs engagements. De même, au cas où le gouvernement allemand élèverait les droits de douane sur les produits sidérurgiques. La dénonciation est encore possible pour les producteurs dont le gouvernement ferait opposition à l'accord. Elle l'est spécialement pour le Luxembourg si la production n'atteint pas : 2.360.000 tonnes en 1927, 2.480.000 tonnes en 1929. La résiliation peut-être demandée pour une réduction de la participation au-dessous de 5 % de la participation de base. Elle peut l'être encore si la production globale n'atteint pas 13.139.000 tonnes.

h) Tout conflit doit être réglé par voie d'arbitrage. Chaque partie désigne son arbitre et ceux-ci désignent un tiers. S'ils ne se mettent pas d'accord, le Président de la Chambre de commerce internationale de Paris en nomme un.

2^o But et influence économique.

Qu'a-t-on recherché en unissant la production de plusieurs pays d'Europe? Qu'a-t-on voulu? A-t-on réussi?

Examinons pour répondre à ces questions quels sont les pays qui font partie du cartel international de l'acier et quels sont ceux qui n'en font pas partie, parmi les grandes productions d'acier.

Font partie du cartel :

L'Allemagne.....	14.088.000 tonnes d'acier en 1926	
La Belgique.....	3.792.000	—
Le Luxembourg.....	2.328.000	—
La France.....	8.652.000	—
La Sarre.....	1.812.000	—
La Tchéco-Slovaquie.....	1.600.000	—
L'Autriche.....	474.000	—
La Hongrie.....	231.000	—
	32.977.000 tonnes	

N'en font pas partie :

Les Etats-Unis.....	47.748.000 tonnes d'acier en 1926	
Le Canada.....	708.000	—
La Russie.....	1.780.000	—
L'Angleterre.....	7.512.000	—
La Suède.....	540.000	—
La Pologne.....	972.000	—
L'Italie.....	1.700.000	—
	60.960.000 tonnes	

La production réunie par le cartel n'est égale qu'au tiers de la production mondiale. Les Etats-Unis à eux seuls produisent plus. Ce n'est donc pas le cartel international qui, à lui seul, peut fixer les prix mondiaux. Une autre idée doit être suggérée : ce cartel

est surtout une entente entre producteurs français et allemands. Du côté français, on voulait s'assurer des possibilités d'exportation. Du côté allemand, on voulait s'assurer un rendement profitable des entreprises métallurgiques. Le marché européen lui-même est tout de même un peu sous la domination du cartel, quoique les négociations avec l'Angleterre aient échoué. Au groupement français se sont joints la Belgique et le Luxembourg, au groupement allemand la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Hongrie. Après notre étude des industries métallurgiques, il nous aurait semblé logique que l'entente de l'acier fut complétée par une entente sur le charbon. Les Allemands ont réservé leur liberté à cet égard ; ils n'avaient pas intérêt à l'aliéner.

Les premières difficultés d'exécution ont surgi, une fois l'idée lancée, pour fixer le chiffre des participations. On s'est mis d'accord pour prendre comme base l'année 1926, année de forte production française et de production allemande seulement en train de se relever.

1^{er} contingentement.

	Par année en 1.000 tonnes	Par trimestre en 1.000	Pourcentage
Allemagne.....	10.227	2.557	40,450
France.....	8.066	2.017	31,890
Belgique.....	3.180	795	12,570
Luxembourg.....	2.160	540	8,550
Sarre.....	1.654	414	6,540
	25.287	6.323	100 »

Fixation définitive.

Allemagne.	12.645	3.161	43,176
France.	9.132	2.283	31,181
Belgique.	3.386	847	11,560
Luxembourg.	2.432	608	8,301
Sarre.	1.693	423	5,782
	29.288	7.322	100 »

Après six mois d'essai, le 31 mars 1927, il y eut un bilan. L'Allemagne dut payer des amendes. La France ni le Luxembourg n'avaient atteint leur contingentement.

	Production 1 ^{er} semestre 1926-1927	Participation semestrielle dans le cartel en 1.000 t.	Augmentation ou diminution de la production
	—	—	—
Allemagne.	7.694	6.183	+ 1.511
France.	4.202	4.437	— 235
Belgique.	1.883	1.661	+ 222
Luxembourg.	1.180	1.184	— 4
Sarre.	932	825	+ 107

On dut appliquer les tarifs des amendes et des ristournes et faire fonctionner la caisse commune :

1 ^{er} semestre 1926-1927	Versement général en dollars	Amendes	Total des versements	Ristournes
	—	—	—	—
Allemagne.	7.694.000	6.044.000	13.778.000	—
France.	4.202.000	—	4.202.000	470.000
Belgique.	1.883.000	885.000	2.768.000	—
Luxembourg.	1.181.000	—	1.181.000	8.000
Sarre.	932.000	425.000	1.360.000	—

Ces versements à la caisse commune pesaient lourdement sur le syndicat allemand. Le prix de

revient de chaque tonne d'acier lui revenait à 5,50 marks en plus. Pour remédier à cet inconvénient et permettre d'augmenter normalement la production allemande, on décida en juin 1927 de diviser la participation allemande en 72 % pour le marché intérieur et 28 % pour l'exportation. On réduira l'amende pour surproduction pour le marché intérieur à 2 dollars par tonne, toutes choses égales d'ailleurs.

Ces arrangements, ces compromis, qui se retrouvent dans toute transaction internationale, qui avaient déçu les partisans de cette union internationale de l'acier, se sont effacés des esprits, devant l'essor qu'a pris la métallurgie dans les pays adhérents au pacte, en même temps que les prix de vente devenaient tout à fait rémunérateurs.

Le cartel international de l'acier n'est pas le seul cartel portant sur les produits sidérurgiques. Il existe depuis longtemps un syndicat des rails, fondé en 1907 à Bruxelles : International Railway Manufacturers Association (Irma). Il a été remplacé par l'European Railway Makers Association. L'Angleterre en fait partie et l'Amérique du Nord y est indirectement rattachée. Cette nouvelle association date du 11 mars 1926, à Paris. Voici la proportion des participations :

Angleterre Amérique.....	48 %
Allemagne	19,5
France.....	19,5
Belgique.....	11
Luxembourg.....	7

La Tchéco-Slovaquie appartient au groupe allemand, ainsi que l'Autriche. Chaque pays consomme sa production, l'Angleterre assure une préférence à ses dominions.

Le cartel international des tubes est du même genre. Il ne comprend pas l'Angleterre. Une même société de vente réunit ces industries des tubes de France, Belgique et Sarre ; c'est le comptoir franco-belge-sarrois pour la vente des tubes d'acier à l'exportation. Dans ce domaine également, l'industrie tchèque est liée à l'industrie allemande.

Ajoutons à cette liste le syndicat international des fils télégraphiques où sont entrés :

L'Allemagne.....	57 %
La France.....	21,5
La Belgique.....	15
Le Luxembourg.....	6,5

Toutes ces ententes ont des buts très limités. Elles ont lieu toujours entre les mêmes pays ; elles portent rarement sur des produits finis.

En général elles réussissent partiellement, à cause du trop grand nombre des outsiders. Nous avons dit que le cartel de l'acier avait reçu l'adhésion de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de l'Autriche. Ce ne sont pas de grands producteurs. La Tchécoslovaquie produit 1,5 million de tonnes ; ses sociétés sont la Prager Berg-und Hüttenwerk Gesellschaft Prag ; Wittkowitz Eisenwerke, Wittkowitz, Berg und Hüttenwerk Gesellschaft bei Brünn. L'Autriche n'a

qu'une grande société qui fait partie du Stahlverein: Alpine Montangesellschaft (410.000 tonnes). La Hongrie n'adhère que par la Société Rima-Maranyer Salgo Torjaner Eisenwerke A.G.; laissant en dehors les Königlich Ungarischen Staatseisenwerke und die Manfred Weiss A. G.

La nouvelle répartition qui résulte de l'adhésion de ces trois pays est la suivante :

Pays	Production		Chiffre de participation en 0/0
	par année en 1.000 t.	par trimestre en 1.000 t.	
Allemagne.....	12.645	3.161	43,176
France.....	9.132	2.283	31,181
Belgique.....	3.386	847	11,560
Luxembourg....	2.432	608	8,301
Sarre.....	1.693	423	5,782
Tchécoslovaquie.	1.450	362	5
Autriche.....	410	102	1,300
Hongrie.....	300	75	0,900
	<u>31.448</u>	<u>7.861</u>	<u>107,2</u>

En réalité, on n'a fait qu'ajouter la production des nouveaux adhérents et on calcule le tonnage global comme étant égal à 107, 2 %.

L'Angleterre s'est tenue à l'écart, comme elle s'est tenue à l'écart de presque tous les cartels européens. La grève de ses mineurs l'a gênée. Elle préfère une entente plus solide avec ses Dominions, ou même avec l'Amérique. Elle suit une politique toute personnelle.

La Suède, la Pologne, l'Italie se joindront sans doute à la combinaison européenne.

Les répercussions de ces combinaisons internationales peuvent être considérables. Aussi certaines industries ont-elles posé certaines conditions à la conclusion du pacte. Il en fut ainsi de l'industrie allemande de finissage des produits sidérurgiques, qui occupe environ 1.700.000 ouvriers. Cette industrie a fait demander par ses représentants que le consommateur allemand d'acier brut ne soit pas sacrifié au profit de l'exportation, que les prix de l'acier restent égaux, que l'exportation des produits finis en France soit rendue possible. Le monopole, de national devenait international.

En effet, que représente le Stahlverein dans le cartel ? La production directe égale celle de la Belgique et du Luxembourg. Ses influences indirectes égalent celles de la France. A qui profiteront ces unions ? Aux entreprises ? Aux consommateurs ? ou aux ouvriers ?

3^o Les accords de l'industrie chimique.

Les accords de l'industrie chimique sont obscurs et mystérieux. La chose certaine, c'est que l'I. G. Farbenindustrie, au lieu de lutter contre les concurrents étrangers, cherche à s'entendre avec tous. Elle a conclu un accord avec la Standard Oil Co of New Jersey. Par l'intermédiaire de la national City Bank et au moyen d'un échange d'actions, elle s'est entendue avec la Norsk Hydro, société productrice

d'azote. Elle a échangé des brevets avec la Titan-gesellschaft. Elle a négocié avec l'Imperial Chemical Industries Co Ltd, en même temps qu'avec Kuhlmann pour constituer une union des colorants et de l'azote. Mais le grand directeur de l'entreprise anglaise, Sir Alfred Mond, s'est dérobé. Les Soviets se sont engagés à prendre 70 % de leurs colorants à l'I.G. Nous ne mentionnons pas tous les échanges de brevets qui ont eu lieu avec des entreprises françaises et américaines.

En décembre 1927, fut conclu l'accord des colorants limité à la France et à l'Allemagne, entre :

D'une part : l'I. G. Farbenindustrie,

Et d'autre part les Etabl. Kuhlmann, Paris, la Société anonyme des matières colorantes et produits chimiques de Saint-Denis.

La Compagnie française de Produits chimiques et de matières colorantes de Saint-Clair-du-Rhône.

La Société de produits chimiques et matières colorantes de Mulhouse, Steiner, Vernon.

Durand et Huguenin, Huningen de la S. A. pour l'industrie chimique, Mulhouse-Dornach.

Cet accord concerne les colorants d'aniline et leurs dérivés. Un comité règle la vente, qui résulte de l'observation et de la réglementation des débouchés. On a constitué un conseil de délégués qui sont des techniciens ou des commerçants. L'accord porte également sur l'échange de certains produits et de découvertes. On recherchera la bonne qualité des produits, tout en laissant la production libre. Mais

elle sera limitée à certaines matières et pour certains produits.

La vente est commune, dans la mesure du possible. Sur les marchés intérieurs, il y a appui mutuel. A l'étranger, les conditions du marché fixeront s'il y a lieu de fusionner les bureaux de vente.

Les prix seront fixés en commun. Ils dépendent de la concurrence des autres pays. Le marché d'Amérique est fermé aux Français comme aux Allemands, par les droits de douane prohibitifs. On peut indiquer les moyennes suivantes :

Droits de douane sur les produits chimiques.

	Tarif minimum	
	—	
	40 %	de la valeur
Etats-Unis	4,5	—
Allemagne.....	19,3	—
France	28	—
Italie	112,4	—
Pologne	6,4	—
Suisse.....	1	—
Belgique.....	28,2	—
Tchécoslovaquie.....	50,6	—
Japon.....	64,3	—
Espagne.....	50,3	—
Yougoslavie.....	4,5	—
Suède.....	1,8	—
Norvège.....		

Les différends seront tranchés par arbitrage.

Telles sont les données de cet accord qui ont pu être publiées en Allemagne avec l'autorisation des signataires ; le reste demeure secret.

A première vue, il est assez étonnant que l'indus-

trie chimique allemande ait consenti à signer un accord avec l'industrie française. Il y a une grande disproportion entre les deux productions de colorants :

	1924	(1.000 tonnes)
Allemagne	72	—
France	15	—

Pourtant, si les producteurs allemands ont signé, c'est qu'ils y ont un avantage. On peut en donner l'explication suivante ; si elle n'est pas complète, elle est du moins plausible :

Jusqu'au 15 août 1928, certaines clauses du traité de Versailles prorogées par les accords de Londres de 1924, étaient valables. Après, elles ne l'étaient plus. Ces clauses interdisaient aux produits chimiques allemands, non fabriqués en France, de pénétrer sur le territoire français ; on n'en introduisait donc qu'un nombre réduit. Mais la clause imposait la réciprocité, de sorte qu'aucun produit chimique français ne pouvait être exporté sur le territoire allemand, puisqu'ils y étaient tous fabriqués. Du jour où la concurrence redevenait libre, il n'était pas sûr que le marché allemand fût intangible.

Une des conséquences de l'accord a été de fixer aux entreprises un certain chiffre de production. Ainsi, les entreprises françaises pouvaient fabriquer une certaine quantité d'indigo. Or, à l'heure actuelle,

les usines françaises ne sont pas en mesure de le faire. Il a donc été convenu que l'I. G. fournirait à ces usines, en franchise, le produit intermédiaire de l'indigo, en quantité suffisante, et que les usines françaises réexporteraient le produit fini.

C'est un exemple intéressant de collaboration.

4^o Le cartel de l'aluminium.

Le cartel de l'aluminium repose sur un accord signé entre diverses industries en septembre 1926. La matière première étant la bauxite, il est bon d'en connaître la production dans le monde :

	(1.000 tonnes)	
	1926	1927
France.....	409	530
Etats-Unis.....	399	240
Guyane anglaise.....	186	130
Guyane hollandaise.....	44	100
Hongrie.....	3	329
Yougoslavie.....	132	160
Italie.....	91	170
Autres.....	30	40
	<u>1.294</u>	<u>1.699</u>

La production française d'aluminium a atteint 26.000 tonnes en 1927. Celle d'Allemagne 30.000 tonnes, par les entreprises : Vereinigte Aluminiumwerke A. G. ;

Erftwerk A. G. ;

Aluminiumwerk g. m. b. h., Bitterfeld ;

Aluminiumfabrik, Rheinfelden. Cette dernière

fabrique est en Suisse. Dans l'ensemble la production européenne atteint 110.000 tonnes par an; elle est un peu supérieure à celle de l'Aluminium Company of America.

L'accord de 1926 a été signé entre la France, l'Allemagne, l'Angleterre et la Suisse, représentés par les firmes suivantes :

L'aluminium français ;

Le Vereinigte Aluminiumwerke et l'Ergtwerk A. G ;

The British Aluminium Co Ltd London ;

L'Aluminium Industrie A. G. Neuhausen (Suisse).

Son objet est de régler les prix et les conditions de vente, les relations techniques. Un bureau international est installé à Paris. Le contrat est valable jusqu'en 1931.

5° Le cartel des lampes électriques.

En principe, l'industrie électrotechnique allemande se refuse à une entente intérieure et à une entente internationale. Mais, pour les lampes, c'est différent : l'union est déjà réalisée depuis le 21 décembre 1924. Cette union est européenne : France, Allemagne, Angleterre, Hollande, Scandinavie, Italie, Japon. L'entreprise française est la compagnie des lampes ; pour l'Allemagne, ce sont : Osram, Bergmann, J. Pintsch et Radium A. G. Ces entreprises se réservent leur marché national. Elles participent aux autres marchés, selon leur chiffre d'affaires.

On serait tenté de croire, après la constatation de ces accords internationaux, que le consommateur devra payer des prix toujours élevés. Ce n'est pas sûr. Les producteurs commencent à mieux comprendre leurs intérêts : ils comprennent qu'il ne faut pas se ruiner les uns les autres, ils comprendront qu'il faut laisser intact le pouvoir d'achat du consommateur.

CHAPITRE III

LA RATIONALISATION

Les ententes internationales font partie de la concentration industrielle, comme en font partie les nombreuses combinaisons qui lient les unes aux autres les diverses industries. Tout cela n'est qu'un : d'abord, parce que ces mesures complètent utilement la constitution des groupements industriels et leur donnent une portée et une efficacité beaucoup plus étendue ; ensuite, parce qu'elles tendent toutes au même but, et qu'elles émanent toutes d'une même idée. C'est ce que nous allons prouver dans ce dernier chapitre.

Quel était le problème qui se posait ? On s'en souvient : il s'agissait de résoudre une crise économique qui était grave. Ce problème se posait de deux manières : selon qu'on envisageait une solution immédiate et incomplète, ou qu'on voulait réaliser une solution définitive. La première manière consistait à trouver le moyen d'obtenir des crédits à long terme à l'étranger pour renouveler le fonds de roulement des entreprises, épuisé par l'inflation, et pouvoir durer, en supposant des circonstances favorables. La deuxième imposait une nouvelle organisation de l'économie allemande pour abaisser les

prix de revient et augmenter les bénéfices. Or, de toute façon, il n'y avait qu'un moyen d'atteindre l'une ou l'autre solution : c'était de regrouper les entreprises.

Car le problème n'était pas qu'un problème industriel, il était surtout un problème financier : problème immédiat, obtenir des crédits pour pouvoir continuer à travailler ; problème à plus longue échéance, faire des bénéfices. C'est pour résoudre ces deux questions que les Allemands ont envisagé une concentration systématique.

D'abord pour obtenir des crédits, il fallait présenter des garanties : en groupant les meilleures entreprises, en leur assurant une unité d'action, en constituant un capital important, en sacrifiant les sociétés chargées de dettes ou d'un mauvais rendement, on donnait aux prêteurs américains une impression favorable. Plus les entreprises sont importantes, plus les garanties sont sûres ; les Vereinigte Stahlwerke, l'I. G. Farbenindustrie, l'A. E. G., l'Elektrowerke, le Rheinische Westfälische Elektrizitätswerk, Siemens, obtiendront de meilleures conditions, des fonds plus importants, que les entreprises qu'ils groupent, si elles avaient agi seules. Cette méthode fut suivie comme une pente douce et facile, et on continua de la suivre un peu plus loin qu'on n'aurait voulu, car aujourd'hui l'économie privée doit plusieurs milliards de marks à l'étranger, dont une partie est maintenant à court terme.

Si la nécessité financière a été la première raison

de la concentration, on a vu aussi en elle le moyen d'opérer le relèvement économique de l'industrie. Par la concentration, on devait fusionner les entreprises saines, laisser tomber les mauvaises, diminuer les frais généraux en supprimant du personnel, en améliorant l'outillage obtenir un prix de revient meilleur, grâce au meilleur rendement. Les syndicats permettaient de maintenir les prix de vente de même que les ententes avec l'étranger. Grâce aux bénéfices, on remboursait les emprunts, on amortissait le matériel et on distribuait un dividende.

La situation est claire: en constituant le bloc métallurgique, celui des produits chimiques, les groupements électro-techniques, il ne s'agissait pas de dominer le marché allemand ni le marché mondial, de brandir le sceptre de la puissance et de la force, d'assurer à l'Allemagne une hégémonie économique. Il s'agissait seulement de sauver l'industrie allemande de la ruine, et pour cela on avait résolu :

- 1° D'obtenir des crédits de l'étranger;
- 2° De supprimer toute concurrence inutile;
- 3° De faire rendre le maximum à chaque entreprise.

Ces résolutions s'inspiraient d'une méthode et d'une seule: la rationalisation. Les Allemands l'ont appliquée sous toutes les formes; ils se sont tellement servis de ce mot qu'il a perdu tout sens précis; si nous voulons montrer en quoi la concentration industrielle est une des manifestations de la ratio-

nalisation, nous devons préciser ce que nous entendons par là.

En soi, la rationalisation est la chose la plus banale et la plus simple qui soit : son origine étymologique est le mot latin « ratio » ; autrement dit, c'est la mise en œuvre de ce que commande la raison, le bon sens. La rationalisation n'a donc de sens précis que dans les applications qu'on en fait. La définition théorique qu'on peut en donner et qui est généralement acceptée se trouve dans le rapport de la conférence économique internationale de 1927 ; elle est assez explicite :

« Nous entendons par là les méthodes techniques et d'organisation destinées à assurer le minimum de perte de l'effort ou de matériel. La rationalisation comprend l'organisation scientifique du travail, la standardisation à la fois des matériaux et des produits, la simplification des procédés ainsi que des améliorations dans les méthodes de transport et de mise en vente.

La conférence a été unanime à reconnaître les avantages de la rationalisation et de son organisation scientifique et elle affirme l'urgente nécessité d'un effort plus puissant, plus compréhensif, mieux coordonné dans ce domaine.

Tout en se rendant compte des avantages de la rationalisation au point de vue de l'abaissement du prix de revient et de l'élargissement des marchés, la conférence n'a pas négligé les conséquences temporairement défavorables que son application peut

avoir pour certaines catégories de travailleurs. Si tant comme consommateurs que directement, ceux-ci se sont assurés d'avoir, le moment venu, leur part dans les effets favorables d'une meilleure organisation de la production, ils peuvent être astreints à un moment donné, par un chômage temporaire lorsque l'on procède à des réorganisations...

La Conférence considère que la rationalisation vise parallèlement :

1° A donner au travail son maximum d'efficacité dans le minimum d'effort ;

2° A faciliter par une moindre variété de types, là où celle-ci n'offre pas des avantages évidents, l'étude, la fabrication, l'emploi et le remplacement des pièces en série ;

3° A éviter le gaspillage des matières premières et de l'énergie ;

4° A simplifier la distribution des marchandises et ;

5° A la dégager des transports illogiques, des charges financières écrasantes et de la superposition inutile des intermédiaires.

Elle considère que son application judicieuse et continue est susceptible d'apporter :

1° A la collectivité une stabilité accrue et un niveau plus élevé des conditions de l'existence ;

2° Aux consommateurs, des prix plus bas et des produits plus soigneusement adoptés à la généralité des besoins ;

3° Aux diverses catégories de producteurs, des

rémunérations plus larges et plus sûres à répartir équitablement entre eux...

En conséquence, la Conférence recommande aux gouvernements, aux institutions politiques, aux organisations professionnelles et à l'opinion publique :

1° D'exécuter dans le sens des directives ci-dessus l'effort des producteurs notamment :

a) De provoquer et de favoriser de toutes manières la recherche et la comparaison des méthodes les plus adéquates et des procédés les plus pratiques de rationalisation et d'organisation scientifique du travail, ainsi que des résultats obtenus dans l'ordre économique et social ;

b) D'appliquer cet effort dans l'industrie, l'agriculture, le commerce et les instituts financiers, non seulement aux grandes entreprises, mais aussi aux moyennes et petites et éventuellement à l'artisanat et aux métiers, en tenant compte des heureuses conséquences qu'il peut offrir pour l'organisation et les commodités de la vie ménagère.

c) De porter dans cet effort une attention spéciale aux mesures de nature à assurer le meilleur, le plus sain et le plus digne emploi de l'homme, telles que la sélection, l'orientation et la préparation professionnelles, la distribution du travail et des repos, les formes de rémunération associant équitablement le travailleur à l'augmentation de son rendement et généralement les conditions de travail et d'existence favorables à la formation et au maintien de sa personnalité.

2° De poursuivre méthodiquement non seulement sur le plan national, mais aussi sur le plan international, la standardisation des matériaux, des pièces et des produits pour tous les types d'importance internationale, afin d'éliminer les entraves à la production et aux échanges que pourrait présenter une politique de standardisation exclusivement nationale.

3° D'entreprendre sur le plan international des recherches permettant de dégager les meilleures méthodes employées et les résultats les plus concluants obtenus en tous pays, dans l'application des principes ci-dessus rappelés, en utilisant les recherches faites dans certains pays et en favorisant les échanges d'information entre intéressés.

4° De répandre dans tous les milieux la claire conscience des avantages et des obligations que comporteront la rationalisation et l'organisation scientifique du travail ainsi que de leur possibilité de réalisation progressive. »

En résumé, ce rapport envisage la rationalisation comme ayant pour but de réduire la dépense de temps, de matière et de travail, pour obtenir un certain résultat. Il indique les moyens d'y parvenir : organisation scientifique du travail, standardisation des matériaux et des produits, simplification des procédés, améliorations dans les méthodes de transport et de mise en vente.

Mais il ne faut pas nous borner à des définitions théoriques : il faut nous baser sur des réalités pour

donner un sens exact à la rationalisation. Au fond ce mot ne veut pas dire autre chose que progrès, dans le rendement du travail et de l'outillage, dans la qualité et le nombre des produits, dans la rémunération des ouvriers, dans les bénéfices à répartir entre les actionnaires. Ce progrès s'obtient par l'organisation, par l'ordre et la méthode, par l'étude et par la coordination des efforts. Tout ce qui est organisation scientifique du travail et standardisation des produits et des matériaux se résume à vouloir en toutes choses : la simplicité, l'unité ; les notions de l'art classique auxquelles on revient aujourd'hui. Ces méthodes qu'on nous apporte d'Amérique, sont très vieilles ; nous les connaissons, mais nous les avons oubliées. Les Allemands viennent de les découvrir ; elles seront pour eux le remède à toutes les solutions.

Du point de vue le plus étroit, il y a déjà un certain temps qu'ils travaillent à rationaliser. Indépendamment des efforts individuels ou collectifs, il existe une commission de normalisation.

Cet organisme, fondé en 1917 par le Dr F. Neuhaus, subventionné par le Reich, et appelé « Reichs Kuratorium für Wirtschaftlichkeit », a pour but de centraliser tous les travaux de normalisation se rapportant aux domaines industriels les plus variés et de publier les conclusions auxquelles il a pu aboutir.

Mais la rationalisation, au sens large du mot, ne date que de 1925. Ce n'est qu'à ce moment qu'on parle de la rationalisation de l'agriculture, de la

rationalisation de l'industrie, de la rationalisation de l'Etat. On veut, dans les branches de l'économie réduire les dépenses, augmenter le rendement : pour la même somme de travail, pour le même montant de capitaux investis, obtenir des résultats très supérieurs.

Les améliorations qu'on voulait apporter dans les entreprises pour qu'elles fussent efficaces, il fallait les réaliser sur une grande échelle, dans toute une industrie, dans tout un groupe d'industries, et même dans des régions industrielles. On devait négliger les intérêts particuliers pour ne penser qu'à utiliser au maximum les ressources économiques de l'Allemagne, et dans cet esprit, on pouvait conclure des accords avec les autres pays. On comprend la nécessité d'une unité de direction pour entreprendre de pareilles réformes. C'est la concentration industrielle qui a permis de mettre en pratique ce système de réorganisation économique.

Nous trouvons son application la plus complète dans l'industrie chimique : l'I. G. Farbenindustrie est la preuve de l'excellence de la méthode.

Mais qui dit méthode, qui dit organisation, ne dit pas toujours succès. Il est aussi de notre devoir de souligner les difficultés qui ont arrêté le mouvement de rationalisation en Allemagne.

1^o Difficultés financières.

Il n'était pas sûr que les fonds investis dans le renouvellement d'un outillage, dans l'amélioration des transports, dans l'achat de participations dans des entreprises complémentaires, fussent immédiatement productifs. On pouvait bien améliorer, mais chacun sait qu'une amélioration commence par coûter. Si le calcul est mal fait ou s'il n'est pas fait, on aboutit à un échec, car au lieu de rembourser des emprunts, on en contracte de nouveaux, au lieu d'amortir le matériel dans une proportion normale, on ne l'amortit que pour un pourcentage infime, et à quoi servent les bénéfices obtenus sur la vente des produits ? Non pas à distribuer un dividende, mais à financer l'entreprise, en un mot à payer tous les frais d'une rationalisation mal comprise ou inopportune.

Il peut aussi y avoir de l'imprévu.

Ainsi, ce qu'on a appelé la rationalisation de l'agriculture a très mal réussi. L'agriculture allemande, surtout celle qui se trouve à l'est de l'Elbe, était très endettée avant la guerre. Pendant l'inflation, elle s'était facilement libérée. Puis elle a voulu acheter un outillage moderne, construire des bâtiments neufs, et doubler l'épandage des engrais ; pour payer ces frais, elle a dû emprunter et maintenant elle se trouve aussi endettée qu'avant la guerre : de plusieurs milliards.

Dans l'industrie, les résultats sont très variables.

Toutefois il y a certains exemples qui sont typiques : celui de la firme Krupp est un des plus curieux. Cette firme, qui est restée très importante, en revenant à son objet primitif : la fabrication de wagons de chemin de fer et de machines, vient de publier son rapport sur l'exercice 1927-1928.

Que dit-il ? Pas de dividende, mais situation bonne. Bénéfice net de 6 millions. Capital nominal de 100 millions. (Il y aurait en outre 60 millions d'actions de réserve dont il n'aurait pas été fait usage.) Le chiffre d'affaires a doublé, sans que les bénéfices n'augmentent et ceux-ci ont été engloutis par les améliorations. Toute l'entreprise vit dans une période de reconstruction et elle concentre ses efforts dans l'investissement des capitaux. Krupp est devenu un gros producteur de charbon : 11 millions de tonnes par an. Les mines travaillent sans profit ; ce sont les usines qui récupèrent les bénéfices. On développe la fabrication des machines agricoles, des camions, des locomotives. Mais en attendant que ces dépenses deviennent rémunératrices, c'est la troisième année qu'on ne distribue pas de dividende : la mise au point n'est pas achevée.

L'imprévu, ce furent les augmentations de salaires et la réduction de la journée de travail. Les ouvriers n'ont pas laissé passer une occasion si belle : du moment que la rationalisation permettait d'abaisser les prix de revient, ils devaient en profiter. Bon gré mal gré, les patrons ont dû augmenter les salaires.

Ils ont tenté quelquefois de prévenir les grèves ou les réclamations par un lock-out ; mais toujours le conflit s'est apaisé au prix d'une augmentation des salaires.

Le 1^{er} décembre 1928, éclatait un conflit de ce genre dans l'industrie métallurgique de la Rhur. Le lock-out dura trois semaines, après lesquelles le ministre Severing s'interposa pour arbitrer le différend ; sa décision comportait une augmentation des salaires à l'heure :

Salaires de 60 à 62 pf. augmentés de 6 pf. en plus.

—	63 à 65	—	5	—
—	66 à 72	—	4	—
—	73 à 77	—	3	—
—	78 à 79	—	6	—
—	80 à 81	—	5	—
—	82 à 83	—	3	—
—	83 à 88	—	2	—
—	89	—	1	—

Et une augmentation des salaires aux pièces de 15 %. Elle comportait en outre une réduction de la durée hebdomadaire de travail : tantôt de 60 à 57 heures, tantôt de 57 à 52 heures, tantôt de 52 heures à 48 ; finalement la moyenne est abaissée à 52 heures par semaine.

Cette réglementation est valable jusqu'au 30 septembre 1930.

Le fait de ces augmentations de salaires n'est pas tellement important en lui-même. Ce qui est plus

grave, c'est que le conflit avait été tranché par un tribunal arbitral et que la décision de ce tribunal n'a pas été exécutée par les patrons de la métallurgie, soutenus par toute l'industrie allemande. La procédure d'arbitrage est donc remise en question. Le point de vue des industriels est le suivant : nous ne voulons pas que les prix soient fixés par un organisme irresponsable. Quoi qu'il en soit, ces patrons ont vainement essayé d'empêcher la hausse de la main-d'œuvre ; pour cela ils ont même nié les résultats de la rationalisation.

A l'assemblée d'août 1927 de la fédération des industries du fer et de l'acier, l'industriel Reichert déclarait :

« Si dans les circonstances actuelles, les syndicats demandent de passer de la journée de dix heures à la journée de huit heures, c'est que l'on surestime beaucoup les avantages obtenus par la rationalisation.

Le rendement par tête des ouvriers des hauts-fourneaux a bien augmenté de 19 % depuis le premier trimestre de 1925 et celui des ouvriers employés aux convertisseurs a augmenté de 34 %. Mais à la même époque, on a procédé à une augmentation de salaires qui a fait passer le revenu des ouvriers de la Ruhr de 140 % et 160 en moyenne, abstraction faite des dépenses supplémentaires occasionnées par des charges spéciales. Si l'on considère le pourcentage des salaires aux frais généraux on peut estimer, en ce qui concerne les ouvriers des

hauts-fourneaux, que ce pourcentage n'est pas plus élevé que voici deux ans. Mais par suite des dépenses supplémentaires occasionnées par les salaires et l'amortissement des installations nouvelles, les améliorations n'ont pas produit d'économies nettes. En de tels cas, les fruits de la rationalisation ont profité pour la plus grande partie aux ouvriers. Ni les actionnaires, ni les consommateurs de fer, ni l'économie entière n'ont tiré une part correspondante des avantages de la rationalisation. Mais si la capacité de concurrence de l'industrie du fer ne s'améliore pas, si la rente n'augmente pas, si le prix du fer ne diminue pas, et si finalement il n'est pas possible d'occuper un plus grand nombre d'ouvriers, la modernisation des installations n'a plus alors aucune signification économique. »

Qu'en est-il au juste ? Dans l'industrie du fer elle-même, il n'y a peut-être pas eu de diminution des dépenses, mais il y a eu une augmentation du nombre des ouvriers et une augmentation considérable de la production. Voici les chiffres :

Vereinigte Stahlwerke.

Exploitations	1 ^{er} avril 1926		1 ^{er} janvier 1927		1 ^{er} mars 1927	
	Employés	Ouvriers	Employés	Ouvriers	Employés	Ouvriers
Mines.....	4.995	79.315	5.042	87.307	5.118	89.295
Métallurgie.....	9.632	76.635	8.476	75.840	8.509	76.393
Matières premières (minerai, chaux).	223	2.588	301	4.171	298	4.261
Total.....	14.850	158.538	13.819	167.318	13.925	169.949

1^{er} mars 1927 comparé au 1^{er} avril 1926.

	Employés	Ouvriers
Mines.....	+ 123	+ 9.980
Métallurgie	— 1.063	— 260
Matières premières.	+ 65	+ 1.673
Total.....	— 875	+ 11.393

Production en 1.000 tonnes.

	Fonte brute	Acier brut	Fonte moulée	Acier moulé	Houille	Coke
Avril 1926..	311,6	344,5	18,7	2,1	1645,9	479,7
Juillet 1926.	377,5	432,2	24,3	2,6	2166,1	516,4
Octobre 1926.	476,7	516,5	29,5	3,3	2236,9	574,5
Mars 1927..	547	615,7	30,1	3,7	2359,9	711,4

La production de charbon augmente de 40 %, la production de fonte de 76 %, et celle d'acier de 80 %.

Mais cette augmentation de la production a déjà subi un ralentissement en 1928. Au mois d'octobre, on ne produisait que 1.306.000 tonnes d'acier contre 1.414 000 tonnes pendant le mois d'octobre 1927. Le marché intérieur faiblit. Les charges financières s'accumulent.

L'annuité du plan Dawes est de 2 milliards et demi. La dette envers l'étranger a augmenté en 1928 de 3 milliards et demi ; et le montant total de la dette égale 12 milliards et demi, et oblige à payer annuellement 750 millions d'intérêts. L'augmentation de 1928 revêt un caractère particulièrement grave, parce que l'argent étranger ne se place plus en prêts à longs termes, mais en achats de participations d'actions, d'immeubles, en prêts à court

terme. Il y a 6 milliards d'avoirs étrangers dans les banques allemandes, alors que les Allemands n'ont placé que 2 milliards à l'étranger. Les dépenses publiques s'élèvent à 15 milliards. Le budget est en déficit de 600 millions. Pour combler ce déficit, il a fallu prendre les mesures suivantes :

Augmentation du revenu des Postes.....	36,5 millions
Augmentation des recettes d'administration.	3,5 —
Réduction des versements aux Etats.....	120 —
Impôt sur la bière.....	164 —
Monopole de l'eau-de-vie.....	104 —
Impôt sur le sucre et le tabac.....	80 —
	508 millions

Le reste étant obtenu par un relèvement de l'impôt sur le revenu et sur les successions. La balance commerciale est aussi déficitaire ; tandis que les exportations atteignent le montant de 11.750 millions en 1928, les importations sont de 13.500 millions.

Les difficultés sociales sont momentanément atténuées. La grève des chantiers navals est finie, on reprend le travail dans l'industrie textile. Mais les salaires sont insuffisants, proportionnellement au coût de la vie ; s'ils n'augmentent plus, c'est parce qu'il y a 1.700.000 chômeurs.

Les Allemands se rendent bien compte de la situation. Ils ont dit que l'année 1926 avait été une année de convalescence. De l'année 1927, ils ont dit qu'elle avait été une année de rationalisation. L'année 1928 aurait dû être le couronnement du relèvement éco-

nomique. Mais il semble bien plutôt que la nationalisation n'est pas achevée ; elle se continue nécessairement, dans la limite des capitaux disponibles. C'est pourquoi nous ne pouvons pas conclure par un jugement.

TABLEAU A. — Production du fer (moyenne mensuelle).

	Production totale			Fonte			Acier brut		
	Total		Par tête	Total		Par tête	Total		Par tête
	en 1.000 ton.	en % de 1913	en kilogr.	en 1.000 ton.	en % de 1913	en kilogr.	en 1.000 ton.	en % de 1913	en kilogr.
(Territoire actuel sans la Serre)									
1913.....	1.198	100,0	19,97	910	100,0	15,17	981	100,0	16,35
1925.....	1.196	99,8	19,18	841	92,4	13,57	1.004	102,4	16,29
1926.....	1.169	97,6	18,59	804	88,4	12,78	1.026	104,6	16,35
1927.....	1.554	129,7	24,55	1.092	120,0	17,25	1.359	138,5	21,47
1928 Janvier ...	1.681	140,3	26,45	1.181	129,8	18,58	1.469	149,7	23,12
Février	1.523	127,4	23,95	1.122	123,3	17,65	1.322	134,8	20,80
Mars	1.632	136,3	25,67	1.170	128,6	18,39	1.420	144,8	22,32
Avril	1.360	113,6	21,37	1.048	115,2	16,46	1.159	118,1	18,21
Mai	1.465	122,3	23,00	1.044	114,7	16,39	1.249	127,3	19,61
Juin	1.489	124,3	23,37	1.021	112,2	16,02	1.295	132,0	20,32
Juillet	1.479	123,5	23,20	1.036	113,8	16,25	1.314	133,9	20,61
Août	1.497	125,0	23,43	1.031	113,3	16,16	1.331	135,7	20,83
Septembre ..	1.346	112,3	21,08	985	108,2	15,43	1.190	121,3	18,64
Octobre ...	1.481	123,6	23,20	1.016	111,6	15,90	1.306	133,1	20,45
Novembre..	441	36,8	5,75	267	29,3	4,58	357	36,4	5,70

TABLEAU B. — Production de charbon (moyenne mensuelle en 1.000 tonnes).

	Production			Bassin houiller			Production par jour dans la Ruhr	
	Houille	Lignite	Coke	Ruhr	Haute-Silésie	Basse-Silésie	Houille	Coke
(Territoire actuel sans la Sarre)								
1913	11.729	7.269	2.638	3.385	221	319	378,6	68,4
1924	9.902	10.363	1.977	6.698	384	323	311,0	56,6
1925	11.051	11.644	2.866	5.208	235	231	344,5	61,8
1926	12.608	11.656	2.275	1.693	266	456	370,3	60,8
1927	12.800	12.567	2.688				390,3	75,1
1er trimestre 1927								
2 ^e — 1927	13.382	12.391	2.632	1.510	433	428	411,4	74,6
3 ^e — 1927	11.970	11.726	2.549	1.792	307	192	383,0	71,5
4 ^e — 1927	12.781	12.604	2.695	1.848	284	485	374,7	75,4
Octobre 1927	13.065	13.364	2.875	1.621	341	118	396,0	79,8
Novembre 1927	13.094	12.529	2.859	1.797	337	135	384,1	78,4
	12.864	13.430	2.828	1.624	354	122	404,7	80,3
1er trimestre 1928								
2 ^e — 1928	13.488	14.014	2.983	1.392	388	11	404,7	83,9
3 ^e — 1928	11.827	12.823	2.732	1.990	391	119	373,1	75,6
Octobre 1928	12.544	13.826	2.916	2.572	485	163	363,2	80,2
Novembre 1928	13.331	15.226	2.939	2.815	389	79	377,2	80,6
	12.141	14.548	2.311				366,4	63,5

TABLEAU C

Indice de la production industrielle.

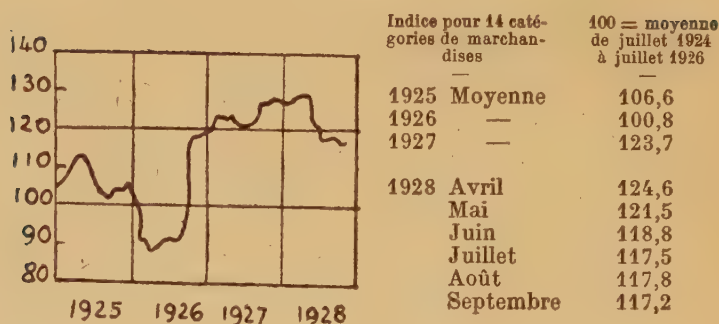


TABLEAU D

Tableau comparatif de la production de charbon

(milliers de tonnes).

	Allemagne	Europe	Part de la production allemande dans la production européenne 0/0
1925 Premier semestre	64.566	264.117	24,4
Second —	68.163	269.467	25,3
1926 Premier —	65.745	238.190	27,6
Second —	79.625	217.120	36,7
1927 Premier —	76.056	299.627	25,4
Second —	77.539	300.604	25,8
1928 Premier —	75.945	296.451	25,6

TABLEAU E

Tableau comparatif de la production d'acier

(milliers de tonnes).

	Allemagne	Europe	Part de la production allemande dans la production européenne 0/0
1925 Premier semestre	6.833	20.072	34,0
Second —	5.361	18.531	28,9
1926 Premier —	5.300	18.772	28,2
Second —	7.042	19.432	36,2
1927 Premier —	7.954	24.846	32,0
Second —	8.357	24.675	33,9
1928 Premier —	7.915	25.349	31,2

TABLEAU F
Imports de l'Allemagne par catégories
(millions de Reichsmarks).

	Matières premières	Denrées alimentaires	Produits finis
1925 Moyenne	518	345	167
1926 —	412	307	114
1927 —	599	375	212
1928 Mai	567	315	204
Juin	580	339	189
Juillet	603	394	186
Août	550	351	182
Septembre	552	349	187
Octobre	613	384	216

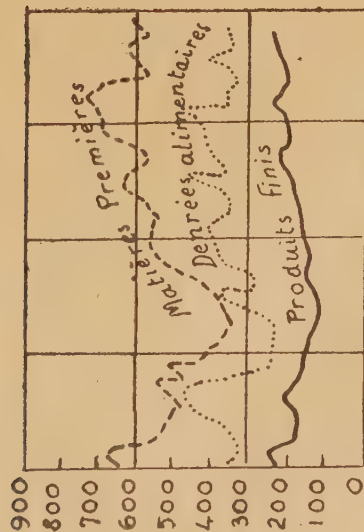
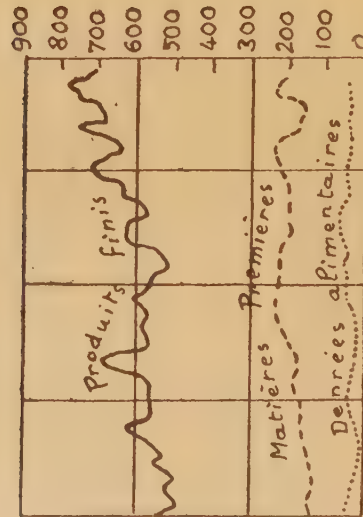


TABLEAU G
Exportations de l'Allemagne, par catégories
(millions de Reichsmarks).

	Produits finis	Matières premières	Denrées alimentaires
1925 Moyenne	562	169	45
1926 —	596	227	45
1927 —	644	217	39
1928 Mai	690	198	55
Juin	696	190	48
Juillet	704	223	44
Août	783	255	41
Septembre	826	232	63
Octobre	723	215	72



CONCLUSION

L'ensemble des problèmes qu'on devra résoudre dans l'avenir, nous semble avoir été clairement exposé par Hermann Bücher, membre du Conseil économique du Reich et du Conseil de l'A. E. G., dans une communication qu'il a faite au Reichsverband der Deutschen Industrie, le 3 septembre 1927. Nous lui laissons la parole :

« Le côté humain et intellectuel de l'organisation nous est étranger, ou du moins il a été négligé par nous. Dans l'ordre politique et économique, le sens de la solidarité qui doit unir les membres d'une même collectivité, nous fait défaut. Et pourtant, il importe au plus haut point que nous puissions le développer... »

Sans science, ni progrès technique, ni progrès économique. Sans patronat, pas d'usine moderne ; pas de direction économique, pas d'esprit de risque. Sans prolétariat qualifié, pas de production industrielle développée.

Ces trois éléments se conditionnent l'un l'autre. Ils donnent un maximum d'effet utile, lorsque chacun d'eux a conscience de sa mission et lorsqu'ils tendent tous au même but : fabriquer, à des prix

aussi bas que possible, des produits de qualité supérieure. Leur activité gravite autour de l'idée d'entreprise.

Qu'est-ce donc que l'entreprise et qu'est le patronat dans l'économie moderne ? L'évolution économique au cours des deux dernières générations a amené un changement profond dans la dimension des entreprises. Parallèlement à ce changement, on assiste à une modification fondamentale des buts qu'elles poursuivent. Quelques chiffres pour appuyer ce que nous avançons.

Je n'exagère pas en affirmant que du capital productif investi dans les 50.000 firmes de quelque importance, 40 à 50 % sont investis dans les firmes ayant un capital supérieur à 10 millions de marks. Si je descends aux entreprises ayant un capital de 1 million de marks, je constate qu'elles représentent 65 à 70 % des capitaux investis dans l'industrie allemande.

Si donc environ les deux tiers de l'ensemble des capitaux investis dans l'industrie allemande représentent des sociétés de plus de 1 million de marks de capital, ils représentent aussi, dans une mesure beaucoup plus large qu'autrefois, des entreprises conduites, non plus dans un intérêt individuel, mais dans l'intérêt de la collectivité...

Loin de moi la pensée de sous-estimer l'importance des petites entreprises dans l'évolution de la production ; cette importance au contraire est considérable, qu'on se place au point de vue du perfec-

tionnement individuel et social, ou à celui du recrutement des chefs futurs...

Ni du côté patronal, ni du côté ouvrier, on ne se rend compte de la nécessité d'une collaboration réelle. Pour se créer une situation dans la politique, on envenime artificiellement les conflits, au lieu de chercher à les aplanir. Ces querelles, dont vivent un nombre croissant d'individus, menacent la production, usent les énergies, engendrent l'esprit de mesquinerie. On ne fait rien sans y avoir été formellement autorisé par les organisations compétentes. Méthodes génératrices d'irresponsabilité et de désordre. Or, ce qu'il faut, c'est développer la personnalité et le sentiment de responsabilité.

Aux Etats-Unis, on ne connaît plus toutes ces difficultés. Cela provient de ce que l'idée d'utilité générale, du « Service of the people » exerce une influence profonde sur l'homme de la rue. Cette idée a une haute valeur morale et ne devrait pas être repoussée de prime abord. Ou bien sommes-nous trop civilisés, nos haines sont-elles trop profondes pour nous permettre de nous élever au-dessus de ces petites choses ? Pour amener l'entrepreneur et le salarié à collaborer, nous avons besoin d'une doctrine qui doit être acceptée par tous. Il nous faut en outre des enquêtes impartiales sur les tendances de l'évolution économique. C'est à la science qu'incombe la mission de résoudre ces problèmes...

Donner le jour à une telle doctrine est le seul moyen de faire naître, entre les classes sociales, ce

sentiment de solidarité dont la nécessité est certaine. Il faut que nous réussissions à considérer comme appartenant au passé les luttes entre patrons et ouvriers, et en général les luttes de classes, et que, dans une économie où tout évolue vers l'intégration, nous fassions tomber les barrières qui séparent les hommes appelés à collaborer à l'œuvre commune. »

Cet exposé est suffisamment clair pour que nous n'ayons pas à l'expliquer.

Nous avons voulu étudier les faits, leurs conséquences juridiques et les idées qui s'en dégagent. On ne peut pas dire que l'Allemagne ait conçu et appliqué un programme économique pour sortir de la crise dans laquelle elle se trouvait. Mais il y a eu tout de même un ensemble de réformes, politiques, fiscales ou purement financières et industrielles, qui ont concouru à une même réalisation. Parfois même il y a eu des abus : dans la rationalisation, dans les demandes de crédits à l'étranger. Nous avons vu que la concentration ne va pas si loin qu'on le croit quelquefois et qu'elle n'est pas non plus une coalition à courte vue pour obtenir un bénéfice immédiat. C'est pourquoi il n'est pas sûr du tout que l'État intervienne : il faudrait pour cela une hausse inconsiderée des prix qui n'existe pas.

Le vrai problème qui pèse sur l'industrie est maintenant celui des Réparations, qu'elles se paient sous forme d'obligations industrielles dont le service se fait actuellement à raison de 300 millions de marks par an, ou sous forme de nouveaux im-

pôts. Sur ce point, nous ne pouvons pas conclure non plus. Contentons-nous de la remarque suivante :

Les industries que nous avons étudiées sont très au point. On a su appliquer les moyens juridiques et financiers avec une grande habileté pour aboutir au résultat voulu. Ce sont choses qui resteront : en plus des progrès techniques, on reproduira ailleurs qu'en Allemagne les mesures fiscales propres à favoriser les fusions, les diverses graduations dans la fusion des sociétés, les contrats de communauté d'intérêts, les innombrables combinaisons financières permettant l'acquisition de participations; les syndicats de limitation de la production et les syndicats de vente. Est-ce qu'on n'observe pas déjà en France ou en Angleterre l'importance du charbon pour les autres industries, et l'extension rapide de l'industrie chimique qui étend son activité dans toutes les directions ? Est-ce que le besoin de collaboration internationale et de solidarité ne se fait pas sentir chaque jour davantage ?

L'Allemagne ne travaille pas seule à la concentration industrielle. Elle ne sera pas seule à en connaître les difficultés. Mais le progrès n'est fait que de difficultés vaincues.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu : le Président de la thèse,
W. OUALID.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

1^o JOURNAUX

Frankfurter Zeitung.
Berliner Tageblatt.
Berliner Börsen Zeitung.
Deutsche Allgemeine Zeitung.
Bergwerkszeitung.
Reinische Westfälische Zeitung.
Berliner Börsen Courier.
Neue freie Presse.
Hamburger Fremden Zeitung.

2^o PÉRIODIQUES

Wirtschaftsdienst.
Weltwirtschaftliches Archiv.
Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik.
Wirtschaft und Statistik.
Die Bank.
Der deutsche Ökonomist.
Deutsches Handels-Archiv.
Handbuch der Politik.
Kartell-Rundschau.
Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik.
Wirtschaftskurve der Frankfurter Zeitung.
Grundriss der Sozialökonomik.
Der deutsche Volkswirt.
Stahl und Eisen.
Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich.
Viertel jahrshefte zur Konjunkturforschung.
Monatliche Nachweise über den auswärtigen Handel Deutschlands.
Erdöl und Teer.
La réforme économique.

L'Europe nouvelle.

Bulletin quotidien de la Société d'Études et d'Informations économiques.

Revue de la métallurgie.

Chimie et Industrie.

American economic review.

Economic Journal.

The economist.

3° DOCUMENTATION GÉNÉRALE

ERICH WELTER (E.). — *Belastungsprobe*, 1929.

LIEFMANN (R.). — *Die Unternehmungsformen.*

— *Kartelle, Konzerne und Trusts*. Stuttgart, 1927.

KURT WIEDENFELD. — *Gewerbepolitik*. Berlin, 1927.

HAUSSMANN. — *Grundlegung des Rechts der Unternehmenszusammenfassung.*

KORPER. — *Das wirtschaftliche Europa.*

WEBER. — *Industriestandortslehre.*

Handwörterbuch der Staatswissenschaft.

Wirtschaftswissenschaft nach dem Krieg.

BONN. — *Die Krise des modernen Kapitalismus.*

BECKERATH (H.V.). — *Ziele und Gestaltungen in der deutschen Industriewirtschaft.*

FLECHTHEIM. — *Konzernbildung und Aktienrecht.*

GEILER. — *Gesellschaftliche Organisationsformen.*

TSCHIRSCHKY. — *Die Kartellverordnung.*

HIRSCH (JULIUS). — *Wandlungen in Aufbau der deutschen Industrie*, 1927.

Verhandlungen und Berichte der Unterausschusses für allgemeine Wirtschaftsstruktur, 1928.

4° INDUSTRIE DU CHARBON

BAUMONT. — *L'industrie du charbon en Allemagne*, 1928.

RAPHAEL. — *Le Roi de la Ruhr.*

GREILING (W.). — *Die deutsche Montanindustrie.*

5° INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE.

Rapports des Vereinigte Stahlwerke sur les exercices 1926, 1926-1927 et 1927-1928.

UFERMANN (PAUL). — *Der deutsche Stahltrust*. Berlin, 1927.

6° INDUSTRIE CHIMIQUE.

Der Farbenkonzern, 1928.

LOUIS (R.). — *L'industrie des produits chimiques en Allemagne*.

7° INDUSTRIE ÉLECTROTECHNIQUE.

Einzelchriften zur Statistik des Deutschen Reiches, Nr. 1 Konzerne, Interessengemeinschaften und ähnliche Zusammenschlüsse im Deutschen Reiche, Ende 1926. Verlag Reimar Hobbing, Berlin, 1927.

Vorstand des deutschen Metallarbeiter-Verbandes : Konzerne der Metallindustrie, Stuttgart, 1924.

Die deutsche Elektrizitätsversorgung. Herausgegeben vom Vorstand des deutschen Metallarbeiter-Verbandes, Stuttgart, 1927.

Aufbau und Entwicklungsmöglichkeiten der europäischen Elektrizitätswirtschaft. Herausgegeben von der Wirtschaftlichen Abtlg. des Bankhauses Schwarz, Goldschmidt et Co., Berlin. Berlin 1928.

Der Siemens-Konzern 1928, Aufbau, Konzern-Gesellschaften, Werke, Arbeitsgebiete, Beteiligungen, Finanzen « Das Spezial-Archiv » Berlin, 1928. R. et H. Hoppenstedt, Finanz-Verlag.

Siemens-Jahrbuch 1928, Herausgegeben von der Siemens et Halske A. G. und der Siemens-Schuckertwerke A. G. V. D. I.-Verlag, Berlin, 1928.

50 Jahre Carlswerk 1874-1924, Denkschrift verfasst von W. Jutzi. Köln, 1928.

Combines and Trusts in the Electrical Industry herausgegeben von der British Electrical et Allied Manufacturers Assoc. (Inc.).

Die A. E. G. 1883-1908 Denkschrift, Berlin, 1908.

A. E. G. 1883-1923 Denkschrift zum vierzigjährigen Bestehen.

PINNER (F.). — Emil Rathenau Das elektrische Zeitalter. Akademische Verlagsges. m. b. H. Leipzig, 1918.

25 Jahre Telefunken, Festschrift der Telefunken-Gesellschaft. Berlin, 1928.

REISSFELDT. — Die Kartellierung der deutschen Elektroindustrie, Carl Heymanns Verlag, Berlin, 1928.

KOCH (H.). — Die Konzentrationsbewegung in der deutschen

- Elektroindustrie. Verlag R. Oldenbourg, München und Berlin, 1907.
- FASOLT.— Die sieben grössten deutschen Elektrizitätsgesellschaften. Dresden, 1904.
- ROTH.— Wilhelm von Siemens. Ein Lebensbild. Vereinigung wissenschaftlicher Verleger, Berlin u. Leipzig, 1922.
- Werner Siemens, Lebenserinnerungen, Berlin, 1889.
- V. Winterfeld. Entwicklung und Tätigkeit der Firma Siemens et Halske in den Jahren, 1847-1897. Leipzig, 1913.
- EHRENBERG. — Die Unternehmungen der Brüder Siemens bis zum Jahre, 1870. Jena 1906.
- Schriften des Vereins für Sozialpolitik, Störungen im deutschen Wirtschaftsleben während der Jahre 1900 ff. Leipzig, 1903-1904. Bd. 107 (Löwe : Elektrotechnische Industrie). Verlag Duncker et Humboldt, München).

Etant donné l'actualité du sujet traité, nous avons eu surtout recours aux périodiques, aux articles parus dans les journaux. Toutefois, cela ne nous a pas paru suffisant et nous avons entrepris une enquête en Allemagne, avant de laisser l'imprimeur achever son travail. C'est cette enquête qui nous a permis de nous procurer au Verband der Elektrotechnischen Industrie la liste complète des ouvrages parus sur ce sujet. Nous avons pu consulter au comité français du Plan Dawes les rapports sur la situation économique de l'Allemagne, notamment le dernier Rapport de l'Agent général des Réparations et les nombreux rapports de Trustees. Enfin, si nous avons pu comprendre, dans une certaine mesure, le problème si complexe de la concentration industrielle, c'est grâce aux lumineuses explications de M. Hermann Bücher, directeur de l'A. E. G., de l'éminent professeur M. J. Bonn, et de M. von Schnitzler.

Nous remercions tout spécialement le Konsul Dr. Respondeck, auteur d'un excellent ouvrage sur les cartels internationaux (*Wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen Deutschland und Frankreich*. Berlin, 1929); M. Paul Maquenne (auteur de *La Rationalisation et la concentration des industries devant la loi et le fisc*, extrait de la *Réforme économique*, 5 mai 1927); M. Henry Lauenburger (auteur de *La vie économique en Allemagne*, *Revue d'économie politique*, mai-juin 1927 et juillet-août 1928).

TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — L'industrie du charbon.....	15
CHAPITRE II. — L'industrie sidérurgique.....	23
CHAPITRE III. — L'industrie chimique.....	56
CHAPITRE IV. — L'industrie électrotechnique.....	77
CHAPITRE V. — Les Industries du Reich.....	91
CHAPITRE VI. — L'effort technique.....	94

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Le régime fiscal des fusions.....	103
CHAPITRE II. — Le régime juridique des fusions.....	108
CHAPITRE III. — L'Interessengemeinschaft.....	117
CHAPITRE IV. — La participation financière.....	121
CHAPITRE V. — Les syndicats.....	125

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — L'Interpénétration des industries...	143
CHAPITRE II. — Les cartels internationaux.....	156
CHAPITRE III. — La rationalisation.....	185
CONCLUSION.....	207

